

n° 713 — 4 F  
DU 30 SEPT. AU 13 OCT.

**nouvelle édition**  
HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

# tribune socialiste

**Dossier  
Corse**



POUVOIR D'ACHAT

**SPECIAL 7 OCTOBRE**

Direction politique :  
Alain Tiemcen

**Rubriques :**

- **Où va la France ?** Léo Golberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

**Collaborateurs permanents :**

- G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarchie - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielle - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

**Dessinateurs :**

- J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

**Collaboration technique :**

- Max Pagis - José Sanchez

**Secrétariat - Documentation :**

- Marie-Françoise Chailleux

**Promotion :**

- J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin

**Dir. publ. :** H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

**Rédaction :** 566-45-64

Administration et publicité :  
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

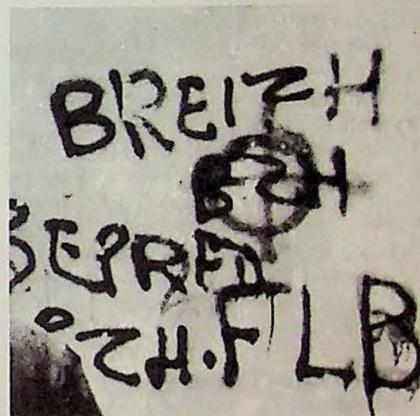
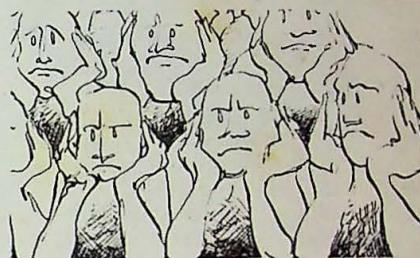
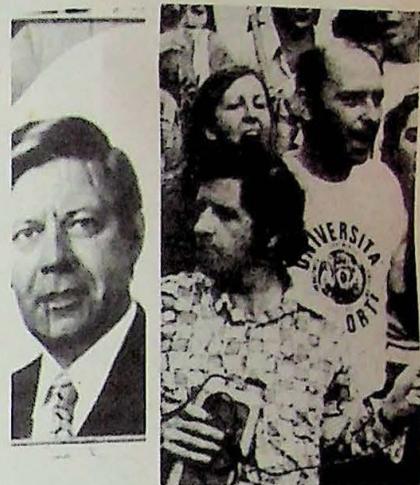
**Photocomposition :**

Informatic-Press, Saint-Ouen

**Abonnement :** 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

# sommaire

<b>Briser la chaîne</b>	P. 4
A Merlebach la fatalité s'appelle Direction	P. 4
Laval : Pouteau occupé	P. 5
SICA-SAVA : des poulets à Montparnasse	
<b>Où va la France :</b>	P. 7
Le régime en sursis.	P. 7
L'armée à FR3 : « prudence absolue ! »	P. 8
L'aveu. <i>Abel Verne</i>	P. 9
Le 7 octobre et ses suites. <i>Y. Sparfel</i>	P. 10
Le plan Barre. <i>M. Etienne</i>	P. 11
Vers une deuxième étape ? <i>L. Goldberg</i>	P. 12
La gauche, les municipales, trois projets	P. 13
Cartes sur table... <i>F. Dalbert</i>	P. 14
Grève à <i>France-Soir</i> . <i>N. Monier</i>	P. 14
Petits commentaires. <i>C.-M. Vadrot</i>	
<b>Notre dossier :</b>	P. 15
Pourquoi l'autonomie ? <i>A. Murati</i>	P. 16
Créer les conditions d'une nouvelle légalité	P. 18
PSU corse: nos propres responsabilités	
<b>Injustice :</b>	P. 19
Procès de la cour de sûreté. <i>P. Gollet</i>	P. 20
Chronique des flagrants délits. <i>M. Etienne</i>	
<b>Ces exclus de l'intérieur :</b>	P. 21
Les femmes et le pouvoir. <i>H. Bouchardeau</i>	
<b>Garde à vous-même :</b>	P. 22
Chronique des casernes	
<b>Le pire :</b>	P. 23
Radioactifs demain ? <i>J.-F. Thoraval</i>	
<b>Et pourtant elle tourne :</b>	P. 24
Espagne : l'héritier aux mains sales. <i>F. Moreno</i>	P. 24
L'assassinat d'Orlando Letellier. <i>M. Najman</i>	P. 25
Liban : la guerre de mouvement <i>J. Jullien</i>	
<b>C'est aussi politique :</b>	P. 29
La tribu Gatti. <i>M. Lay</i>	P. 30
Les amoureux de Goldoni. <i>D. Nores</i>	



**COURRIER DES LECTEURS**

Chers camarades,

L'opération « soutien à TS » a été lancée. C'est très bien ; il le fallait. Le développement du journal est un des moyens indispensables au développement du PSU et de sa stratégie. Mais on ne peut pas attendre de fruits d'un travail qui n'est pas terminé. Et dans ce cas, c'est ce qui se passe : il y a eu un effort financier, mais pas assez d'effort militant.

Dans leur grande majorité, les militants du PSU continuent à recevoir, bien tranquillement leur journal, auquel ils sont abonnés, alors qu'à côté de chez eux les points de vente sont rares. A mon avis, nous n'avons pas le droit de continuer une telle pratique.

A.M. ■

Notre jugement est peut-être moins sévère. Surtout en ce moment de relance. Mais enfin...

TS ■

Les bandes dessinées, avant l'été avaient été loin de susciter mon enthousiasme. Mais en revanche, les

dessins de Batellier cette semaine, chapeau ! Publiez-en beaucoup de cette classe.

Roger Gredeau  
Rosny-sous-Bois ■

Merci pour lui.

TS ■

Salut, camarades,

Juste un petit mot pour vous féliciter sur la qualité du nouveau TS. En particulier le numéro « spécial été » dont nous avons beaucoup apprécié la plupart des articles [...] Pourquoi ne parle-t-on pas du milieu lycéen-étudiant ? [...] Nous ne serions sans doute pas seuls à apprécier un article sur le nouveau syndicat lycéen-étudiant (le MAS) ! [...]

François Koch,  
pour le groupe lycéen PSU  
section fac Orsay ■

Après le dossier de la semaine dernière « Interpeller l'école », un second dossier sur l'Université est en préparation.

TS ■

La nouvelle formule, c'est incontestable, est bien meilleure. Un reproche général quand même. Vous

écrivez trop grave, trop sérieux, trop triste tout le temps. Un peu plus d'humour, un peu plus de polémique, ça ne ferait pas de mal...

A.D. Rennes ■

Il est des semaines où la situation de TS ne manque pas d'humour. En général, la polémique fait rage ces jours-là. Mais on se la garde pour nous, on essaiera de l'extérioriser.

TS ■

Chers camarades,

C'est avec regret que j'ai constaté que ma lettre qui vous a été adressée au mois de juin n'est toujours pas parue dans TS. [...] Je vous demandais de faire de la publicité active pour le bouquin d'Israël Sahack *Le racisme de l'Etat d'Israël* paru chez Guy Authier. Il me semble de la plus haute importance de dénoncer, comme le fait le président de la Ligue des droits de l'homme israélienne dans son ouvrage, ce qui se passe en Israël (emprisonnement arbitraire, confiscation des terres, humiliations, tortures...) [...]

Un sympathisant du PSU ■

Dont acte pour le retard, et nos excuses.

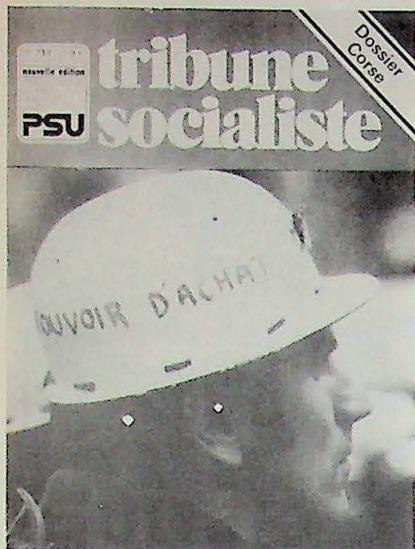
TS ■

**pourquoi ce retard de TS ?**

Le numéro a été retardé pour des raisons tout à fait indépendantes de notre volonté. Les services de la SNCF qui acheminent les films de TS jusqu'à l'imprimerie d'Yvetot — qui tire et expédie le journal — ont, pour la deuxième fois consécutive négligé d'envoyer le colis de films à l'heure. La semaine dernière nous avons pu tout de même faire sortir TS avec un jour de retard. Cette semaine, le décalage a été tel qu'il était impossible de tirer TS. Nous avons donc décidé de passer une semaine et de sortir un numéro de 32 pages en avançant la parution. De cette façon nos lecteurs et nos militants auront le journal pour les manifestations du 7 octobre.

Nous voulons donc croire qu'il ne s'agit pas d'un sabotage de la part de la SNCF, mais nous tenons à prévenir nos lecteurs de cette troublante série d'erreurs commises à notre préjudice commun.

La rédaction ■



## Dernière heure ! « Pourquoi la prison ? »

Mon arrestation, comme celle d'autres militants, est totalement arbitraire. C'est l'exemple type de l'arrestation pour délit d'opinion. En m'arrêtant, il est clair que l'on a arrêté une « tête » du mouvement corse : le responsable du PSU corse, le porte-parole du Comité antirépression.

En Corse, actuellement, nous sommes entrés dans une étape nouvelle. Le moindre incident donne lieu à une lutte nationale. Il semble qu'on s'achemine vers une situation à « l'irlandaise ». C'est que le mouvement corse connaît une recomposition politique profonde. Il se radicalise. Toutes les discussions que j'ai eues en prison avec les militants de l'APC le prouvent. Cette évolution, le gouvernement ne la méconnaît pas. Il croit l'enrayer en frappant chaque fois qu'il le peut. Avec l'arrestation d'Alfonsi, c'est le projet d'un quotidien corse autonomiste qui a été visé. Quant à la mienne elle est la preuve qu'on a voulu « casser » la constitution d'une organisation rassemblant le courant autogestionnaire corse. L'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique ne peut rester muet. Il doit se mobiliser dans l'unité.

Interview  
d'Antoine MURATI ■

# éditorial

## LE GRAND REFUS

**A**PRES une courte période d'euphorie, l'inquiétude s'empare à nouveau des hommes du pouvoir. Ils avaient beaucoup espéré de l'image du Sauveur rondouillard que les médias s'étaient employés à créer. Un nouveau Pinay nous était né sous les espèces du professeur Raymond Barre. Mais le miracle n'a pas eu lieu. Le plan Barre n'a trompé personne.

*Le Figaro* lui-même en fait l'amère constatation. « On risque d'avoir très vite d'un côté un Premier ministre entreprenant et résolu, de l'autre une masse de seize millions de Français vivant de leur salaire ». Mais oui, encore faut-il ajouter à cette masse tous ceux qui ne peuvent plus vivre de leur activité non salariée, en particulier un grand nombre de travailleurs de l'agriculture.

« C'est préoccupant au possible », commente *Le Figaro*. L'initiative des centrales syndicales, CFDT, CGT, FEN a joué un rôle moteur dans la généralisation du refus à quoi nous assistons. Ainsi ne prend-il pas le caractère d'un rassemblement des mécontents que certains avaient voulu lui donner, mais il est principalement axé sur les exigences de la majorité des travailleurs : défense et amélioration du pouvoir d'achat, lutte contre le chômage et pour faire payer au capital les frais de la crise. La grève nationale et les manifestations du 7 octobre doivent montrer le poids déterminant de la classe ouvrière dans l'action contre l'offensive du pouvoir et du patronat. Mais il est évident que, pour être efficace, cette action ne saurait ni se limiter à une journée, ni se borner au terrain social.

**R**IPOSTE à l'initiative gouvernementale, cette action prend nécessairement une dimension politique. C'est pourquoi, dès que fut connue la décision des organisations syndicales, le PSU a appelé tous ses militants et sympathisants, non seulement à s'y associer, mais aussi à participer de toutes leurs forces à la mobilisation des travailleurs.

Le PSU, on le sait, s'est prononcé pour une action commune des syndicats et des partis de la classe ouvrière. L'unité d'action syndicats-partis ne constitue pas une entorse à l'indépendance des syndicats, pas plus qu'elle n'entame l'autonomie des partis qui décident de lutter ensemble sur des objectifs définis en commun. Nous pensons qu'elle renforce dans l'ensemble de la classe ouvrière la conscience des enjeux de la lutte en lui donnant des perspectives globales.

**D**ANS une période où le problème du pouvoir est nettement posé, les travailleurs éprouvent le besoin d'une affirmation claire de leurs organisations sur leur volonté commune d'appuyer et de développer la mobilisation populaire contre Giscard et son régime. Dans la majorité, certains songent à un « compromis historique » à la française consistant à s'accommoder comme d'un moindre mal, d'une victoire de la gauche à condition de trouver un accord avec une partie d'entre elle.

D'autres, dans l'opposition, souhaitent le succès du plan Barre. Seuls, le grand refus des travailleurs, leur action continue et coordonnée dans l'union de leurs organisations de classe peuvent faire échouer les manœuvres des uns et des autres.

Victor LEDUC ■

## humeur désolé, j'ai déjà donné

Les fabricants d'automobiles pleurent toutes les larmes de leurs corps et clament qu'on veut les étrangler. Il paraît qu'avec l'essence au prix du vin ordinaire et du litre de lait et la vignette au prix fort, c'en est fini des bagnoles, surtout des grosses, et que personne ne va plus vouloir en acheter. Je vois déjà ces pauvres industriels se traîner au pied des agriculteurs pour mendigoter une petite aide : *pour les marchands de voiture nécessiteux, à votre bon cœur m'sieu-dames !*

Désolé, mais j'ai déjà donné...

Donné pour payer les super-routes qu'il a fallu construire à cause de vous ; donné pour les ouvrages d'art destinés à retarder de quelques mois les embouteillages ; déjà donné pour éventrer Lyon, Marseille, Lille et les berges de la Seine ; déjà donné pour creuser des souterrains ; déjà donné pour faire des parkings à la place des squares et des espaces verts ; déjà donné pour, comme disait votre complice, le feu-Pompidou, « adapter la ville à l'automobile ». Foutriez pas de notre gueule, par hasard ?

Quoi ? C'est pas démocratique les dernières augmentations ? Tiens donc, et les autres... elles le sont ? Que des fabricants et des marchands de voitures se mettent à couiner au nom de la démocratie, cela devrait quand même éveiller les soupçons de tous ! Non ?

J'avoue que si je me baladais en ville avec une bagnole, cela ne me plairait pas le coup de la vignette et de l'essence. D'ailleurs, en fait, cela ne me plaît pas. Mais, eh, oh, faut pas pousser, messieurs les industriels peïnés, les

exploités, les volés, c'est nous, pas vous ! Alors remballez vos larmes de crocodiles.

Et n'essayez pas de nous sortir la plainte du chômage. Cela ne vous est jamais venu à l'idée de fabriquer en masse des autobus, des rames de métro, des mini-bus, des taxis collectifs ? De quoi se passer allégrement de l'essence à prix d'or, de quoi voyager vite et en confort pour aller au boulot ou au cinéma. Mais bien sûr, comme me le disait le regretté André Jarrot le jour de son arrivée au ministère de la Qualité de la vie : « *Monsieur, le transport collectif c'est la négation de la liberté individuelle* ». Dame... il était garagiste, de sa profession, avant de faire croire qu'il protégeait l'environnement.

A chaque fois qu'on élargit une route, que l'on vire les arbres de vos banlieues, que l'on installe à grand frais un passage souterrain, c'est du fric qui s'en va directement dans les caisses des marchands de voitures alors qu'il pourrait servir tout de suite au transport collectif.

Si la bagnole s'étouffe d'elle-même, si les culs-de-jatte qui s'y endorment tous les matins ne se réveillent pas pour sauter sur un deux-roues ou pour aller manifester en masse pour exiger des transports, bref si la bagnole citadine meurt de sa belle mort, en pleine « gloire », j'irais plutôt cracher que pleurer sur sa tombe.

Alors, que personne ne se lamente sur la voiture. Pour une fois que le système se mord vigoureusement la queue...

C.M. VADROT ■

# briser la chaîne

## à Merlebach la fatalité s'appelle Direction

Merlebach. Le puit 5, le plus important de la Lorraine. Plus de quatre mille ouvriers. Le plus rentable d'Europe, c'est aussi celui où la fréquence des accidents est la plus forte.

C'est le jeudi 30 septembre, à 11 heures, que le feu est découvert par les ouvriers et le délégué-mineur du « quartier ». En tentant aussitôt de la combattre eux-mêmes les mineurs découvrent que les tuyaux d'arrosage n'ont qu'un très faible débit, que les extincteurs ne fonctionnent pas. Dans le même temps, un éboulement se produit dans la zone du feu.

### laissés dans l'ignorance

Ce n'est qu'à 12 h 30 que les sauveteurs arrivent au fond, avec pour consigne de la Direction de réduire au maximum la zone touchée par le feu. L'incendie gagne en importance, devient même très inquiétant. Toutes choses signalées par le délégué-mineur. Qu'à cela ne tienne : la Direction persiste à laisser dans l'ignorance les autres mineurs travaillant dans le « quartier ». Aussi, devant une telle attitude, les mineurs s'organisent. Entre 12 h 30 et 13 heures, les délégués demandent aux travailleurs du poste suivant de ne pas descendre au fond et d'imposer, par là-même, leur volonté de prendre en charge leur propre sécurité. A 15 heures, la Direction, en accord avec le Service des mines, affiche une note de service demandant aux mineurs de descendre malgré tout et informe la CFDT que tout refus de descendre sera considéré comme une grève. A 18 h 25, la Direction retire sa note de service : 16 mineurs viennent d'être tués.

Pendant toutes ces opérations, soit pendant 14 heures d'affilée, le délégué-mineur est resté sur place. Mais tous ses avis, toutes ses suggestions, toutes ses demandes ont été ignorés par la Direction.

### contrôler la sécurité

Dès lors, plusieurs remarques s'imposent. De l'avis de tous les militants syndicaux présents, la Direction a fait preuve, en raison de la lourdeur de sa hiérarchie, de son incapacité flagrante à prendre les décisions rapides qui eussent permis de maîtriser les événements. A tel point que le soir même les dirigeants des houillères demandaient aux délégués de ne pas divulguer cet aspect de leur attitude. Or, depuis 1968, la CFDT réclame des Comités d'hygiène et de sécurité afin

que les travailleurs prennent en charge leur propre sécurité. Mais la Direction refuse et répond que cela reste de sa compétence. La preuve en est faite aujourd'hui : 16 morts. Combien faudra-t-il de Liévin et de Merlebach pour qu'on reconnaisse aux travailleurs le droit, légitime, de contrôler leur propre sécurité.

La section PSU  
du bassin houiller ■



Photo A.F.P.

## Laval : Pouteau occupé

On discute beaucoup en ce moment de Laval, où la section socialiste vient de refuser de faire liste commune pour les municipales avec le P.C. Cela n'empêche pas les travailleurs de Pouteau d'occuper le siège social de leur entreprise.

Pouteau, c'était l'entreprise du bâtiment « modèle » de la région : une expansion rapide en quelques années, 1 700 emplois au début de 1976, 11 000 emplois plus ou moins liés par le jeu de la sous-traitance ; des activités multiples touchant tous les aspects de la construction : conception, construction proprement dite, préfabriqués, sanitaires, etc ; une aire géographique étendue : siège social à Laval (700 ouvriers et employés), fortes implantations à Rennes, Le Mans, Angers, Nantes, établissements jusqu'à Blois, Tours, Niort, Poitiers... chantiers dans tout l'Ouest.

### une entreprise modèle

En février, une grève atteint toutes les entreprises importantes du bâtiment dans la Mayenne. Roland Pouteau, P.-D.G. et président de la Chambre syndicale du bâtiment du département, fait figure de leader du patronat. Mais déjà l'inquiétude s'installe chez les travailleurs de l'entreprise. Avec le printemps, l'« Affaire Pouteau » éclôt. Le résultat de plusieurs années d'imprévision, de gabegie, de dilettantisme vient au grand jour : un trou de plusieurs milliards (actuels). De tous les côtés, on cherche à rassurer les travailleurs : le patronat se penche sur le problème, les pouvoirs publics se disent prêts à intervenir. La société est mise en

suspension provisoire de poursuite. On trouvera une solution, disent les bons apôtres.

### priorité à la mobilisation

Depuis juin les travailleurs de chez Pouteau y croient de moins en moins. Les promesses de reprises, d'intervention gouvernementale se révèlent toutes illusoire. Mais elles favorisent un certain attentisme à l'intérieur. Elles entretiennent dans l'esprit de nombreux travailleurs, à l'extérieur, l'idée que Pouteau est une entreprise favorisée, puisqu'elle va recevoir une aide de l'Etat !

La mobilisation des travailleurs devient une nécessité, d'abord à l'intérieur de l'entreprise ou l'intervention continue des sections syndicales CFDT et CGT amène peu à peu une prise de conscience des menaces qui pèsent sur l'emploi. A l'extérieur, les divergences, provisoires sans doute, entre l'UD CGT et la section CGT Pouteau, ne permettent pas une riposte unitaire. L'UL CFDT de Laval, peu active jusqu'ici, développe une information intensive sur Pouteau. Le PS et la municipalité de Laval se déclarent prêts à faire des démarches auprès des autorités compétentes. Le PC fait de grandes déclarations et... recouvre les affiches du PSU appelant à l'unité autour des travailleurs de chez Pouteau.

La mobilisation intérieure et exté-

rieure, c'est la priorité que mettent partout en avant les militants du PSU. Pour eux, la lutte chez Pouteau doit devenir le point d'engrène des luttes pour l'emploi en Mayenne, une manifestation de l'unité ouvrière et populaire.

Depuis la rentrée de septembre, les travailleurs de chez Pouteau se montrent de plus en plus décidés. Les contacts entre les différents établissements se renforcent : le 15 septembre, ils sont 900 à manifester à Laval. C'est ce qui permet d'obtenir, provisoirement, que l'entreprise ne soit pas liquidée. Mais ce que le patronat et les pouvoirs publics n'ont pu obtenir directement, ils essaient de le grignoter maintenant. L'administrateur, mis en place pour trois mois, le 15 septembre, par le tribunal de commerce de Rennes, vient d'annoncer, le lundi 27, 117 licenciements à Laval, 55 à Nantes, après 120 au Mans. Première charrette.

La réponse des travailleurs a été immédiate : mardi matin grève, mardi soir occupation du siège social à Laval, jeudi soir formation d'un comité de soutien à l'appel de l'intersyndicale de chez Pouteau et sur ses mots d'ordre, décision de prise de contact avec Réhaut (Fougères est à 40 km de Laval), *Quest-Licenciements*, Lip... La lutte va être longue et difficile, comme toutes les luttes sur l'emploi. L'unité qui se manifeste actuellement à l'intérieur entre ouvriers et employés, immigrés et français doit aussi se retrouver dans le soutien. ■

Les sections PSU des villes où Pouteau est implanté peuvent prendre contact avec la section de Laval, 19, rue Marmoreau, 53000 Lval.

# SICA-SAVA : des poulets à Montparnasse

Lundi dernier, le cours du poulet avait singulièrement baissé dans le quartier Montparnasse. En effet, devant le siège de la Caisse nationale de crédit agricole, des ouvriers de la SICA présentaient et vendaient leur production. En deux heures, deux tonnes de poulets ont été vendues. Cette opération décidée par les sections CGT et CFDT de la SICA, le syndicat de défense des éleveurs et les sections CGT et CFDT de la Caisse nationale de crédit agricole a connu un grand succès.

Il ne s'agissait pas seulement de vendre des poulets, mais de protester contre un plan de restructuration entraînant le licenciement de quatre cents salariés du groupe sur six cent quatre-vingts. Cette vente sauvage n'est qu'un des événements d'une lutte commencée il y a six mois.

## un prix fixe pour les éleveurs

La SICA-SAVA (Sté d'intérêt collectif agricole et Sté d'amélioration et de vente de produits avicoles) forme un complexe avicole qui part de la poulette de reproduction, jusqu'aux poulets de chair. Cette chaîne de production comporte un couvoir à St-Père-en-Retz, chargé de la reproduction du poussin, une usine d'aliments très moderne à Challans et trois abattoirs (Challans, Parthenay, Neuil-sur-Argent) chargés de la transformation et de la commercialisation du poulet. Outre le poulet, on y abat et transforme des canards, des dindes, des pintades et quelques lapins, et on y conditionne des œufs de consommation.

Cette société de statut coopératif régie par un conseil d'administration formé de paysans, emploie aujourd'hui 680 salariés (520 à Challans, 100 à Parthenay, 40 à Neuil, 14 à St-Père en Retz et 8 répartis dans 2 fermes expérimentales). Trois cents éleveurs environ adhèrent à la SAVA par l'intermédiaire de sept coopératives avicoles de base. Trois autres coopératives ont été créées pour d'autres secteurs (porcins, bovins, et ovins). La SAVA, reconnue comme groupement de producteurs, permettait à ces quatre cents adhérents, soit de bénéficier des prêts FORMA, soit de commercialiser plus facilement leurs produits.

L'avantage de la SICA-SAVA, c'est qu'elle offre un prix fixe du poulet aux éleveurs ; ce qui leur permet d'avoir un revenu tout au long de l'année. On sait que dans l'éleviculture aujourd'hui, sur quatre bandes de poulets élevés au cours d'une année, une seule peut apporter un bénéfice pour l'éleveur : les trois autres sont souvent déficitaires dans une situation du marché. La SAVA offre un prix régulier à ses adhérents, c'est à elle de trouver des débouchés. Les années 74/75 ont été des années plus que mauvaises et la

SAVA fut une des premières victimes, puisqu'elles n'ont pas reporté son déficit sur les éleveurs eux-mêmes.

En février 1975, paysans et ouvriers de la SAVA ont senti la tempête venir. Les vents annonçaient bien en ce temps-là une restructuration avec cent cinquante licenciements. Le Crédit Agricole a d'ailleurs essayé de provoquer et d'appliquer son plan. D'abord en arrêtant les livraisons de farine des Ets Arrive (St-fulgent) et en lui supprimant, quelques 90 millions de subventions. A l'annonce de l'arrêt de livraison de farine, trois cents éleveurs se sont regroupés à Challans, formant un comité de défense et ont demandé la participation des ouvriers au cours d'une Assemblée Générale du Personnel. Ainsi fut créé le Comité

de Défense « ouvriers et paysans » qui demanda des comptes au Crédit, alla voir le Préfet etc... Le jour même, les livraisons de farine furent rétablies et les subventions débloquentes.

C'est le 18 août que le dépôt de bilan de la SICA-SAVA est annoncé. Il a été déclenché par le Crédit agricole lui-même. En effet, au moment où la SAVA allait se relever financièrement, cette banque a diminué la trésorerie de l'entreprise de quatre millions de francs. Les ouvriers ripostent en défilant dans les rues de Challans, en organisant une journée « portes ouvertes » de l'abattoir de Challans. Ils veulent obliger Unigrains, le Crédit agricole et les pouvoirs publics à financer une nouvelle structure de production. Cette nouvelle structure permettrait de maintenir toutes les activités de la SAVA et les emplois dans la région, de réorganiser le réseau commercial. Il faut huit millions de francs pour sauver la SAVA.

## le coude à coude ouvriers-paysans

Au début du mois de juin, un plan de restructuration dit plan « Broly » est annoncé au comité d'entreprise. Il prévoit une charrette de licenciements, les salariés n'attendent pas cette réunion. Ils vont voir le préfet, le ministre et manifestent à La Roche/s/Yon. Le plan « Broly » n'est finalement pas appliqué, faute de crédits. Il faut croire que la liste des licenciements ne devait pas être assez longue pour ces messieurs les financiers.

La bataille engagée par les ouvriers et les paysans de la SAVA a une ampleur nationale. Les pouvoirs publics prévoient dans le septième plan la liquidation pure et simple de certaines coopératives. Les banques (Crédit agricole et Unigrains) souhaitent « assainir » le marché avicole. Certains dirigeants agricoles (Debatisse et autres) collaborent avec le gouvernement pour rétablir des prix fluctuant suivant le marché et bloquer les prix établis par les éleveurs. La SICA-SAVA, qui représente une partie importante de la production avicole (10% de la production française), constitue donc une cible, dans cette restructuration. Blanchard à Saumur, leader de la production européenne de champignons, la SIMIA Dor, salaisonnerie du Pas-de-Calais et plusieurs usines et coopératives laitières de l'ouest en ont déjà fait les frais. Elles ont fermé leurs portes. Dans cette lutte, l'unité ouvriers-paysans a été réalisée de façon très nette. Les paysans de la région de Challans ne feront pas comme ceux de la coopérative laitière de Haute-Normandie qui, à Rouen, allèrent en commandos briser la grève des salariés. Ils se battent au coude à coude avec les ouvriers des abattoirs. Ils savent que la fin de la SICA-SAVA représenterait un recul d'une certaine conception coopérative. Ils savent aussi qu'en Vendée il y a six mille chômeurs. Une action comme celle qui a été menée lundi dernier montre leur volonté d'élargir le conflit puisque les salariés du Crédit agricole s'y sont aussi associés, c'est une des conditions de la victoire.

J.-Y.R. ■

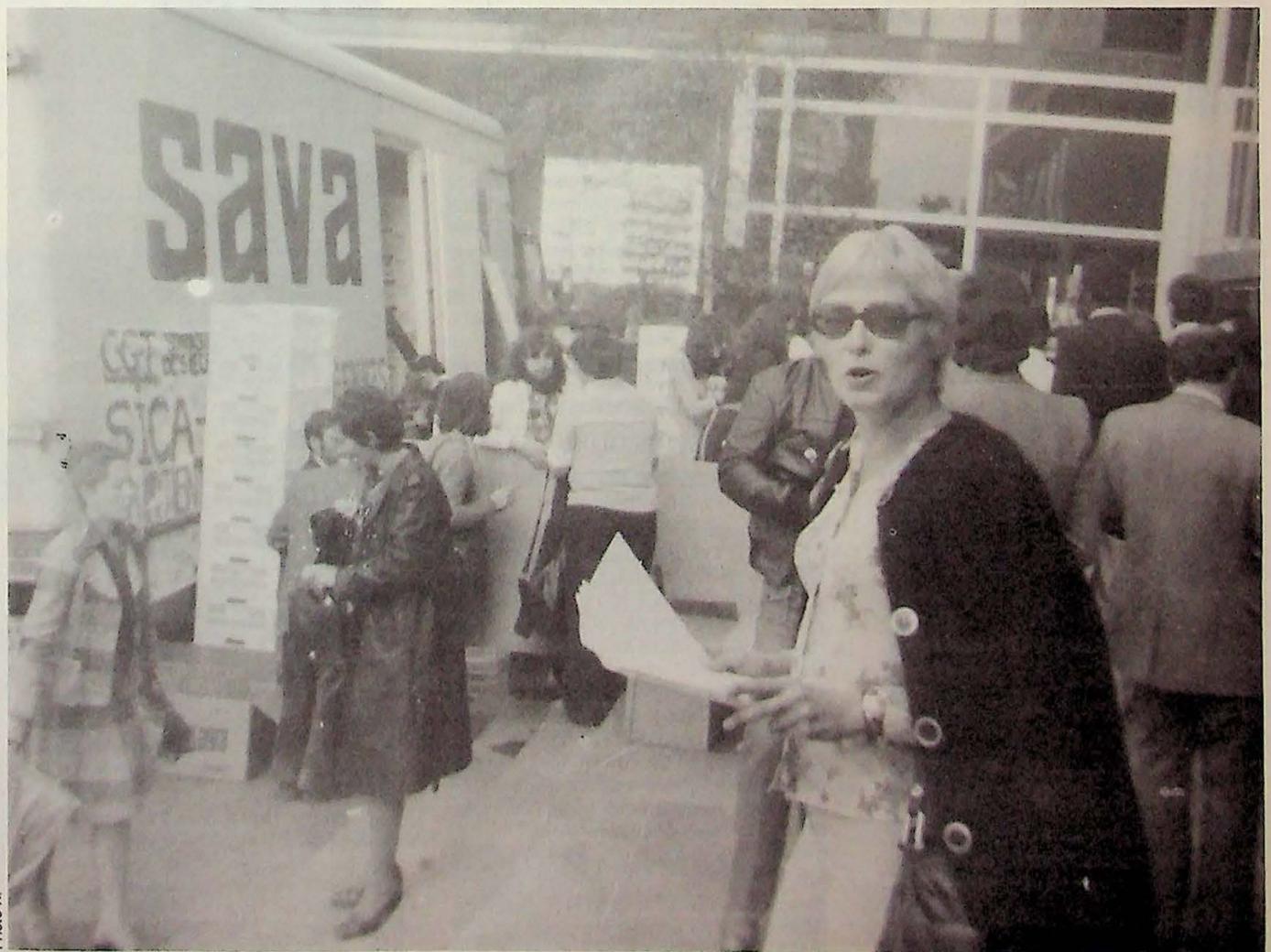


Photo X.

# on ne peut pas tout dire

## Ronson : la braderie

A Saint-Julien en Genevois, il y a un an, les ouvrières se battaient pour garder leur emploi. Le trust du briquet, bien décidé à « retirer ses billes » de France, vient d'annoncer la fermeture de l'usine pour novembre. Soixante et un emplois seraient ainsi supprimés. Trente emplois subsisteraient pour le stockage et le service après-vente. Cette nouvelle braderie d'emplois par une multinationale illustre une fois de plus les déplacements du capital vers des lieux réputés plus « sûrs », vers des exigences salariales plus « modérées ».

## les perles du CNPF

« Notes et Arguments », n° 68, bulletin à « l'intention des chefs d'entreprise » publié par le CNPF comporte quelques définitions de la situation française dont voici des extraits « gratinés » :

Nouvelle définition de la lutte des



classes : « la liberté des citoyens est fondée sur l'équilibre des forces composant la société... (l'équilibre fiscal par exemple, par l'impôt sur le capital ?) ».

Nouvelle définition de la liberté économique : « cela suppose tout d'abord que soit encouragée et développée l'appropriation privée — qu'elle soit individuelle ou collective — (sic!) des biens et moyens de production ». Et si les travailleurs décidaient librement de s'approprier collectivement les moyens de production ?, M. Ceyrac changera certainement de position.

Nouvelle définition de la liberté des travailleurs : « Liberté d'adhérer ou de ne pas adhérer à un syndicat ». Mais en concluant cette charte des libertés à la mode patronale, François Ceyrac, président du CNPF montre bien l'étroitesse de ses conceptions en la matière ! Bien sûr la liberté (de grève, d'avoir des opinions politiques et syndicales), « donne à celui qui en dispose la possibilité d'en abuser ». Vive la liberté d'entreprise, dit Ceyrac. Messieurs les patrons n'en abusez pas.

Ces beaux discours s'accompagnent d'une liste de conflits où messieurs les patrons ont relevé une « montée de la violence » syndicale et ouvrière (à Peugeot, Saunier Duval, Poclain, Soretex, etc...), la « présence d'agitateurs » et d'autres salades genre Parisien Libéré. En un mot pour les patrons leur liberté finit dès que commence celle des travailleurs.

Y.S. ■

## ITT : Jeanrenaud comprime

Jeanrenaud, à Dôle, est devenue filiale d'ITT. Lors de sa prise de participation, le trust américain promettait 1 000 emplois pour 1975. En 1974, il y avait 920 emplois chez ITT-Jeanrenaud. Il en reste actuellement 770. Dernier méfait de la direction pour « comprimer » le personnel : La réduction de l'effectif de l'atelier mécanique. Elle tente de l'expliquer par la non-rentabilité de cet atelier. Facile à dire ! Elle a laissé la mécanique sous-employée pendant des mois pour justifier une telle décision.

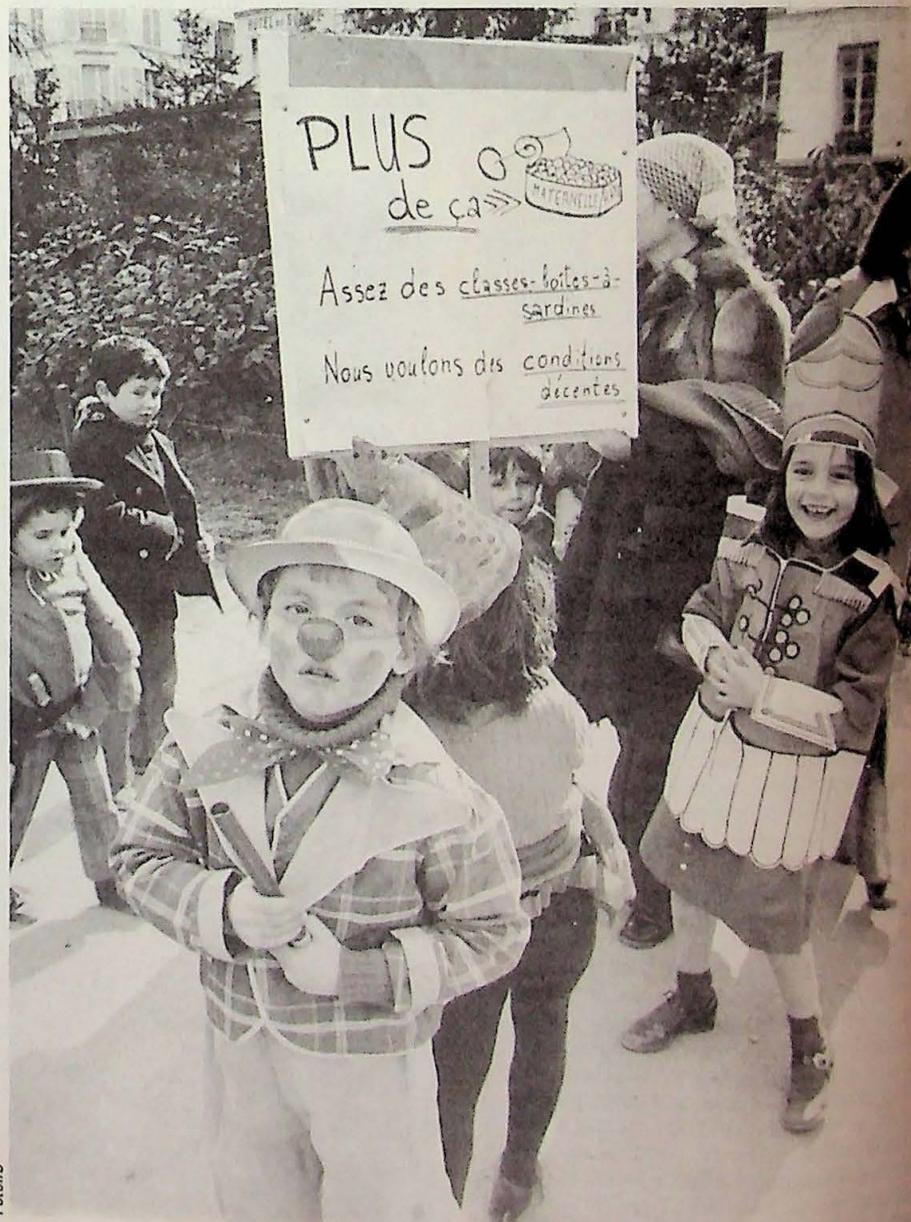
En fait, elle veut supprimer l'atelier mécanique et accentuer la dépendance de Jeanrenaud à ITT. L'usine de Dôle deviendrait peu à peu un simple maillon de la grosse chaîne ITT. ■

## Haute-Savoie : occupation des maternelles

En Haute-Vallée d'Arves (Salanches, Megève, Chamonix) et en Faucigny (Cluses), des occupations de maternelles par les parents d'élèves ont lieu. Parfois les locaux existent, mais manquent et les crédits et les instituteurs (trices). Cela n'empêche pas le ministère de laisser dix-neuf normaliens sans travail. Ça suffit à motiver la colère des associations de parents d'élèves.

## Azuélos en procès

Jean-Pierre Azuélos qui s'est fait mettre en prison pour avoir corrigé l'homme qui avait violé sa fiancée, (cf TS, n° 711) passera en procès le 11 octobre. Le monsieur, un patron de petite entreprise a porté plainte pour coups et blessures et nie le viol. Il est libre. Malgré six demandes de mise en liberté provisoire, Azuélos, lui, est resté en prison. Son procès aura lieu à Créteil, tribunal de grande instance, 10<sup>e</sup> chambre correctionnelle. On peut si on veut aller devant le tribunal. Des mouvements féministes y appellent. Mais la salle restera interdite car le procès a lieu à huis-clos.



## L'armée à FR3 : « prudence absolue ! »

TS avait publié, il y a de cela huit mois, certains documents confidentiels émanant du Service information et relations publiques des armées (SIRPA), et concernant les étroites relations entre cet organisme et les institutions publiques. TS, aujourd'hui, récidive.

L'histoire est simple. Un réalisateur de la télévision, (FR 3), M. Stève Walsh, est chargé de préparer pour le magazine hebdomadaire *Vendredi* (prévu pour le 1<sup>er</sup> octobre) une émission sur l'Allemagne fédérale à la veille des élections, vue particulièrement sous l'angle des relations franco-allemandes. Dans ce film, il veut inclure une séquence sur les forces françaises dans ce pays. Il s'adresse donc au chef du SIRPA. Pour l'allécher, il lui explique les raisons pour lesquelles cette séquence lui semble « primordiale » :

« Si je veux filmer des contacts entre les deux armées, c'est d'une part pour montrer que l'armée française en Allemagne n'est plus tout à fait une armée d'occupation comme avant, et d'autre part pour montrer qu'entre militaires on s'entend, même si la

France ne fait pas partie de l'organisation militaire de l'OTAN. En dehors de ces contacts bilatéraux il me semble important de rappeler en images l'existence des FFA, car il sera beaucoup question dans les interviews outre-Rhin de questions de défense et de sécurité, de l'Union soviétique et de l'arme nucléaire. Je pense d'ailleurs que mes interlocuteurs allemands ne manqueront pas de me parler des Plutons en Alsace !

J'aimerais aussi pouvoir interviewer le commandant des FFA avec les questions suivantes : rapports avec la Bundeswehr, le rôle stratégique des FFA, les rapports avec la population, etc. Cette interview ne serait nullement politique. »

Le chef du SIRPA, le lieutenant-colonel Lacau ne peut rien décider seul. Il adresse donc un rapport à



Photo ADJA-Weiss

M. Pierre Saulière, conseiller du ministre de la Défense. Celui-ci l'annote consciencieusement et renvoie quelques jours plus tard sa réponse au colonel Lacau :

« Attention à cette affaire.

1<sup>o</sup> Accord pour la séquence sur les contacts entre les deux armées.

2<sup>o</sup> Mais, du côté français, il faut absolument éviter toute interview à caractère politique ou stratégique sur les FFA, Pluton.

3<sup>o</sup> Il ne faut surtout pas parler des retraits importants de régiments FFA qui interviendront courant 77.

4<sup>o</sup> Le général Richard doit éviter tout piège politique, et se présenter comme un technicien. Prudence absolue.

5<sup>o</sup> Il faut conseiller directement le général Richard et l'informer des instructions de ministre. Au SIRPA de jouer en se tenant en étroite liaison avec moi. »

Le moins qu'on puisse dire à la lecture de ces lettres c'est que le ministère de la Défense est bien... défensif ! « Prudence » est maître mot au ministère. Comme disait l'autre « tout va pour le mieux dans les Forces-armées ». Alors pourquoi tant de mystères et de précautions ?

M.N. ■

P.S. : Le mouvement des soldats est informé par la même occasion que d'importants retraits de troupes interviendront en Allemagne courant 77. C'est toujours ça de pris !

## le régime en sursis

Les dernières élections cantonales ont décidément constitué un tournant décisif. Depuis cette époque le régime va d'insuccès en échecs, tandis que le doute s'installe et que les rivalités s'exacerbent. Qu'en sera-t-il dans dix-huit mois ?

La mine piteuse et contrite de Giscard, lors de son plaidoyer télévisé en disait plus long que son discours lui-même sur l'impact de l'opération Barre : un désastre. Du scepticisme des milieux patronaux à l'hostilité résolue des syndicats ouvriers, en passant par la fronde des cadres et des petits commerçants, la levée de boucliers est générale, et on chercherait en vain une seule prise de position sans réserves en faveur de la politique d'austérité. On comprend, dans ces conditions, que les malheureux députés de la « majorité » soient saisis d'angoisse, et que nombre d'entre eux se tournent vers un personnage qui, lui, ne doute pas de son avenir. Chaque échec de Giscard ne peut que renforcer Chirac et asseoir son image de challenger et de recours.

Le désaccord tactique entre les deux hommes ne s'est pas seulement transformé en rivalité : il contient aussi les germes de modifications plus profondes dans la disposition des forces politiques.

Chirac, qui ne perd pas de temps, annonce sans ambages son intention de prendre la tête d'un parti gaulliste « élargi » et « transformé ». Elargi vers quoi ? Pas vers la gauche évidemment, puisqu'il ne cesse de proclamer que le

régime doit, sans délai, engager une offensive brutale contre l'union de la gauche et le « collectivisme », s'il veut l'emporter. Le regroupement dont il veut prendre la tête, a donc toutes les chances de prendre la forme d'un vaste parti de la peur, à base d'anti-communisme et s'appuyant sur une petite bourgeoisie réactionnaire et apeurée. Giscard, en revanche, en choisissant de différer l'affrontement politique et électoral, et de jouer la carte de la dissociation de l'union de la gauche, est conduit à d'autres options. Vouloir obtenir le « consensus » c'est, entre autres choses, chercher parmi certaines couches salariées l'appui de masse qui permettrait de sauver le système.

Derrière les divergences tactiques se profilent donc aussi des conceptions différentes des alliances de classe. Mais d'autres contradictions travaillent en profondeur la classe dirigeante. Conduiront-elles à une polarisation de la droite en deux blocs rivaux ? On peut le penser, et cette situation ne peut que favoriser les forces populaires. Le régime est visiblement en sursis et le temps ne travaille pas pour lui. Mais suffit-il d'attendre que le fruit soit bien mûr et qu'il tombe de lui-même ?

30. 8. 76

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE  
CABINET DU MINISTRE  
Le Conseiller Technique

↳ M. le Colonel Lacau. SIRPA.

Attention à cette affaire.

1) Accord pour la séquence sur les contacts entre les 2 armées.

2) Mais, du côté français, il faut absolument éviter toute interview à caractère politique ou stratégique sur les FFA, Pluton.

3) Il ne faut surtout pas parler des retraits importants de régiments FFA qui interviendront courant 77.

4) Le général Richard doit éviter tout piège politique, et se présenter comme un technicien. Prudence absolue.

5) Il faut conseiller directement le général Richard et l'informer des instructions de ministre. Au SIRPA de jouer en se tenant en étroite liaison avec moi.

P.S.

## l'aveu

JJSS jouit d'une réputation de pittoresque gaffeur qui n'est pas totalement usurpée. Chacun se souvient de sa fulgurante carrière de ministre des Réformes, qui n'a pas fini de provoquer l'hilarité dans les chaudières.

On aurait tort, pourtant, de ne considérer le député de Nancy qu'au travers de sa bouffonne obstination dans l'art de commettre des faux-pas. Médiocre politicien mais publicitaire astucieux, il exprime souvent avec une brutale franchise, les tendances qui se font jour dans certains secteurs de la classe dirigeante.

De ce point de vue, le petit opusculé mis en vente le jour même où les dispositions du plan Barre ont été annoncées, et qui regroupe des articles parus dans *L'Express* cet été, ne manque pas d'intérêt\*. JJSS y présente son diagnostic de la situation, et les remèdes qu'il propose.

Il constate tout d'abord que « les

faits sont rudes » : inflation, croissance ralentie, chômage, investissements en régression, monnaie attaquée, matières premières en hausse, la situation est mauvaise et l'avenir sombre. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'on ne peut espérer, d'ici 1980, retrouver les taux de croissance de l'économie des années 50 et 60. On peut viser 3 à 5 % par an, pas davantage.

Or, nous explique JJSS, un transfert de richesse vers les pays en voie de développement, détenteurs des matières premières, est inévitable, sauf à prendre le risque de conflits armés. Entendez : la bourgeoisie des pays dominés réclame aujourd'hui une part

significative de capital et de profits, et il faudra bien lui donner satisfaction. Par ailleurs la crise économique a tari l'investissement dans les pays industriels, et « le stock de capital doit être reconstitué dans des délais assez brefs et à un rythme inconnu depuis la période d'après-guerre ».

Où trouver l'argent ? Difficile d'opérer des ponctions sur les transferts sociaux (Sécurité sociale, allocations familiales, etc.) « pour des raisons politiques assez évidentes », et compte tenu des risques de « déstabilisation de l'équilibre social ». Reste donc la consommation. « *Ce qui signifie que le pouvoir d'achat individuel va devoir être sérieusement infléchi pendant plusieurs années, et, même... il risquera de devoir être réduit.* »

Voici donc exprimé tout haut, avec une naïve brutalité, ce qui motive les « plans d'austérité » plus ou moins habilement présentés. Pour reconstituer le taux de profit et sortir de la crise il faut dévaloriser la force de travail, c'est-à-dire amputer le pouvoir d'achat des masses ; c'est la loi impérieuse du mode de production capitaliste.

Comment y parvenir, alors que le rapport des forces est loin d'être défa-

vorable au mouvement ouvrier ?

JJSS ne cache pas qu'à moins de recourir à la contrainte (c'est-à-dire au fascisme) il faudra bien obtenir l'accord des intéressés, et par conséquent leur offrir des compensations en matière « d'inégalités sociales » (l'impôt sur la fortune notamment et de « participation »).

JJSS ne va pas plus loin dans son raisonnement, mais chacun aura compris que la perche n'est pas seulement tendue à la droite. Certains discours sur le « consensus » ne disent pas autre chose.

La classe dirigeante se trouve devant le choix suivant : infliger une défaite au mouvement ouvrier en précipitant l'affrontement, ou obtenir sa collaboration pour sauver l'essentiel.

La prise de position de JJSS montre qu'une partie de la bourgeoisie est d'hors et déjà prête au compromis avec la gauche réformatrice.

Mais il lui faudra aussi compter avec la masse des travailleurs, qui n'est pas disposée à renoncer à ses revendications pour un plat de lentilles.

Abel VERNE ■

\* « *L'Arme de la confiance* », Robert Laffont - 8 francs.



## assurance : ordinateur flic

Dans les assurances, l'ordinateur passe, les libertés trépassent. A l'occasion du SICOB, la presse capitaliste et la publicité vantent l'efficacité de l'ordinateur dans la gestion des entreprises. Dans le tertiaire en général, dans les compagnies d'assurances en particulier, le processus d'informatisation s'accélère, les directions cherchant à accroître les profits en diminuant le coût de la main-d'œuvre par la substitution de la machine à l'homme. Les conséquences de cette nouvelle organisation du travail sont intégrées dans l'analyse syndicale (essentiellement par la CFDT).

Mais ce développement informatique pose aussi, à travers la réorganisation des entreprises, le problème des libertés individuelles et collectives. Cet aspect n'étant généralement évoqué que par rapport au problème des fichiers (type Safari). Et pourtant ce problème existe.

Quelques exemples tirés des AGF, entreprise nationalisée. Le secteur informatique qui était intégré au sein de l'entreprise est séparé juridiquement par le biais d'un groupe d'inté-

rêts économiques (GIE). Ainsi le GIE ne fait plus partie de la « maison mère ».

C'est dans ce cadre que fut lancée une offensive sur la liberté de déplacement à l'intérieur du GIE. Profitant de la mise en place des « horaires mobiles » (merci FO !), la direction voulut s'imposer le contrôle des accès. Pour pouvoir circuler d'un service à un autre, il faut ouvrir les portes à l'aide d'un badge relié à l'ordinateur qui enregistre ainsi tous les déplacements ». Pas de commentaire !

Après l'action de la CFDT, le projet fut retiré, mais le risque existe encore. De même au GIE, mais aussi aux AGF (Lyon), le téléphone est branché sur l'ordinateur qui fournit des états : numéro d'appel, durée, etc. Dans le cadre des horaires mobiles, les patrons remettent en cause leurs propres « baratins » : pour rentabiliser l'utilisation des terminaux, les cadres « invitent » le personnel à les utiliser même pendant les plages horaires réputées « libres » où chacun est censé pouvoir quitter son poste à son gré.

C. LOBJEOIS ■

## GAM : l'autogestion, une pratique

Les Groupes d'action municipales (GAM) organisent les 16 et 17 octobre, à Gaillon (Eure), leur 18<sup>e</sup> rencontre nationale. Thèmes de réflexion : école « ouverte » et équipements intégrés ; formation permanente au service de la démocratie locale ; « notables » et « militants » : l'expression locales écrites ; services publics : qui paye, qui décide, qui gère ? Le pouvoir local, point d'appui pour les luttes ; les travailleurs étrangers citoyens à part entière. Cette rencontre est ouverte à tous ceux qui désirent s'informer et débattre. Prendre contact avec le secrétariat nationale des GAM, 16, rue Anatole-France, 92800 Puteaux. ■

**CAISSE D'ÉPARGNE : 8%**

**INFLATION : 17%**



## prix : blocage, vous dites blocage ?

Pour mieux faire accepter son plan, Raymond Barre, hormis l'énorme opération psychologique de mise en condition des Français qui a duré un mois, nous a annoncé une opération de blocage des prix. Il croit ainsi se rendre très populaire et désamorcer le mécontentement de l'opinion publique très attentive à une hausse des prix permanente (que l'indice d'août ne fait que confirmer : hausse moyenne de 0,7 % après les 1,1 % du mois de juillet).

La portée de ces mesures-alibi est dérisoire. Il suffit d'examiner comment elles peuvent être appliquées.

« Que signifie un blocage des prix industriels alors que la plupart d'entre eux sont fixés librement depuis plusieurs mois et que les entreprises ont déjà largement procédé à des hausses d'anticipation leur assurant des réserves suffisantes pour l'avenir ? D'ailleurs, cette légère contrainte ne durera que trois mois ; les entreprises ont l'assurance de recouvrer la liberté de fixer leurs tarifs.

Que signifie le « gel » des prix à la distribution alors que l'application de cette décision n'est pas possible ? Pour que le blocage des prix à la distribution soit efficace, il aurait été nécessaire que l'administration connaisse les prix pratiqués par les commerçants à la date du blocage (15 sep-

tembre 1976). Or, le gouvernement n'a pris aucune mesure de ce genre, ce qui rend maintenant impossible la vérification de cette décision.

Que signifie la baisse du taux de TVA (de 20 à 17,60 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977) sur certains produits alors qu'il n'existe aucune garantie quant à la réalisation effective de cette mesure ? La dernière expérience de même nature de janvier 1973 a montré que les prix étaient demeurés pratiquement inchangés, les commerçants s'étant approprié le montant de la baisse dont auraient dû bénéficier les consommateurs. »

Telles sont quelques-unes des questions qui permettent de débal-lonner la « baudruche blocage des prix » qu'a gonflée l'autre soir R. Barre. Elles sont posées par le syndicat CFDT de la direction de la concurrence et des prix. Cette réaction hostile au Plan

Barre rejoint celles de bien d'autres syndicats regroupant des agents de l'Etat chargé d'appliquer les décisions gouvernementales. Ainsi la fédération des finances CGT constate : « L'impôt sur les bénéfices des sociétés représente 10 % des recettes fiscales... 40 % d'entre-elles se déclarent en déficit !... La grande fraude n'est pas appréhendée par le contrôle fiscal faute de volonté poli-

tique et des moyens administratifs indispensables. »

Mais si dans l'immédiat les agents doivent bénéficier des moyens pour exercer leur travail, c'est en fait toute la fiscalité qui devra être modifiée, c'est en fait toute la politique économique du pouvoir qui devra être mise à bas. Ce sera un des objectifs de la journée du 7 octobre.

Y. SPARFEL ■

## le 7 octobre et ses suites

Le plan d'austérité de R. Barre constitue une aggravation de la politique suivie ces dernières années par le pouvoir. Rien dans ce plan, malgré les déclarations de bonnes intentions n'est susceptible de s'attaquer aux causes profondes de l'inflation, aux inégalités sociales engendrées par la société de profit. Voilà l'essentiel de l'analyse qu'ont fait de manière unitaire, la CGT, la CFDT et la FEN, le 23 septembre dernier.

La riposte sera également unitaire : Journée nationale de grève et de manifestations, le jeudi 7 octobre. Nous souhaitons, à cette occasion, réaliser un front commun des organisations syndicales et politiques ; aussi bien pour l'appel, que pour l'organisation commune de cette journée.

Dans un communiqué du 24 septembre, le PSU « appelle tous les militants à se mobiliser pour faire de cette journée nationale de grève et de manifestations, un grand succès ».

Ce succès d'un jour ne peut rester sans suites. On sait d'ores et déjà que les mesures du Plan Barre auront pour conséquences une baisse du pouvoir d'achat. D'après ses premiers calculs, la CFDT estime qu'il chuterait de 3 %. Par ailleurs, l'absence totale de mesures en faveur de l'emploi ne fera qu'aggraver la situation actuelle.

Emploi et salaires, tels seront donc les deux axes des batailles sociales de cet hiver. ■

### rencontre PSU-CFDT

Deux délégations de la CFDT et du PSU se sont rencontrées au siège de la CFDT le vendredi 24 septembre 1976.

Les deux délégations ont procédé à l'analyse de la situation économique sociale et politique, caractérisée par le chômage, l'inflation, la dégradation du pouvoir d'achat, les menaces sur la Sécurité sociale.

Le Plan Barre va accentuer les difficultés de la majorité des salariés, alors que les grandes sociétés et les grosses fortunes ne se trouvent pas touchées par les décisions du Premier ministre.

Les deux délégations estiment qu'une action résolue est nécessaire pour riposter à l'offensive du pouvoir et du patronat. Cette action des forces syndicales et politiques de gauche doit se faire en respectant l'autonomie des fonctions et des décisions de chacune, qui seules permettront la mobilisation nécessaire sur des objectifs clairs.

## nota : l'intérim en accusation

Cinq cents travailleurs intérimaires en grève, voilà qui n'est pas fréquent. C'est ce qui s'est passé le 16 septembre au Fort-Lachaux près de Sochaux. Ces intérimaires sont « mis au service » de Peugeot par la société d'intérim NOTA (qui rend d'ailleurs à Peugeot d'autres services, puisqu'elle recrute aussi des gardes, et autres barbouzes, des milices sévissant dans l'usine contre les militants syndicaux).

Malgré le déploiement de forces de police, les ouvriers, pour la plupart d'origine algérienne, présentent leurs revendications et désignent six délégués en assemblée générale. Ils en ont ras-le-bol des promesses non tenues, des salaires insuffisants, d'être déplacés au gré des besoins de la production, de constituer un volant de chômage à bon prix. Ils réclament l'intégration progressive du personnel qui le désire à la société Peugeot, l'octroi des avantages (minimes d'ailleurs) donnés par Peugeot pour l'initiation au français et un emploi qualifié pour ceux qui ont une profession et sont actuellement employés d'office comme OS. De plus certaines indemnités de déplacement ne leur ont pas été payées et leur salaire horaire est dérisoire.

Ce conflit au moins par ses conséquences pratiques concerne la direction Peugeot. Or la direction Peugeot se lave les mains. Dans une lettre à tous les salariés Peugeot, elle déclare : « ne pas avoir à s'immiscer dans les rapports entre les salariés de « Nota » et leur employeur ; mais elle entend que celui-ci respecte son contrat et lui fournisse le contingent de personnel convenable ».

Voilà une définition très claire de l'intérim : avoir une masse de main-

d'œuvre utilisable selon son bon gré. Quand on sait que Nota fournit quasi exclusivement Peugeot, on comprend bien qu'il ne s'agit que d'une filiale ; filiale qui permet une diminution ostensible des charges salariales et de refuser le droit syndical à des milliers de travailleurs (puisque les délégués syndicaux ne sont élus que provisoirement).

La grève a été payante. La direction de Nota a accepté de payer immédiatement une prime de 300 F prévue pour octobre et de faire passer le salaire horaire de base de 8,58 F (SMIC) à 9 F. D'autres dispositions de l'accord prévoient également une possibilité d'embauche chez Peugeot à l'initiation à la langue française. Malgré leur isolement (la police refouillait les délégués CFDT de Peugeot venus leur apporter aide et soutien), les travailleurs immigrés de la Nota ont tenu bon. Ce n'est qu'un premier pas, car une véritable intégration des intérimaires qui le désirent aux usines où ils travaillent, n'existe toujours pas. La bataille contre les négriers, pour une reconnaissance des travailleurs immigrés comme partie intégrante de la classe ouvrière, donc ayant les mêmes droits, doit être menée inlassablement.

Y.S. ■

# où va la France ?

## le plan Barre : une aubaine pour les entreprises, mais... des larmes pour les salariés

Blocage des prix jusqu'au 31 décembre, cocktail de taxes directes et indirectes et surtout police des salaires dans la fonction publique, telle peut être résumée la substance fondamentale du plan « anti-inflation » de Raymond Barre. A quelques mois des élections municipales, l'apollon de l'économie politique française a décidé de laisser l'imagination au vestiaire : il réformera quand la conjoncture politique sera plus favorable.

En effet, la charge tant claironnée contre les hauts revenus n'est pas venue. Mieux, comme à l'occasion de tous les précédents plans Giscard, les grandes entreprises vont une nouvelle fois bénéficier d'un train d'aides et d'exonérations fiscales afin de ne pas tarir l'investissement. En fait, les salariés vont faire pour l'essentiel les frais de l'opération d'assainissement. Le patronat ne s'y est point trompé ! Après avoir souligné la sévérité des mesures prises pour lutter contre l'inflation, le CNPF estime que « l'intérêt de tous et l'avenir de la

France commandent que ce plan réussisse. Les entreprises feront tout pour y contribuer... » Le patronat sait que mieux vaut ne point trop pavoiser. Les entreprises sont plus que satisfaites de voir que la charge de l'austérité est « équitablement » répartie sur l'ensemble des agents de l'économie. Le principal est acquis, c'est-à-dire le blocage des salaires par rapport au prix. Et c'est bien là la pièce essentielle du dispositif gouvernemental.

En 1977, le gouvernement recommande pour les salariés des secteurs

public et privé le « strict maintien » de leur pouvoir d'achat, c'est-à-dire un alignement complet de la progression des salaires sur celle des prix (Barre espère qu'ils n'augmenteront pas de plus de 6,5 % l'an prochain). Si l'on fait le compte de l'ardoise que les salariés devront payer de différentes manières, le fossé est immense entre les sacrifices demandés à ceux-ci et les cadeaux consentis aux entreprises.

### premier volet de l'ardoise : la fiscalité

Le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ne sera pas corrigé, afin de tenir compte de l'inflation en 1977, sauf pour les revenus les plus modestes : les salariés paieront donc plus d'impôts. Mieux, la part de la fiscalité directe va diminuer par rapport aux impôts indirects dans l'ensemble des recettes fiscales de l'Etat (dans le projet de budget de 1977) ; la baisse de la TVA ne saurait faire illusion : elle est pratiquement compensée par la hausse de l'essence et de la vignette. Là où on attendait une réforme de structure, Barre renforce les effets d'un ponctionnement foncièrement injuste puisqu'il frappe sans distinction les revenus les plus bas et les plus élevés !

Non seulement les cotisations sont majorées, mais en prime, les services

rendus seront moindres, voire beaucoup plus chers. Au total, les salariés consommateurs fourniront l'essentiel des nouvelles recettes fiscales, soit 6 milliards de francs : 1 milliard pour la vignette, un autre pour l'essence et 4 milliards de plus-values de recettes prévisionnelles représentant la prime que percevra le fisc sur la hausse des prix et des revenus. Les gros contribuables ne paieront que 2 milliards.

### deuxième volet : la sécurité sociale

En ce qui concerne la sécurité sociale, les mesures de « redressement » coûteront aux salariés pour la période d'octobre 1976 à décembre 1977 près de 8,2 milliards. En d'autres termes, c'est à 16,2 milliards de francs que s'élève le coût du plan Barre pour les salariés.

Pour les entreprises, c'est au contraire, sinon l'euphorie, du moins la satisfaction de pouvoir continuer comme dans le passé à bénéficier des largesses du gouvernement (occultes par la fraude et ouvertes grâce à des facilités fiscales diverses destinées à « stimuler » l'investissement). D'abord, les entreprises ne paieront qu'un milliard d'impôts supplémentaires en 1976. Ensuite, elles vont bénéficier de prêts à taux réduits (plus de 5 milliards de francs), du relèvement des taux d'investissements progressifs (2,5 milliards de francs environ). Enfin, les mesures de « moralisation fiscale » se traduisent par des résultats dérisoires. Rien n'est prévu pour casser la fraude qui coûte, bon an mal an, entre 40 et 60 milliards de francs au fisc.

Quant aux agriculteurs, on leur octroie 6 milliards, soit à peine la moitié de ce qu'ils réclamaient. Ces chiffres traduisent, par leur sécheresse même, l'enjeu du plan Barre : continuer de faire payer aux salariés la note de la crise, continuer l'œuvre de restructuration industrielle entamée dès 1974. L'imbécile heureux (dans sa sénilité) de Saint-Chamond, qui a servi une fois encore de marionnette dans la campagne d'intoxication montée par le gouvernement a paradoxalement mais parfaitement résumé l'enjeu de la situation pour la droite : « Si c'est cela, bêlait Pinay, ça manque d'imagination ! (...) Je m'attendais à plus de vigueur ». A plus de vigueur, c'est-à-dire à un freinage plus énergique des hausses de salaires. Barre et Giscard pouvaient difficilement aller bien loin à quelques mois des élections municipales. Ce qui est sûr, c'est que la lutte contre l'austérité reste plus que jamais la priorité des priorités ! Elle l'est d'autant plus que, du côté du PS, se multiplient les sirènes de l'austérité nécessaire avec la seule différence qu'elle ferait l'objet d'un large consensus populaire si la gauche était aux affaires. Le plan de refroidissement de Fourcade s'était traduit par une montée spectaculaire du chômage. Aujourd'hui, la barre officielle du million de chômeurs est à nouveau franchie. Ce volant est devenu habituel. Nous n'avons cessé de souligner dans ces mêmes colonnes

## SYROS

vient de publier  
dans la collection

### POINTS CHAUDS ▶

Quel problème se pose aujourd'hui l'immense majorité des Français — au premier chef les travailleurs de ce pays — sinon celui des échéances proches.

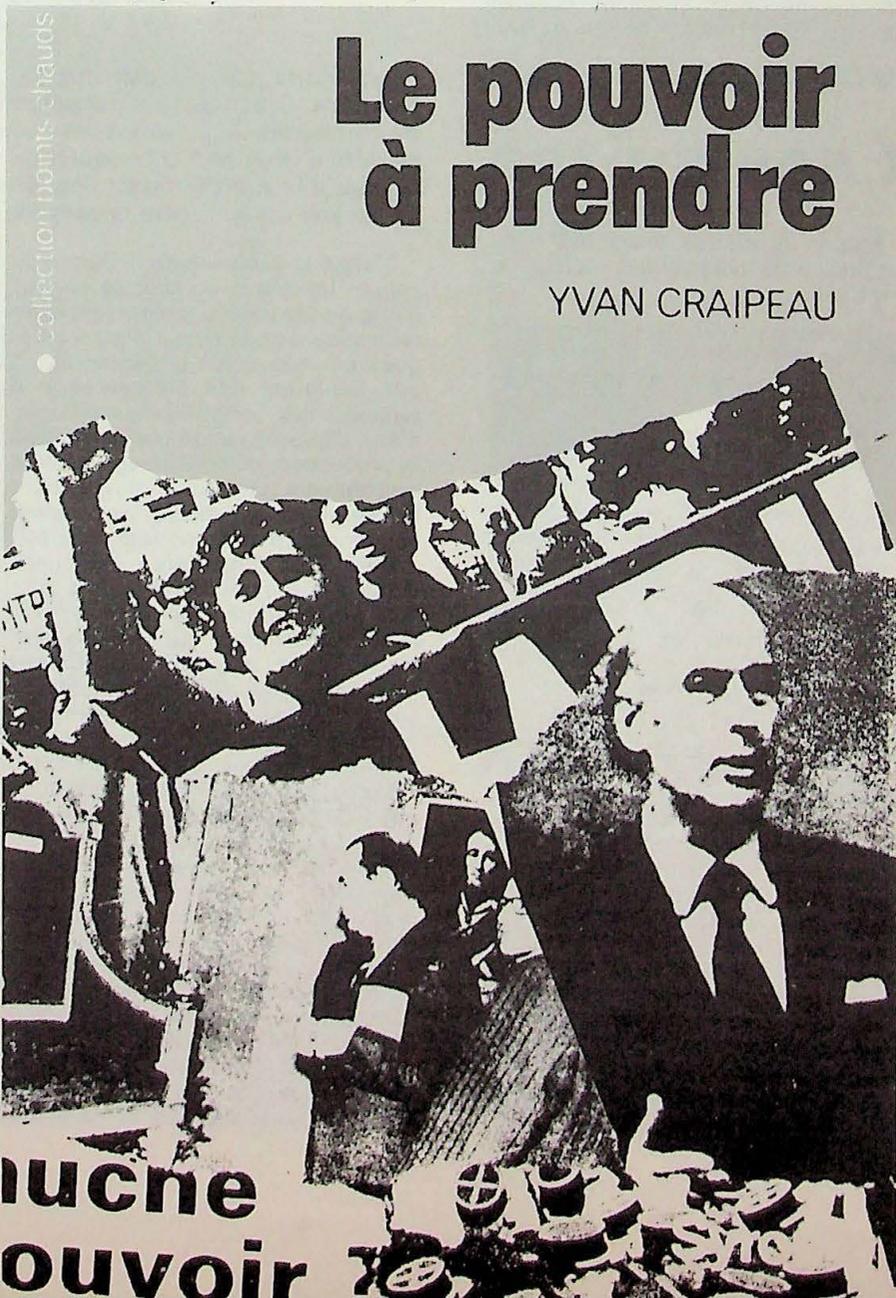
Electorales, exclusivement ?

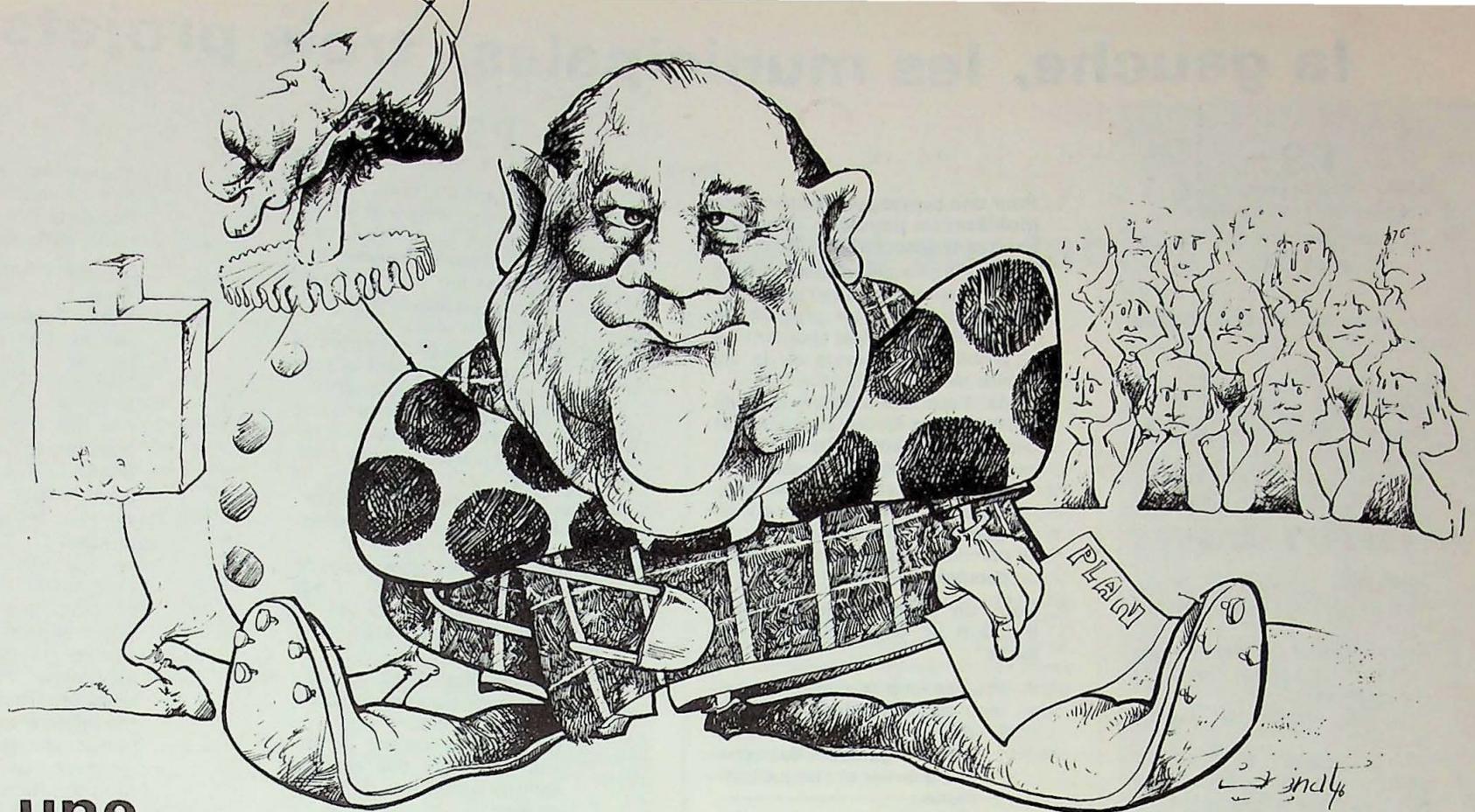
D'aucuns s'y emploient. Mais qui peut dire aujourd'hui de quelle nature sera la réprobation qui se manifeste chaque jour de façon grandissante à l'endroit d'un pouvoir insolent ? La gauche est là. Certes. Unie ? En un sens. Offensive ? Il le faudrait.

Mais saura-t-elle se préserver — du moins partie d'entre elle — des tentations dont nous avons dans le passé de tristes exemples à glaner. Et si oui, tout est à faire.

Mais comment ? Et au moyen de quelle force autogestionnaire ? A ces questions, comme à d'autres, notre camarade Yvan Craipeau répond. Avec la passion du militant. Le style d'un homme qui parle clair et haut ; la verve d'un polémiste. Les lecteurs de *Tribune socialiste* le connaissent et savent que ses propos ne laissent personne indifférent. ■

12 F - 104 pages





## vers une deuxième étape ?

**Le gouvernement Barre est décidément mal parti, si l'on en juge aux réactions que son plan d'austérité a suscité. Contrairement à toute attente, les milieux financiers et patronaux sont loin de pavoiser : chute du franc et de la Bourse, déclarations mitigées, le scepticisme règne.**

Ce ne sont évidemment pas les mesures « d'équité » du plan Barre qui inquiètent les milieux dirigeants de l'économie, mais on attendait « plus de vigueur » (A. Pinay) du professeur. Entendez : une attaque plus nette contre le pouvoir d'achat des travailleurs, et des avantages plus substantiels au capital. Ceyrac n'a pas caché qu'il souhaitait une réduction conséquente des dépenses de la Sécurité sociale et le CNPF regrette « l'insuffisance des mesures en faveur de l'investissement », c'est-à-dire des subventions aux grandes firmes. Le journal *Les Echos* traduit bien l'état d'esprit des cercles patronaux en

titrant : « Psychologiquement payant, le blocage des prix restaure le dirigisme pour un résultat final bien aléatoire ».

Bref, de ce côté-ci on ne croit guère à l'efficacité des mesures annoncées pour restaurer les taux de profit, et on attend mieux : par exemple le retour à la « liberté » des prix, le maintien du blocage des salaires, un démantèlement des conquêtes sociales des travailleurs. Mais on accorde au gouvernement que s'il réussit à mystifier les travailleurs, une seconde étape plus « vigoureuse » pourrait être envisagée. Michel Debré ne le cache pas dans *Le Figaro* du 24 sept. ; il écrit :

« une deuxième étape sera prochainement nécessaire... une politique des revenus est désormais la base irremplaçable de la lutte contre l'inflation... »

On ne saurait être plus clair : conformément aux recommandations de l'OCDE, la bourgeoisie française est décidée à réduire le pouvoir d'achat des masses populaires pour restaurer les profits. Le plan Barre n'est qu'une première étape dans cette voie.

Les organisations syndicales ouvrières ne s'y sont pas trompées et la vigueur de la réaction du PCF est parfaitement justifiée. On ne peut qu'approuver *l'Humanité* lorsqu'elle explique que le plan d'austérité est dirigé contre les travailleurs et qu'il appelle à la riposte.

Mais est-il nécessaire de désigner les « 25 féodaux qui accaparent les richesses » comme les seuls et vrais responsables qu'il suffirait de neutraliser pour sortir de la crise ? N'est-ce pas le mode de production capitaliste lui-même qui doit être mis en cause ?

On s'étonnera, en revanche, de la remarquable discrétion des dirigeants du PS.F. Mitterrand, après avoir constaté que « l'inflation est un grand mal », n'a rien trouvé à dire de mieux que « le plan Barre est un ensemble de mesures un peu disparates plaquées sur une réalité sociale injuste à laquelle on ne tente pas de remédier. »

Quant à Jacques Delors, il estime que « le premier ministre ne peut réaliser une politique plus nuancée, fondée sur la concertation et les disciplines collectives, faute de consentement populaire. »

Le fameux « consensus » que le PS se targue d'obtenir s'il parvient au pouvoir n'aurait-il d'autre objet que de permettre la mise en œuvre d'une politique « plus nuancée » que celle de Raymond Barre ?

On saura, en tout cas, le 7 octobre prochain, si le miroir aux alouettes de la « réduction des inégalités » suffit à faire accepter aux travailleurs l'injuste et implacable loi du profit.

Léo GOLDBERG ■

qu'il constituerait un volant incompressible dans les années à venir. Et il est clair que le plan Barre en ponctionnant les revenus des salariés ne va pas stimuler la consommation. Bien au contraire.

S'il est bien vrai que nous n'avons pas de temps à perdre, c'est en réunissant les conditions d'une contre-offensive de masse et notamment en définissant des objectifs anticapitalistes précis que ce plan devra être et sera mis en échec.

Michel ETIENNE ■

### mesures sectorielles

**1° Agriculture :** 6 milliards de francs pour les victimes de la sécheresse.

**2° Gadgets :** « normalisation fiscale », taxation de certains signes extérieurs de richesse, des frais généraux des entreprises, réduction dans quelques cas de l'abattement de 20 %.

**3° Serisette :** la taxe conjoncturelle sera renforcée. Elle n'a pratiquement pas fonctionné jusqu'à présent.

**4° Capital :** néant.

**5° Fortunes :** inconnues des services fiscaux. Néant.

### l'ardoise pour les salariés

**1° Revenus :** blocage des salaires en 1977. C'est ainsi qu'il faut traduire la formule : « Le pouvoir d'achat devra être strictement maintenu. »

#### 2° Fiscalité :

##### a) Directe :

— Majoration exceptionnelle de l'impôt sur les revenus de 1975. Ceux qui paient entre 4 500 et 20 000 francs d'impôt devront majorer leur versement de 4 % avant le 15 décembre 1976 (possibilité de s'exonérer de cette majoration en souscrivant un emprunt libératoire au taux de 6,5 % et remboursable au bout de 5 ans). Ceux qui paient plus de 20 000 francs acquitteront 8 % de plus au fisc et ne pourront souscrire à l'emprunt libératoire qu'à concurrence de 50 % du solde dû ;

— majoration de 4 % de l'impôt sur les sociétés au 15 novembre 1976 (43 % des sociétés anonymes ne déclarent pas de bénéfices) ;

— alourdissement du barème de 1977.

##### b) Indirecte :

— baisse dérisoire de la TVA sur certains produits à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1977 : 17,6 au lieu de 20 %.

Cette baisse ne concernera que le tiers de la consommation des ménages ;

— majoration de la vignette auto de 43 à 127 %, selon la puissance fiscale ;

— majoration de 10 % des taxes sur l'alcool au 1<sup>er</sup> janvier 1977 ;

— hausse des produits pétroliers : coup de barre sur l'essence (2,09 F) et le super (2,25 F), coup de pouce sur les fuels et le gasoil ; plus 4 centimes immédiatement.

#### 3° Sécurité sociale : l'austérité aggravée.

— augmentation des cotisations maladie (plus 0,5 % pour le salarié et autant pour les employeurs) et assurance vieillesse (plus 0,20 % pour le salarié et autant pour l'employeur) ;

— en « contrepartie » suppression du remboursement de certaines spécialités jusqu'alors remboursées à 70 % et relèvement du ticket modérateur pour les soins para-médicaux.

**4° Crédit :** encadrement plus strict et hausse du taux de l'escompte.

### les cadeaux aux entreprises

**1° Renforcement de leurs possibilités d'amortissements :** les entreprises pourront déduire plus rapidement de leurs bénéfices les dépenses d'investissement. L'Etat chiffre lui-même cette gentillesse fiscale à 2,5 milliards de francs pour la seule année 1977.

**2° Réévaluation partielle des bilans.**

**3° Emprunt de 3,5 milliards de francs pour les PME.**

**4° « Amélioration » du régime fiscal des actions et des émissions en numéraire.**

**5° Aide fiscale aux entreprises nouvelles :** pas d'acompte provisionnel à payer pendant la première année.

**6° Blocage général des prix jusqu'à la fin de l'année avec effet rétroactif au 15 septembre et gel des tarifs publiés jusqu'après les élections municipales (1<sup>er</sup> avril 1977). En fait, effet limité car la plupart des entreprises ont très largement anticipé à la hausse avant le 15 septembre. Rappelons que l'indice officiel des prix accuse une hausse de 1 point en juillet et 0,8 % en août.**

# la gauche, les municipales, trois projets

## PS

**Manifeste municipal :  
« Appel aux citoyens »**  
(in, *Communes de France*,  
sept. 76)

### 1. Des communes plus libres et plus fortes :

- suppression de tout contrôle administratif préalable ;
- extension des compétences de la commune ;
- nouveau statut des élus locaux ;
- nouveau statut du personnel communal ;

### 2. Des communes sorties de la misère :

- attribution automatique d'une part accrue de la fiscalité nationale ;
- remplacement du système des subventions par un fonds de péréquation ;
- profonde réforme des impôts locaux ;
- affectation aux collectivités locales et régionales du produit de l'impôt sur le capital ;
- libre disposition par les communes de leurs fonds de trésorerie ;
- affectation aux communes d'une plus grande part des fonds collectés par les Caisses d'épargne ;
- remboursement TVA ;

### 3. Des communes qui tiennent tête au pouvoir économique :

- planification démocratique et une politique nouvelle d'aménagement du territoire ;
- une réforme foncière ;
- suppression des entraves aux initiatives des communes ;
- contrôle des opérations d'urbanisme et réserves foncières ;
- implantations nouvelles d'entreprises adaptées aux capacités et aux besoins d'emploi ;
- refus de consentir des privilèges exorbitants aux firmes privées ;
- gestion directe des services collectifs ;

### 4. Des communes où il fasse bon vivre :

- aide accrue au logement social ; qualité de l'architecture et de l'environnement ; lutte contre la ségrégation sociale ;
- élaboration démocratique des plans d'urbanisme par des ateliers publics d'urbanisme ;
- priorité absolue aux transports en commun ;
- tarification différenciée des services municipaux ;
- petites réalisations de voisinage ;
- équipements et services intégrés ;

### 5. Des communes plus démocratiques :

- recherche constante du dialogue avec les associations ;
- commissions de quartier représentatives ;
- politique active d'information ;
- consultation de la population ;
- élection par les résidents étrangers d'une commission municipale consultative ;

### 6. Des communes plus solidaires et mieux adaptées aux réalités nouvelles :

- favoriser la coopération intercommunale ;

### 7. Des communes aux côtés des travailleurs :

- les élus appuient les luttes ;
- les communes tiennent compte en priorité des besoins des classes populaires.

## PSU

**Projet de Charte municipale (DPN d'avril 76)**

### 1. Pour une campagne électorale de mobilisation populaire dans une perspective socialiste :

- par l'organisation dans chaque commune d'un débat public sur l'élaboration d'un programme d'action municipal abordant les problèmes concrets de la vie des travailleurs ;
- par l'association à ce débat de toutes les forces politiques et syndicales anticapitalistes ;
- par le regroupement des militants qui se réfèrent à une conception révolutionnaire de l'autogestion socialiste ;
- par l'organisation de comités populaires locaux.

### 2. Pour un programme municipal d'action et de contrôle populaires :

#### A. Pour assurer le contrôle populaire des institutions locales :

- des assemblées populaires seront organisées dans chaque quartier et chaque commune :
  - elles réunissent les résidents et ceux qui travaillent sur place sans y résider ;
  - elles contrôlent tous les grands choix, notamment budgétaires ;
  - des locaux sont mis à leur disposition pour qu'elles puissent tenir des permanences ;
  - elles contrôlent la gestion des équipements publics ;
  - elles peuvent gérer certaines activités par délégation du conseil municipal.

#### B. Pour développer le contrôle populaire sur la vie quotidienne des travailleurs :

- Le conseil municipal mettra tout en œuvre pour défendre l'emploi des travailleurs et permettre à tous et à toutes de vivre au pays ;
- La municipalité favorisera le contrôle populaire sur l'investissement (refus des industries polluantes, contrôle des localisations et des conditions de travail offertes, refus des emplois temporaires, précaires et au rabais) ;
- Contrôle des assemblées populaires sur l'habitat et l'utilisation des sols ; lutte contre les hausses de loyers et des charges et contre les expulsions et les saisies menaçant les travailleurs ; organisation de l'occupation des logements vacants depuis plus de trois mois ;
- Prise en charge par les entreprises des infrastructures liées à leur exploitation ; développement systématique des transports en com-

mun gratuits pour les enfants, les vieillards et les chômeurs et à terme pour l'ensemble des travailleurs ;

5. Organisation d'un service collectif de prévention sanitaire et de soins ;
6. Prise en charge collective de la vie culturelle, des loisirs et de l'animation du quartier ; organisation par les usagers des services collectifs (crèches, laveries, restaurants, etc.).

#### C. Pour renforcer les moyens d'organisation et de défense collective des travailleurs :

1. Des locaux et des moyens de fonctionnement seront mis à la disposition des unions locales de syndicats de travailleurs ;
2. Soutien matériel et politique aux travailleurs en lutte dans leur entreprise ;
3. Reconnaissance par le conseil municipal des organisations syndicales du cadre de vie ;
4. Institution d'un service juridique gratuit pour les travailleurs ;
5. Le conseil s'opposera aux interventions de la police contre les travailleurs ;
6. Les assemblées et les conseils contrôleront les mouvements de troupes, les implantations de casernes et de camps militaires. Ils apporteront leur soutien à l'organisation syndicale et démocratique des soldats.

#### D. Pour la remise en cause des contrôles et des contraintes pesant sur les collectivités locales :

1. Le conseil municipal saisira toutes les occasions de mettre en cause la tutelle administrative, technique et financière qui constitue un obstacle évident à toute initiative populaire ;
2. Le débat budgétaire devra permettre la contestation de la centralisation financière ;
3. Le conseil municipal réclamera la suppression des préfets et la réforme des administrations départementales et régionales.

### 3. Les réformes communales à exiger d'un gouvernement de gauche :

#### A. Réformer les institutions locales pour permettre le contrôle populaire :

1. Suppression des préfets et des contrôles *a priori* administratifs, techniques et financiers ;
2. Représentation proportionnelle dans toutes les communes ; droit de vote aux étrangers résidant depuis plus d'un an ;
3. Aménagement du conseil municipal (augmentation du nombre des membres, renforcement de la collégialité, réduction de la concentration du pouvoir au profit du maire, augmentation des possibilités de délégations) ;
4. Reconnaissance par la loi des assemblées et comités de quartier.

#### B. Assurer les moyens de l'autonomie communale :

1. Réforme de la fiscalité locale assurant un développement des capacités financières des communes et une répartition plus équitable de la

charge fiscale ; globalisation des subventions et exonération de la TVA pour les investissements communaux ;

#### 2. Stages de formation pour les élus ;

#### 3. Droit de contrôle accordé aux communes sur la collecte de l'épargne locale (caisses d'épargne) ;

#### 4. Moyens accrus à la disposition des communes pour le recrutement et la formation continue des personnels communaux.

#### C. Développer les attributions des communes :

##### 1. Le contrôle populaire sur l'habitat et l'utilisation des sols implique que soit engagée une lutte pour :

- assurer la gestion par les locataires eux-mêmes et leurs organisations des immeubles relevant du secteur public ou semi-public ;
- réserver aux communes le droit d'acheter des terrains ;
- collectiviser sans indemnités les terrains à bâtir appartenant aux banques, sociétés d'assurances, entreprises privées et spéculateurs ;
- transmettre les sols extérieurs aux communes au décès des actuels propriétaires avec maintien des droits des exploitants agricoles, fermiers et autres locataires.

##### 2. Développement du champ d'intervention des communes dans la gestion des services sociaux et sanitaires.

##### 3. Développement des capacités d'intervention des communes dans les activités industrielles et commerciales (suppression des contraintes et limites pesant sur les régies municipales).

##### 4. Elaboration démocratique d'un plan de développement commercial articulé avec le plan national.

### 4. Les collectivités locales et la transition socialiste :

#### A. Les collectivités locales, enjeu de l'affrontement pour le pouvoir :

1. Communes et conseils populaires : la substitution de communes vraiment populaires aux institutions municipales actuelles exige que le mouvement populaire s'organise dans ses conseils à tous les niveaux ;
2. Les conseils participeront au démantèlement des appareils administratifs, idéologiques et surtout répressifs de l'Etat actuel ;
3. Les conseils populaires en se coordonnant représenteront l'armature locale du nouveau pouvoir.

#### B. Les collectivités locales et la transition socialiste :

Dans la période de transition socialiste, les collectivités locales joueront un rôle fondamental pour assurer l'unification des classes populaires en réduisant les contradictions qui aujourd'hui les divisent. La rotation des fonctions, la révocation permanente des délégués, la décentralisation de l'ensemble de l'appareil d'Etat au niveau des collectivités de base seront la garantie d'une société en marche vers le socialisme.

## PCF

« Le nouveau contrat communal »  
(*l'Humanité*, 17 juin 76)

### 1. Défendre votre droit au travail.

- Les élus communistes agissent pour le maintien et la création d'emplois dans la commune ;
- soutiennent les luttes ;
- défendent vos droits au logement, aux transports, aux vacances, aux sports, aux activités culturelles, en liaison avec les organismes sociaux des entreprises ;
- combattent pour que l'on construise des écoles, des établissements d'enseignement technique, pour un enseignement démocratique et moderne ; une véritable formation professionnelle, un métier qui vous plaise, un emploi assuré ; des loisirs sains et enrichissants, des équipements sportifs et culturels, des vacances et des voyages...

### 2. Faciliter votre vie familiale.

- Les élus communistes agissent pour réaliser des crèches, garderies, centres aérés pour que les femmes qui le désirent puissent travailler ;
- considèrent les cantines, les vacances, les services sociaux divers comme des services publics. Ils en adaptent les tarifs aux ressources des familles ;
- apportent une aide compréhensive, généreuse et efficace aux personnes âgées, handicapées, chômeurs, femmes seules, familles en détresse ;
- interviennent contre les saisies et les expulsions ;
- luttent pour freiner la hausse des impôts et des charges fiscales, pour le blocage des loyers et la limitation des charges, pour que les offices HLM disposent à cette fin des moyens financiers nécessaires et puissent continuer à construire des logements de qualité accessibles aux classes laborieuses ;
- favorisent la diffusion de la culture, organisent des activités de qualité pour tous les âges, encouragent la liberté de création, la participation créatrice et l'expression de tous et de chacun ;

### 3. Harmoniser le cadre de vie :

- dans les communes rurales, il faut préserver et développer l'agriculture, sauvegarder et créer des emplois, maintenir le commerce et l'artisanat ; grâce à la coopération intercommunale, conserver et améliorer les services publics, entretenir routes et chemins, améliorer le bien-être des habitants ;
- assurer le droit au logement aux locataires et propriétaires en appartement ou en maison individuelle ;
- rénover l'habitat, conserver ce qu'il y a de bon dans l'héritage du passé, moderniser et construire des logements en permettant à ceux qui le souhaitent de rester au centre des villes ;
- dans les villes nouvelles et les grands ensembles, créer des emplois, implanter des commerces, réaliser et assurer des équipements sociaux et culturels ;
- priorité aux transports publics : métro, autobus, train ou tout autre moyen moderne, confort-

table, sûr et suffisamment fréquents ;

- que la police assure la protection des habitants et cesse d'être utilisée pour réprimer les légitimes actions des travailleurs ; que les maires contrôlent l'utilisation de la police ;
- pour assurer l'insonorisation et l'isolation thermique des logements, combattre les vrais pollueurs industriels ; pour un nouvel urbanisme des espaces verts ;

### 4. Libertés dans les communes :

- information, consultation, participation, telle est notre façon d'agir ;
- élire des communistes au conseil municipal c'est vous donner un bon moyen de prendre la parole et d'être entendu sur toutes les questions en toutes circonstances, en toute liberté ;
- les communistes assurent une gestion saine et efficace sans favoritisme ni combines ;
- tous les conseillers municipaux communistes ou non accèdent aux informations ; le personnel communal est associé à l'élaboration et à l'application de la politique municipale ;
- intervenez dans votre entreprise, votre syndicat, pour que les questions sociales soient résolues avec le concours de la commune ;
- exposez avec les communistes dans votre village ou votre quartier pour que vos revendications en services, en équipements soient prises en compte ;
- les élus communistes attachent une grande importance aux associations, amicales, comités, etc.

### 5. Des moyens pour des communes majeures :

- les élus communistes n'ont jamais accepté la politique fiscale et financière du pouvoir. Leurs élus ont refusé, refusent et refuseront de gérer la crise en vous en faisant payer les frais. Tout en continuant de vous rendre le maximum de services, ils limitent l'augmentation des impôts communaux. Avec les communistes, luttent contre les transferts de charges aux communes pour obtenir les crédits indispensables, pour accroître les pouvoirs municipaux, pour une véritable autonomie communale placée sous votre contrôle ;

### 6. Elisez des communistes à la mairie :

- pour combattre les injustices du système social et du système électoral ;
- pour que tous les courants d'opinion puissent être représentés dans les conseils municipaux ;
- nous ne sommes pas pour le monopole d'un seul parti, mais pour la représentation proportionnelle de chaque parti, grand ou petit ;

### 7. Des élections politiques :

- les communistes pour sortir de la crise se montrent les meilleurs : les plus actifs pour préparer la victoire et la réalisation pleine et entière du programme commune de gouvernement de la gauche.

## cartes sur table...

Voilà que paraît enfin le manifeste municipal du Parti socialiste. De longs mois de discussions auront été nécessaires pour que les élus responsables, les anciens préfets et ministres du général De Gaulle fassent entendre raison aux jeunes technocrates et universitaires en mal d'autogestion. Adopté à l'unanimité du comité directeur le 20 juillet, le texte est publié dans la revue *Communes de France* (1), avec un éditorial d'Edgard Pisani (2) qui appelle au combat « pour une commune maîtresse de ses choix et de ses moyens, pour une commune responsable, c'est-à-dire pour nous-mêmes, comme hommes responsables et comme citoyens responsables. »

### militants et « responsables »

Examinons donc ce manifeste en militants responsables. On y apprend que « l'autogestion c'est d'abord tout simplement la citoyenneté enfin pratiquée » et qu'elle « peut et doit favoriser une meilleure gestion » ; que « l'Etat doit changer de rôle » ; que « décentraliser n'est pas faire éclater la nation » ; qu'« après la réforme communale que proposent les socialistes la nation n'en sera que plus forte ». On comprend que les camarades du CERES et les « amis de Michel Rocard » aient été émus...

Les choses sont donc claires. Rompant avec quelques penchants utopiques, on revient à la conception responsable d'un réformisme municipal de bon aloi ; les avant-projets évoquaient encore, avec une grande prudence, la possibilité pour des « comités de quartiers offrant de véritables garanties de représentativité et de fonctionnement démocratiques » de recevoir de véritables responsabilités de gestion des équipements ou des services municipaux. Désormais, les fermes mises en garde l'emportent sur les prudentes innovations : « Il ne s'agit pas d'altérer l'esprit de la démocratie fondée sur l'élection au suffrage universel : la gestion des communautés humaines et des services dont elles ont la charge à des exigences de rigueur, de continuité, de décision qui requièrent l'existence d'un corps élu responsable : « Nul n'a le droit de se substituer aux élus du peuple. » Nous sommes bien au cœur du problème. Pour nous le contrôle populaire ne se réduit pas au renforcement du pouvoir des élus. Il doit être assumé par tous les travailleurs et sur les élus eux-mêmes.

### responsables et réalistes

Quand nous parlons d'assemblées populaires de quartier nous n'imaginons pas, comme certains, paraît-il, le craignent au PCF, qu'elles vont se transformer du jour au lendemain en soviets. Nous savons analyser une situation concrète... Mais nous n'entendons pas non plus que les travailleurs de la commune soient privés de la possibilité de s'organiser, de manière autonome, pour affirmer leur contrôle sur tous les aspects de la vie quotidienne. Il ne suffit pas de

consulter, il ne suffit pas d'informer, il ne suffit même pas d'associer les représentants des habitants au fonctionnement des commissions municipales. Il faut reconnaître le droit des travailleurs à s'organiser pour assurer eux-mêmes leur contrôle sur l'ensemble des problèmes de leur vie quotidienne.

C'est là un principe sur lequel il ne saurait être question de négocier. Il est parfaitement cohérent avec la stratégie dans laquelle s'insèrent nos propositions. Là non plus il n'est pas question de transiger. Le manifeste du PS veut changer le rôle de l'Etat en le décentralisant. Celui du PCF invite à élire des candidats communistes pour sortir le pays de la crise. « Car les communistes se montrent les meilleurs, les plus actifs, pour préparer la victoire et la réalisation pleine et entière du Programme commun de gouvernement de la gauche. » Nous appelons pour notre part à développer dès aujourd'hui les formes de contrôle et de mobilisation populaires sans lesquelles il n'y aura pas, demain, de marche au socialisme.

### participation ou contrôle populaire

En distinguant clairement ce que peut faire dès avril 1977 une municipalité de gauche appuyée sur une réelle mobilisation populaire, de ce qu'elle pourrait attendre — ou exiger — d'un gouvernement de gauche nous sommes parfaitement responsables et réalistes.

Nous pourrions peut-être discuter, un jour, de ce deuxième point ; mais, pour l'instant, ce qui nous intéresse c'est le premier. C'est pourquoi, dès que notre charte aura été adoptée par notre prochain conseil national, nos militants proposeront localement la discussion d'un « programme municipal d'action et de contrôle populaire », adapté aux réalités concrètes de chaque ville, de chaque village (Point II de notre Charte) que notre

Sur cette base, bien que notre programme soit sans doute le plus détaillé, nous sommes prêts à reprendre certaines suggestions pertinentes (comme la tarification différentielle des services publics proposée par le PS) ou à développer certains aspects trop peu approfondis dans notre texte (comme les problèmes culturels et les modalités d'information). Nous ferons bien sûr en sorte que la plate-forme commune reprenne celles de nos propositions qui figurent également dans l'un ou l'autre des programmes (élection d'un conseil des travailleurs étrangers proposé par le PS, contrôle de la police et refus de son emploi contre les travailleurs ainsi que le demande le PCF). Mais en diffusant largement notre Charte auprès de tous les militants, bien au-delà du seul PSU, nous nous battons pour que la référence au contrôle populaire ne soit pas confondue avec une pétition de principe de congrès... ou de conseil national.

François DALBERT ■

(1) Août-septembre 1976, n° 152.

(2) Ancien préfet de la Haute-Marne, ministre de l'Agriculture et de l'Équipement sous le général De Gaulle.

# briser la chaîne

## France-Soir : buts et moyens d'une grève

Dans la « dossier presse » du n° 71 de *TS*, C.M. Vadrot analysait la grève des journalistes de *France-Soir*. Il essayait de montrer que la lettre aurait dû être plus active pour résister au rachat de ce journal par Hersant. Ce jugement sur la grève a suscité une réponse de Noël Monier, secrétaire général du Syndicat des journalistes CFDT. Il estime notamment que C.M. Vadrot n'a pas tenu compte de toute une série de difficultés qui traversent l'action syndicale dans le journalisme. La bataille contre Hersant continue. La semaine dernière, la rédaction a fait la grève des signatures, mais l'intersyndicale l'a suspendue vendredi dernier. Il semble bien qu'Hersant ait gagné. L'action des journalistes pourra-t-elle reprendre. A cette question le débat ouvert entre Monier et Vadrot tente de donner un début de réponse. Y.S. ■

Mon cher Vadrot,

Cracher sur des camarades en lutte, cela permet de beaux effets de plume, mais c'est utile à quoi d'autre ?

L'article que tu as publié sur le conflit de *France-Soir*, dans *TS* du 9 septembre, commence par : « Les journalistes de *France-Soir* ont mis fin à leur grève de neuf jours avec la dignité qui convient à des cadres exerçant une profession intellectuelle pleine de responsabilité. » Et tu termines : « On leur reprochera simplement de nous avoir fait croire qu'ils pouvaient faire cette grève. » Entre ces deux phrases, tout l'article, ou presque, est consacré à leur reprocher cette grève. Il aurait mieux valu qu'ils ne bougent pas : ils auraient ainsi évité de décevoir Vadrot.

Mais qu'est-ce que tu voulais ? Qu'ils continuent deux, trois, dix jours de plus ? Les yeux fermés ? Car on cherche en vain dans ton article une analyse de l'évolution des rapports de force. L'anathème en tient lieu.

Il y avait pourtant à dire. Et d'abord : pourquoi la révolte à *France-Soir* ? Nous en avons entendu, des militants de gauche purs et durs, nous dire : « Bof, des gens qui travaillent dans ce journal-là, on ne va pas les soutenir. » Mais précisément, n'est-ce pas parce qu'ils travaillent dans ce journal-là, soumis à ces pressions, au poids d'un énorme patron capitaliste, aux critères de la rentabilité marchande, et menacés de voir tout cela s'aggraver, que les journalistes de *France-Soir* se sont révoltés ?

La grève de *France-Soir*, à l'évidence, n'était pas concevable au *Monde* ou à *Libération*.

Mais pas non plus au *Parisien libéré*. Car il ne suffit pas du mécontentement, il faut avoir la capacité de se battre. Depuis des années, des luttes se mènent à la rédaction de *France-Soir*. Et pas seulement des « petits combats individuels », selon ton expression, mais une lutte collective tenace, marquée par des grèves, contre les licenciements, contre les décisions arbitraires de la hiérarchie, contre les diktats de Hachette. Les journalistes de *France-Soir*, dans leur majorité, étaient entraînés à se battre et ils avaient des sections syndicales actives. Crois-tu que sans cela la grève aurait duré ces neuf jours ?

Il est trop facile, mais pas sérieux, et assez dégueulasse, d'opposer l'intersyndicale à la base, ou de parler du

« cheminement tortueux de la CFDT », ou de suggérer l'envoi aux responsables CFDT à *France-Soir* « d'une ou deux bouteilles de champagne » offertes par Hersant.

Je lis par exemple dans ton article : « ... Paul Parisot, responsable de la CFDT, a failli faire reprendre le travail au bout de deux jours. Il a fallu qu'un journaliste se lève et déclare tranquillement : « Bon, j'ai compris, demain on fait le journal d'Hersant », pour que l'assemblée générale mesure la qualité du piège. »

C'est vrai, ce jour-là les délégués des cinq sections syndicales (dont Parisot était le porte-parole) ont proposé une tactique qui consistait à gagner du temps en « suspendant » la grève. Tu oublies de dire qu'ils proposaient une échéance précise, le 26 août, la « suspension » de la grève ne devant pas durer au-delà. Et surtout, si tu regardes de près, si tu te demandes qui était ce journaliste qui s'est levé pour dénoncer le « piège », tu t'aperçois qu'il était lui aussi un responsable CFDT, membre comme Parisot du Conseil du syndicat CFDT des journalistes. Et je t'assure qu'il n'y avait pas, entre-eux, d'autre conflit que le désaccord en question ce jour-là, et qu'ils ne menaient pas deux combats distincts.

Alors, qu'est-ce que ça prouve ? Que les militants syndicaux, à *France-Soir*, ne faisaient pas tous et toujours la même analyse ? Qu'il y avait, dans les assemblées générales, un véritable débat ? (et cela méritait d'être souligné). Que les propositions des délégués n'ont pas toujours été retenues ? D'accord. Mais si tu veux ressusciter cette vieille légende mangée des vers, l'histoire des dirigeants prêts à toutes les compromissions, opposés à une base intransigente, lucide et surtout, surtout, inorganisée, quel militant sérieux te croira ?

J'ai assisté, comme toi, à un certain nombre d'assemblées générales à *France-Soir* : chaque fois que j'ai vu un non-syndiqué intervenir, c'était contre la grève. Car enfin, il ne faut pas non plus idéaliser le tableau : s'il existait chez les journalistes de *France-Soir* une habitude de la lutte, cela ne signifie pas pour autant qu'ils étaient tous d'accord et tous militants. La rédaction de *France-Soir* est composite et divisée. Tu as été toi-même délégué syndical dans un grand quotidien, à *L'Aurore*, tu es capable de comprendre cela.



Photo Pascal Lebrun

Dès le début, à *France-Soir*, s'est manifestée une forte minorité — 40 à 50 voix — hostile à la grève. A un certain moment, elle s'est réduite : le nombre de voix favorables à la grève, une centaine au début, est passé à 123, puis à 143. Mais cela coïncidait avec le déploiement de l'offensive CGT pour arrêter le mouvement, et si plusieurs non-grévistes ont alors changé de camp, c'est autant par réaction anticégétiste, anti-ouvrière que par conviction. Et même, n'y avait-il pas, chez certains qui étaient plus ou moins en liaison avec Hersant, un calcul machiavélique de « pousser-au-crime » ? Analyse attentivement les votes : la question peut effectivement être posée.

A ce calcul, il existait une riposte efficace : que la CGT du Livre applique les règles de solidarité, et déclare qu'elle n'imprimerait pas un autre *France-Soir*, ni un *Figaro-Soir* pour briser la grève. C'est ce qu'elle a fait, après avoir toutefois laissé planer le doute quelque temps pour faire pression sur les journalistes...

Mais quelques jours plus tard, la majorité s'est amenuisée : la dernière fois que la grève fut votée, ce fut par 93 voix contre 81. Les journalistes CGT étaient passés contre à quelques exceptions près, mais aussi des gens de FO et une partie du « marais », de cette frange qu'il faut entraîner si l'on veut gagner.

Continuer la grève au-delà du 27 août, cela aurait mené à quoi ? Il n'y a aucun doute : à l'effritement progressif, à la minorisation de la grève, à une rupture grave entre les journalistes et les ouvriers, et entre les différents syndicats de journalistes dans l'entreprise, à une défaite quasi-certaine.

Car, pour finir, tu falsifies un peu la réalité. Tu écris : « La grève a été suspendue en échange d'un accord qui reproduit purement et simplement la loi de 1935 et la convention collective. » Ce n'est pas vrai : la grève a été suspendue en échange de négociations. Celles-ci sont en cours, elles portent sur toutes les questions et en premier lieu sur les garanties d'indépendance de la rédaction. Aucun accord n'a été conclu pour le moment.

Que donneront ces négociations ? Cela dépend du rapport des forces, donc d'abord de la détermination des journalistes de *France-Soir*, mais aussi de l'action sur les terrains juridique, politique et dans l'opinion publique.

Présenter le conflit comme définitivement réglé, c'est inexact et, en plus, c'est démobilisant. L'action continue, à *France-Soir* et en dehors. On espère pouvoir compter sur Vadrot.

Crois à mon amitié.

Noël MONIER  
Secrétaire général du  
Syndicat des journalistes  
français CFDT ■

## petits commentaires...

Une remarque générale pour commencer : critiquer n'est pas cracher. Alors, pour les effets de plume, mon cher Noël, nous sommes largement quittes. Mais parlons sérieusement.

1° Le problème n'est pas de décevoir Vadrot mais de savoir si oui ou non les journalistes de ce pays se donneront un jour les moyens de se sortir de la merde ;

2° L'analyse du rapport de force ? Ce rapport de force, des journalistes étaient en train de le modifier par leur grève : elle faisait la une des journaux et de la télévision. On parlait des rapports presse-argent-pages. Terminée la grève, fini l'événement : s'ils se battent, les journalistes de *France-Soir* se battent désormais tout seuls sans que « l'opinion publique » le sache ;

3° Pour ce qui est de la critique du contenu de *France-Soir*, elle n'a pas été de mon fait (y compris dans ce qui a été écrit dans *Politique-Hebdo*) « camarades » parce que, bien que j'aie la chance de ne pas avoir à lutter embarqués dans une même galère, je considère que nous sommes

4° Opposer l'intersyndicale à la base ? Il suffisait d'écouter râler cette dernière, surtout quand on lui faisait le coup de « l'unité face à Hersant ». Des dirigeants « prêts à toutes les compromissions » ? Jamais je n'ai écrit cela : ils sont simplement raisonnables alors que la presse est en train de crever à cause des journalistes « raisonnables ». C'est déjà suffisamment navrant...

5° Erreur : je n'ai jamais été délégué syndical ! J'animais des luttes sans mandat pour ne pas être prisonnier, justement, d'un quelconque état-major syndical, fût-il celui de la CFDT ;

6° Ce qui est démobilisant, ce n'est pas mon papier, c'est l'impuissance enflammée des journalistes à traduire dans les faits des déclarations

7° Quand on se met en grève, courageusement, pour dire « non » à Hersant on ne négocie pas avec lui sur le montant des indemnités ;

8° Cela dit, si les journalistes de *France-Soir* réussissent à faire beaucoup mieux que leur prudente intersyndicale, je serais le premier à dire bravo. Après tout, trop c'est trop, et peut-être qu'un jour — que j'espère toujours prochain — la révolte balayera les hésitants.

C.-M. VADROT.

# pourquoi l'autonomie ?

par Antoine Murati secrétaire du PSU corse

Ce texte n'a pas été écrit par Antoine Murati du fond de sa prison. Il est extrait d'une contribution plus longue qu'il nous avait envoyée pour parution dans un numéro spécial de *Critique socialiste*, en cours d'élaboration, numéro consacré aux problèmes des minorités nationales.

Il porte témoignage d'une réflexion et d'une action connues de tous en Corse. Le pouvoir ne s'y est pas trompé qui, en l'emprisonnant, cherche à isoler ceux qui sont porteurs des revendications et des aspirations du peuple corse, tout en situant les combats nécessaires en termes de lutte des classes.

Le mouvement autonomiste corse (ARC puis APC) a été formé au départ par des éléments appartenant à la classe moyenne technocrate, aux professions libérales, au milieu conservateur constitué par les « petits propriétaires » paysans-commerçants et aux salariés petits-bourgeois. Il a vu son implantation sociologique évoluer régulièrement vers des milieux plus à gauche et plus populaires. Il est certain que les actions entreprises, les luttes menées, ont fait prendre conscience à ses militants du vrai visage de l'actuel système social. Ils ont compris peu à peu que le développement économique de la Corse proposé renforçait le colonialisme, se faisait au profit de riches apatrides : affairistes, spéculateurs, accapareurs de terres... sans aucun souci du sort de la communauté humaine corse. Leur patriotisme corse déçu les a amenés à réviser leur opinion sur le

système social, et le capitalisme leur devint du même coup suspect.

Après les événements d'Aléria, l'ensemble du mouvement est conscient de ce que la volonté de survie du peuple corse s'oppose à la volonté ferme de l'Etat capitaliste dont le projet inavoué est d'exploiter les ressources de l'île sans le concours de ses habitants et au besoin contre eux. Autre prise de conscience : l'Etat central français n'est pas neutre ; il défend les intérêts d'une classe et non ceux du peuple corse. L'Etat bourgeois se révèle de plus en plus l'ennemi de la communauté corse, devenant de plus en plus violent et répressif, de peur de voir les revendications révolutionnaires faire tache d'huile et se propager dans les autres minorités nationales françaises.

Tout cela a fait que les conservateurs se sont détachés du mouvement, remplacés au fur et à mesure

par des jeunes paysans activistes, surtout ceux de la plaine orientale, devenus l'élément moteur de la révolte, par des jeunes étudiants, en particulier ceux de la « Consulta » de Nice, par des jeunes travailleurs révolutionnaires. Le départ de l'aile réactionnaire coïncida avec la radicalisation du mouvement.



Fotolib

Dès mars 1975, le programme de l'ARC prévoyait, au cas où l'autonomie serait obtenue, des formes collectives de production — une réforme foncière — une politique fiscale de redistribution des revenus pour aider les jeunes Corses à s'installer, le rachat au prix coûtant des terres gelées par les trusts, etc.

## une radicalisation évidente

Aux analyses sur le colonialisme répondirent surtout ceux qui en pâtissaient le plus : les jeunes condamnés à l'exil (ou à la misère sur leur propre sol) ; d'où les adhésions d'une jeunesse militante se politisant très vite. Le langage devient plus radical. Au congrès d'octobre 1975, Edmond Siméoni déclare :

« Nous engageons la lutte révolutionnaire populaire de libération contre le colonialisme capitaliste, contre les monopoles de l'Etat et son régime. Il faudra sans doute aboutir à une révolution totale. Nous sommes pour une société communautaire autogestionnaire. Nous voulons chasser les gros colons de la côte orientale. »

En huit années de luttes, le mouvement autonomiste avait changé de discours. La lutte entreprise pour mettre fin au colonialisme, pour sauver et libérer un peuple, pour défendre une culture, une langue, une nature, était, dès le départ, une lutte éminemment désintéressée et morale. Toute lutte entreprise sincèrement au nom d'un humanisme et d'une morale ne peut aboutir qu'à s'opposer à un système social injuste et immoral et rejoindre la lutte des socialistes révolutionnaires. Cela est si vrai que, depuis la fin du mois d'août 1975, siégeant côte à côte le Comité antirépression de la Corse, les responsables de l'ARC, puis de l'APC et ceux des organisations socialistes (PPCA, PSU, PS, CFDT).

## la réévaluation nécessaire

Pendant longtemps, les autonomistes furent accusés d'être des fascistes, des irrédentistes, des réactionnaires, des irresponsables, etc. Aujourd'hui, après les événements de l'été 1975, on est mieux placé pour faire le point sur la nature de ce mouvement et la qualité de son action. Les organisations politiques de la gauche doivent réviser leurs jugements et surtout ne plus raisonner en utilisant les vieux schémas du genre : puisque l'APC affirme constamment son apolitisme, c'est qu'elle veut camoufler son caractère conservateur ou fascisant ; sa récupération par les mouvements d'extrême droite ne saurait tarder, etc.

Cette façon de raisonner et d'appréhender la réalité sociale à travers les vieux clichés a desservi, non pas tellement les autonomistes qui ont continué leur chemin sans trop se soucier des procès d'intention, mais plutôt les organisations de la gauche qui ont longtemps mis en œuvre dans l'île des stratégies erronées. Ces organisations n'ont pas vu que la lutte des classes en Corse, comme dans toute « région-nation » colonisée, présentait deux aspects d'inégale importance.

Elles ont accordé une grande attention à l'exploitation qui met aux prises la classe dominante et l'ensemble des salariés sans s'apercevoir que cette exploitation était peu perçue par les travailleurs corses et ne concernait guère les « petits propriétaires » (agriculteurs, commerçants, PME, hôteliers, artisans). En revanche, elles ont négligé complètement l'exploitation nationale pratiquée par la classe dominante (internationale, française et locale) au détriment de toutes les couches popu-

## les formations autonomistes

**ARC : Azione per a rinascita corsa** (Action pour la renaissance de la Corse). Appelé initialement **Action régionaliste corse** ; mouvement fondé en 1967 et issu du **CEDIC (Comité d'études et de défense des intérêts de la Corse)**. Dissout en août 1975. Devenu l'**APC** (Association des patriotes corses).

Recrute ses militants dans toutes les couches sociales du peuple corse, tant dans l'île que dans la « diaspora ». Cette organisation n'a qu'un but : obtenir le statut d'autonomie interne au sein de la République française, seul moyen de survie pour le peuple corse. Son manque d'orientation politique volontairement assumé lui permet de toucher toutes les couches sociales, en particulier les « couches moyennes traditionnelles ». Elle se présente comme une organisation démocratique qui, pour la définition de l'avenir de l'île, tourne ses regards vers les structures communautaires d'autrefois et, parfois, vers les solutions autogestionnaires.

**PPCA : Parti populaire corse autonomiste**, né en 1974, à option socialiste, le PPCA se développe rapidement, constituant un concurrent sérieux pour le PS. Il semble évoluer vers une pratique révolutionnaire, qu'indique sa présence sur tous les terrains de lutte, et par un désir de plus en plus net de donner la parole à la base populaire de la Nation corse.

**PCS : Parti socialiste corse**, né lui aussi en 1974, encore peu implanté dans l'île (mais avec un petit noyau de militants actifs à Paris), a opté pour le socialisme autogestionnaire. Prétend à l'autodétermination du peuple corse, donc à son indépendance éventuelle.

### Mouvements nationalistes clandestins :

Le **FPCL : Fronte paisanu corsu di liberazione** (Front paysan corse de libération) — fondé en 1973 et, quoique non reconnu légalement, dissout en février 1974 —, qui a notamment revendiqué les attentats contre une Caravelle d'Air Inter et contre la sous-préfecture de Bastia en août 1974 — condamnent la colonisation capitaliste française, c'est-à-dire l'Etat et non le peuple français.

Ces deux organisations ne font pas de propositions politiques précises. Les autorités tirent prétexte des tensions créées dans l'île par les attentats perpétrés par ces deux organisations pour renforcer le quadrillage militaire et policier. Ce type d'action est condamné par les partis et syndicats de gauche comme de droite. La CFDT corse et les partis autonomistes, sans approuver ces types d'attentats — donc avec toutes les réserves que cela implique —, considèrent cependant que la responsabilité de cette situation, proprement explosive, incombe entièrement à l'Etat colonialiste français qui l'a créée délibérément.

D'autres organisations pourraient également être citées : le **FNLC** (Front national de libération de la Corse), le **CRC** (Comité révolutionnaire corse). ■

laïques formant le peuple corse, exploitation ressentie fortement par les travailleurs et les « petits propriétaires » cités plus haut, comme le prouvent leurs luttes violentes. Cet aspect de la lutte de classes, résultant de l'exploitation-oppression nationale a pris, en Corse, des formes actives depuis une quinzaine d'années, sans pour autant mettre en avant des mots d'ordre anticapitalistes clairement définis. Le mouvement autonomiste s'est engagé avec force dans ces luttes. On ne dit pas ouvertement que l'on attaque la classe dominante et le système capitaliste. Mais, en fait, ce sont eux qui subissent les contre-coups de ces assauts.

### que vaut-il mieux ?

Ou afficher en paroles une doctrine politique faisant allusion au socialisme, à l'exploitation des travailleurs, à la lutte des classes... pour finalement agir en parfaits sociaux-démocrates ; ou bien, ne pas avoir d'orientation politique affichée verbalement, et mener des luttes par l'action directe sur le terrain. Luttés contre :

- l'Etat central autoritaire, en dénonçant ses méfaits, même si on ne dit pas que cet Etat central est un outil aux mains d'une classe, en réclamant l'autonomie d'une région française, ce qui va contre la politique bourgeoise actuelle ayant plutôt tendance à organiser la dépendance nationale française ;
- le colonialisme intérieur... avec le pillage des ressources, l'exode imposé aux jeunes corses, la destruction de l'économie traditionnelle au profit d'une bourgeoisie apatride, la destruction de la culture, etc ;
- les mécanismes immoraux du système qui profite aux gros colons au détriment des petits paysans, aux grands escrocs de la fraude, aux hommes d'affaires accapareurs de terre, aux monopoles au détriment des petits entrepreneurs et petits commerçants... ;
- le système policier répressif ;
- le système broyeur de peuples et de nations ;
- le système pollueur (« boues rouges ») et destructeur de la nature ;
- les clans... relais locaux du pouvoir central.

Les résultats objectifs de cette lutte anticoloniale paraissent avoir des effets certains sur le fonctionnement de la société capitaliste et mettent en mauvaise position le gouvernement giscardien. Cette lutte contre l'exploitation nationale gêne considérablement la classe dominante bourgeoise et s'inscrit effectivement dans la lutte de classe. La bourgeoisie, d'ailleurs ne s'y trompe pas et par l'intermédiaire de ses organisations politiques (RI, UDR, Parti bonapartiste) combat ouvertement l'autonomisme, poursuit ses militants, dissout ses organisations.

Pour ce qui nous concerne, le choix est clair. Nous mènerons débat et action à la fois. Pour la reconnaissance des droits du peuple corse. Pour que celui-ci lie revendications nationales et socialisme autogestionnaire dans un projet commun.

Antoine MURATI ■

### repères...

**4000 ou 5000 avant J.-C.** : présence dans l'île d'habitants de civilisation néolithique.

**1000 avant J.-C.** : comptoirs commerciaux phéniciens.

**600 avant J.-C.** : apparition des Grecs. Implantation de la vigne.

**163 avant J.-C.** : les Romains contrôlent l'île.

**II<sup>e</sup> siècle après J.-C.** : pénétration du christianisme.

**V<sup>e</sup> siècle** : invasion des Vandales et des Ostrogoths.

**VIII<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècle** : pénétration des Sarrazins chassés en 1014 par les Génois et les Pisans.

**XVII<sup>e</sup> siècle** : forte opposition de la population à la présence génoise.

**1755** : Paoli prend la tête de la révolte corse.

**1768** : Gênes cède l'île au roi Louis XV.

**1769** : naissance de Bonaparte.

**1774** : la révolte du Niolo est réprimée.

**1789** : la Corse est représentée par quatre délégués à l'assemblée constituante.

**1794** : Sir Georges Eliot devient vice-roi de l'île.

**1942-1943** : l'île est occupée successivement par les Italiens et les Allemands. Organisation de la résistance.

**1962** : les premiers rapatriés d'Algérie s'installent.

**1965** : premiers attentats dans le Finmorbo.

**1967** : fondation de l'ARC.

**1968** : table ronde de Corte. Les participants réclament une région corse.

**1973** : grande manifestation contre les « boues rouges » à Bastia.

**1974** : multiplication des attentats.

**1975 (21-22 août)** : événements d'Aléria. Le 27 août l'ARC est dissout.

**1975 (1<sup>er</sup> sept.)** : grève générale dans l'île.

## créer les conditions d'une nouvelle légalité...

En Corse jusqu'à ces derniers temps, toutes les fois qu'un problème spécifiquement insulaire d'intérêt général a remué l'opinion, un Comité

s'est constitué regroupant toujours un grand nombre d'organisations politiques, professionnelles, sociales, culturelles... A l'appel de ce Comité



(cartel d'organisations), la mobilisation populaire à caractère « national » a pu se réaliser dans les meilleures conditions. Cette mobilisation fut souvent facilitée par la popularisation indirecte apportée par la presse locale et par le fait que l'événement de caractère « national corse » provoque toujours dans la population des réactions émotives. Le Comité ayant obtenu satisfaction sur certaines revendications ou son action ayant été désamorcée par le pouvoir, se diluait et disparaissait n'ayant plus sa raison d'être : chaque organisation tenant à reprendre sa liberté d'action. Notons encore les points suivants :

- les comités, malgré le désir de certains à les rendre permanents n'ont pu durer longtemps. Ex. : le CAPCO - le Comité de l'emploi - le Comité anti-répression - le Comité anti-pollution - collectif des Etats généraux, etc. ;

- ces luttes « nationales » furent ponctuelles, déclenchées sur un problème précis ;

- la mobilisation populaire ne fut possible que parce que suscitée ou appuyée par un cartel de nombreuses organisations ;

- le rôle des syndicats socio-professionnels des couches moyennes traditionnelles y fut toujours prépondérant ;

- ces luttes ne prirent jamais une orientation ouvertement anticapitaliste. Au sein de certains comités de lutte, la responsabilité capitaliste était évidemment au milieu du débat, mais n'était jamais exprimée publiquement par prudence en raison de la grande disparité du comité, pour empêcher son éclatement, car en effet si toutes les organisations étaient concernées par le problème lui-même, leurs options politiques présentaient des divergences ;

- les organisations de gauche ne se concertèrent jamais et n'eurent jamais une attitude commune à l'intérieur de ces comités (aucune analyse sérieuse, et aucune exploitation efficace de ces luttes). L'inexistence d'un parti révolutionnaire efficace à la fois socialiste et autonomiste s'est faite cruellement sentir (le P.S.U., jusqu'en 1975, n'a pu jouer ce rôle étant lui-même le théâtre de dissensions intérieures, réglées aujourd'hui, entre le courant autonomiste et le courant anti-autonomie) ;

- les organisations dites « autonomistes » spécifiquement corses (ARC-FRC - PPC - PPCA) y prirent toujours une part très active ;

- généralement de nombreux travailleurs participèrent à ces luttes, car le travailleur corse est plus sensible à l'exploitation-oppression coloniale (évidente) qu'à l'exploitation de classe (insidieuse) ;

- ces luttes, surtout depuis 1973, ont réactivé le sentiment national corse, ont éveillé la conscience nationale et le nationalisme corse ;

- ces mobilisations populaires, non seulement ne firent pas toujours avancer la révolution socialiste, mais encore renforcèrent ;



— le pouvoir des chefs de clans et la bourgeoisie locale, car ne pouvant supprimer ces luttes nationales (qu'ils ne désiraient guère), ils en prirent délibérément la tête pour canaliser ces mouvements vers de légères réformes et aussi pour obtenir de l'Etat un meilleur appui financier profitable à leurs intérêts tant économiques et que politiques ;

— le réformisme: le pouvoir central, ne pouvant faire autrement, y apparaît pour certains, comme compréhensif et disposé à satisfaire peu à peu les revendications insulaires. En quelque sorte, la lutte des révolutionnaires corses a renforcé la position des couches réformistes ;

— l'ARC, puis l'APC, organisations autonomistes, sans orientation politique définie, mais constamment pré-

renaissance fulgurante étonne mais le fait est là qu'il convient de constater. On ne peut ignorer le réveil des minorités nationales et du sentiment national: c'est un phénomène mondial: Irlande, Biafra, Bangla-Desh, Viêt-nam, Cambodge, Peaux rouges, Kurdistan Bretagne, Occitanie, Euzkadi, Catalogne, etc.

Décolonisation — réveil des minorités — lutte des peuples du tiers monde pour leur indépendance: tout cela est à base de nationalisme. Mais il faut bien voir qu'il s'agit d'un

corse et non dans le contexte national « hexagonal ». Que ce soit le problème de l'emploi, du développement économique, de l'exode, de la culture, de l'éducation, des affaires culturelles, des institutions sociales, etc., tous ces problèmes ne peuvent être résolus dans les structures politiques et économiques actuelles. Pour que vive la nation corse, le pouvoir politique corse (c'est-à-dire l'autonomie) est absolument indispensable.

Chacun doit prendre ses responsabilités :

NON. Les dernières élections présidentielles ont révélé que la France n'est pas loin d'un changement certain. Dans une Europe secouée par la crise du capitalisme, le socialisme est à l'ordre du jour.

Comme nous l'avons déjà noté, l'aspiration autonomiste s'inscrit dans l'aspiration autogestionnaire: elles désirent toutes deux que les citoyens puissent être maîtres de leur destin, gérer eux-mêmes leurs affaires, vivre et travailler dans leur propre pays. Toutefois le PSU estime

## la Corse en chiffres

Superficie : 8 700 km<sup>2</sup>.  
Population : 273 478 habitants (500 000 Corses environ vivent soit sur le continent, soit à l'étranger).

Densité : 31 h/km<sup>2</sup>.  
Côtes : 1 000 km.  
Point culminant : Monte Cinto : 2 710 m.

Située à 176 km du département le plus proche du continent (Alpes-Maritimes) et à 85 km des côtes italiennes, l'île, après avoir fait partie intégrante de la région Provence-Côte d'Azur est, depuis 1970, une région à elle seule constituée de deux départements: la Haute-Corse (chef-lieu: Bastia) et la Corse du Sud (chef-lieu: Ajaccio).

Principales villes :  
Bastia : 50 100 h.  
Ajaccio : 42 300 h.  
Porto-Vecchio : 6 000 h.  
Sartène : 5 779 h.  
Levie : 2 950 h.  
Bonifacio : 2 431 h.  
Propriano : 2 102 h.  
Corte : 5 268 h.  
Calvi : 3 087 h.  
L'Île-Rousse : 2 300 h.

sente sur le terrain des luttes, y ont gagné en audience pendant un temps. Un certain flottement se manifeste depuis un an.

## nécessité de l'autonomie

Pour comprendre le véritable sens de toutes ces luttes récentes, souvent d'origine corporatiste ou écologique, il importe de ne plus raisonner uniquement en termes de lutte de classes et d'idéologies. L'intégration du concept de Nation devient nécessaire. La Nation, phénomène social objectif, semble échapper au dépérissement prédit par beaucoup de marxistes ; sa



nouveau courant nationaliste. Alors que l'ancien nationalisme bourgeois essayait par tous les moyens de ne point faire naître la conscience de classe dans le peuple, ce nouveau courant nationaliste, au contraire, utilise les luttes nationales et les luttes de classes de façon complémentaire pour faire triompher le socialisme. Il importe donc de bien distinguer le nouveau nationalisme des travailleurs, du nationalisme traditionnel bourgeois. Celui des travailleurs comporte indissolublement deux aspects: un aspect patriotique (ou nationaliste) prolongement du sentiment national, spontané, naturel et un aspect internationaliste (ou solidarité des travailleurs) issu d'un sentiment humanitaire raisonné, ainsi le nationalisme et l'internationalisme sont les deux faces du patriotisme socialiste.

La nation — être collectif — a le droit à la vie; et il faut bien comprendre que la nation tout comme une simple personne, ne peut vivre et persévérer dans son être que libre de ses initiatives, autonome et responsable dans ses actes. On doit lui donner les moyens de vivre et les moyens d'élaborer elle-même sa propre politique « nationale corse ».

Tous les problèmes corses doivent être placés dans le contexte national

• ou bien on abandonne à son triste sort la nation, on laisse disparaître le peuple corse et pour cela il suffit de laisser faire l'Etat central capitaliste... ;

• ou bien on refuse la disparition du peuple corse — on refuse la destruction de la nation corse et pour cela on lutte pour l'autonomie, seul moyen d'assurer leur survie avec la conviction profonde que le pouvoir central n'a qu'un but: prolonger et renforcer sa domination par tous les moyens.

## la véritable autonomie de la nation corse : l'autonomie par l'autogestion

Un statut d'autonomie susceptible d'assurer la survie du peuple et de la nation corse ne peut être obtenu que dans un système social respectant non seulement les personnes mais encore les groupes, les cultures, les peuples, les nations...

Le système, proposant aujourd'hui la meilleure réponse à toutes ces exigences s'appelle le socialisme autogestionnaire. Est-ce de l'utopie ?

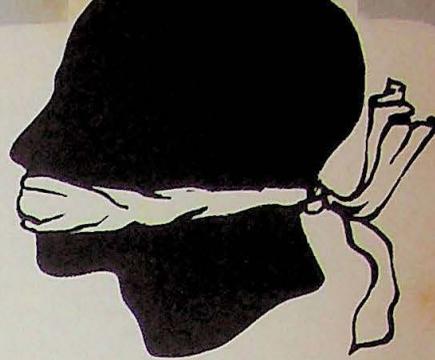
## lingua corsa

Contrairement au breton, au catalan, à l'occitan, au basque, en qui la loi Deixonne (1) du 11 janvier 1951 reconnaît des « langues régionales », le corse restera longtemps — jusqu'en 1974 — considéré comme une « langue allogène », c'est-à-dire comme une variété de langue étrangère (comme un dialecte dans le cas précis).

En réaction à cette injustice — le Corse en aucun cas ne pouvait être identifié à un italien dialectal — des initiatives privées (création en 1962 de l'association Lingua corsa, puis de l'association Scola Corsa en 1972) favorisèrent l'étude de la langue nationale.

Aujourd'hui le corse est enseigné dans presque tous les établissements du premier cycle (CEG et CES) de l'île ainsi que dans les six lycées que compte cette dernière.

(1) La loi Deixonne doit son nom au député du même nom, élu SFIO à l'Assemblée nationale de 1946 à 1958. A noter que cette loi ne devient effective qu'à partir de 1966, année des premiers décrets d'application.



qu'il ne faut pas remplacer le centralisme parisien par un centralisme ajaccien. L'autonomie pour laquelle il se bat n'est pas celle qui remettrait le Pouvoir corse aux mains des élus claniques, ni aux mains de la bourgeoisie locale et des notables; elle est celle qui donnerait le pouvoir au peuple corse, c'est-à-dire l'autonomie par l'autogestion.

L'autogestion de la vie sociale résout le problème du pouvoir par la décentralisation la plus extrême: le pouvoir n'est ni à Paris ni à Ajaccio, il est dans les communes et les entreprises, partagé entre tous, les travailleurs corses: les citoyens gèrent eux-mêmes leurs propres affaires et ne chargent pas des «spécialistes» de la politique de le faire à leur place. Dans les entreprises, les collectifs d'usagers, les communes, les villes... les citoyens responsables en permanence de leur destin décident eux-mêmes de leur avenir. Pour tous les problèmes de la vie sociale, les citoyens travailleurs se réunissent en assemblée générale, s'informent,

réfléchissent, discutent, décident... Les citoyens doivent retrouver leur droit à gérer eux-mêmes leurs propres affaires.

Cela n'est pas nouveau en Corse: autrefois, avant l'annexion, dans les communautés montagnardes, à chaque grande occasion de la vie collective, une assemblée générale des chefs de famille (*vedute...*) se réunissait dans l'Eglise qui servait alors, de lieu de rencontre et très démocratiquement résolvait les problèmes de la collectivité. Cette société communautaire de jadis revivra dans le socialisme autogestionnaire de demain où la responsabilité sera élargie à tous les membres de la communauté, hommes, femmes, enfants, travailleurs, retraités, etc.

Le peuple corse semble vouloir retrouver son ancienne pratique: depuis quelque temps il refuse les décisions des pouvoirs officiels pour proposer et imposer ses propres solutions; il refuse la légalité du pouvoir bourgeois pour lui substituer la sienne. ■

l'influence culturelle correspondante, le PSU pense que l'avenir de la Corse est dans le bilinguisme et dans une culture issue de la vie sociale autogestionnaire intégrant harmonieusement les acquis librement acceptés de la culture corse et de la culture française.

### nous connaissons les dangers

Le PSU affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il est partisan d'une structure politique socialiste plurinationale dans laquelle chaque nation libérée aura sa vie propre, sa propre personnalité juridique afin de pouvoir exprimer et affirmer son originalité. Cette orientation «nationaliste» et internationaliste n'a pas été prise à la légère; elle résulte de discussions engagées à l'intérieur du Parti depuis 1972 (colloque de Narbonne). L'orientation nettement autonomiste a été adoptée au dernier congrès du 6 avril 1975; mais, dans les faits (surtout depuis 1974), les interventions du PSU se situaient dans cette ligne.

Le PSU corse mène une double lutte pour:

- la libération des travailleurs insulaires;
- la libération et la survie du peuple corse.

Pour ce faire, il est à la fois internationaliste et nationaliste.

Certes, nous connaissons les principales critiques que l'on peut faire à une pareille orientation:

- danger d'appuyer un «front national» où risquent de se mêler les éléments les plus divers, en particulier l'extrême droite fascisante utilisant ces luttes pour imposer des idées réactionnaires;

- danger de ne pas aboutir à la lutte des classes en ne partant pas d'actions déclenchées par les travailleurs eux-mêmes.

Lorsqu'on observe attentivement la réalité sociale corse, on s'aperçoit que:

- le mouvement ouvrier insulaire n'existant pratiquement pas, ne peut déclencher lui-même des actions;

- les seules luttes réelles sont celles du peuple corse formé par les salariés, les étudiants, les lycéens et les petits propriétaires, et ne comprend aucun courant d'extrême droite, ni bourgeoisie locale, laquelle, intégrée au système, non seulement ne participe pas à ces luttes, mais s'y oppose;

- dans le «front patriotique» (ou autonomiste) que nous préconisons, toutes les organisations sont socialistes, sauf l'APC, que nous avons présentée, par ailleurs, comme une organisation sans orientation politique comportant une gauche et une droite modérée et libérale mais où l'on préconise des structures de production communautaires pour la Corse de demain;

- dans la crise mondiale qui est non seulement une crise économique

voulue par le capitalisme, mais partant et surtout une crise de société, la Corse sous-développée a une chance à ne pas manquer d'inscrire son développement dans un cadre qui sera vraisemblablement celui vers lequel devra revenir l'humanité tout entière sous peine de catastrophe.

Les luttes futures tendant à prendre un caractère de plus en plus nationaliste, il est nécessaire que les organisations socialistes réclamant l'autonomie de la nation corse, forment un front socialiste et adoptent une attitude commune dans ces luttes nationales afin de les faire déboucher sur la contestation du pouvoir capitaliste et les solutions de type socialiste. La faiblesse des organisations socialistes corses rend absolument nécessaire leur alliance dans un contexte social où dominent les couches moyennes traditionnelles. L'attitude des socialistes à l'égard des petits propriétaires formant les couches moyennes (paysans, commerçants, artisans, petits entrepreneurs) constitue un problème délicat qu'il importe d'aborder et de résoudre au plus tôt, d'autant plus que ces couches sont *les seules* à entreprendre des luttes violentes. Si nous considérons que les salariés, les petits propriétaires et les étudiants subissent objectivement la même exploitation coloniale et monopolistique, il est logique qu'ils combattent ensemble contre le pouvoir central... outil aux mains de la classe dominante... Certes ces couches moyennes, dont une grande partie accepte l'idée autonomiste ne voient pas très bien l'intérêt qu'elles auraient à se détacher du système capitaliste et même souvent elles pensent le contraire.

### l'unité des organisations socialistes est urgente...

Seule la lutte nationale d'intérêt général, comprenant les petits propriétaires et où les forces socialistes unies, cohérentes, dynamiques apporteront des solutions claires et précises, pourra ébranler la «tendance sociologique naturelle» de ces couches traditionnelles et les détacher, du moins en grande partie, du système capitaliste.

Si les organisations socialistes n'y prennent garde, une autre force non socialiste peut entraîner ces petits propriétaires dans des combats uniquement corporatistes incontrôlés pouvant s'orienter vers le conservatisme le plus étroit où le nationalisme traditionnel bourgeois pourrait supplanter le nationalisme des travailleurs.

Il est urgent pour le PSU corse de regrouper tous les travailleurs conscients et politisés formant le courant révolutionnaire autogestionnaire qui pour le moment demeurent isolés, éparpillés, découragés, sans perspective politique. Par ce regroupement dans ou autour du PSU, ils pourront former une force politique cohérente capable d'appuyer efficacement, dans tous les milieux et organisations, les luttes d'intérêt général et les luttes écologiques... celles qui sont les plus révolutionnaires. ■

## PSU corse nos propres responsabilités...

**Le PSU corse s'engage avec détermination dans la lutte pour la survie de la nation corse. Pour cela, non seulement il doit participer à l'éveil de la conscience nationale corse, mais encore, si possible, faire en sorte que se déclenchent d'autres luttes nationales d'autant plus qu'elles recèlent de grandes potentialités révolutionnaires et, qu'en l'état actuel des choses, elles seules sont capables de faire bouger le peuple corse.**

Le PSU corse affirme que l'aspiration autonomiste s'inscrit dans le cadre de l'aspiration autogestionnaire; elles luttent en effet contre les mêmes ennemis (Etat centraliste autoritaire bourgeois et clans) et désirent pour le peuple la maîtrise de son destin (l'idée autonomiste est révolutionnaire). L'idéologie de l'autonomie socialiste autogestionnaire jointe à l'énergie affective de la nation

donnera au peuple corse la volonté, la force, l'audace pour imposer dans l'île un socialisme humain, une culture authentique, un art de vivre original issu de la vie sociale autogestionnaire de toute la communauté vivant dans l'île, sans se référer à un modèle étranger, sans recevoir de directives de l'extérieur.

Compte tenu des liens noués avec le peuple français depuis deux siècles, de



FotoLib

## le procès de la cour de sûreté

Du 10 au 15 septembre, trois militants bretons, de FLB-ARB, Pierre Loquet, Dominique Crochard et Gérard Coriton, sont passés en jugement devant la Cour de sûreté de l'Etat. Ils étaient inculpés à la suite d'un attentat à l'explosif, contre la direction de l'agriculture de Nantes.

A l'occasion du procès, la défense avait demandé au PSU de venir témoigner. Voici les passages principaux de l'intervention de Pascal Gollet, membre du Secrétariat national.

**Pascal Gollet :** Si le PSU est ici aujourd'hui, c'est parce qu'il a toujours dénoncé la Cour de sûreté de l'Etat et parce qu'il a toujours lutté contre l'oppression dont les minorités nationales sont victimes. Nous récusons la Cour de sûreté de l'Etat...

**Le président :** Mais pas au point de ne pas y témoigner...

**Henri Leclerc :** C'est une contradiction...

**P.G. :** Nous la récusons parce que c'est une juridiction d'exception. Elle ne respecte pas la règle du double degré de juridiction : ses décisions sont sans appel. Elle n'est qu'un super-TPFA (Tribunal Permanent des Forces Armées). C'est un TPFA applicable aux civils en temps de paix. Elle n'a pas de jury, et est composée de juges aux ordres, nommés pour deux ans par le gouvernement sur simple avis du Conseil supérieur de la magistrature. La garde à vue y est de six jours, les perquisitions de nuit y sont autorisées. En un mot, elle fonctionne selon des principes contraires à la Convention européenne des droits de l'homme, que la France a pourtant ratifiée, sauf, il est vrai, les articles concernant les recours individuels. Le gouvernement est seul maître de la procédure : c'est le ministre de la Justice qui la déclenche, c'est le Conseil des ministres qui met en accusation. Elle ne peut donc pas être utilisée contre les complots du gouvernement. La Cour de sûreté de l'Etat est en réalité la Cour de sûreté du gouvernement.

*(Violente interruption de Dowling Carter, avocat général.)*

C'est une machine antidémocratique qui peut être utilisée contre la Constitution elle-même. Il suffit de rappeler l'affaire des soldats où plus de 50 militants syndicalistes et politiques sont inculpés pour s'être battus pour le droit syndical pourtant garanti par le préambule de la Constitution. Le gouvernement multiplie son utilisation pour faire face aux luttes populaires, en particulier en Corse et en Bretagne.

Messieurs les juges, vous allez avoir du travail dans les mois à venir. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont affirmé au juge Gallut qu'ils avaient commis les mêmes actions que les inculpés pour l'affaire des soldats. S'il y a procès, y aura-t-il des dizaines de milliers d'inculpés ?

Si l'humour est permis dans cette enceinte, le PSU, dans sa lutte contre le chômage, souhaite toutefois voir un chômage se développer, celui des juges de la Cour de sûreté de l'Etat...

**Le Président :** Si le PSU est un jour au pouvoir, que fera-t-il contre ceux qui attaqueront le gouvernement en recourant à la violence ?

**P.G. :** Il est essentiel que les droits démocratiques de la défense soit garantis et c'est pour cela que nous

luttons pour la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat...

En second lieu, je tiens à dire que les accusés sont ailleurs ; nous accusons Giscard d'Estaing, Poniatoski, vous-mêmes, Messieurs les juges, par la position institutionnelle que vous occupez, de crimes et de violences contre le peuple breton.

Cette oppression est complètement exprimée par une photo du Joint-Français où un ouvrier en pleurs tenait un CRS ou un gendarme en armes par le collet. Il avait reconnu son frère. Ce dernier, ne pouvant sans doute plus vivre en Bretagne, avait choisi la police et la sécurité.

**Le président :** Savez-vous qu'un des gendarmes tués dans le Midi s'appelait Siméoni. C'est cela la sécurité ?

**P.G. :** Chacun choisit son camp... Le PSU, dans son histoire, a toujours soutenu les peuples dans leur lutte contre l'oppression. Sa genèse se confond avec la lutte du peuple algérien à une époque où le chauvinisme régnait dans le mouvement ouvrier. En 1963, à la lumière des luttes paysannes de Bretagne (1962) et des luttes des mineurs de Decazeville, il met en évidence le colonialisme intérieur et lance le mot d'ordre « décolonisez la province », qui, sans doute, ne prenait pas l'entière dimen-

sion du problème, mais constituait une avancée pour le mouvement ouvrier.

Avec la perte de son empire, le capitalisme français s'est largement développé par une surexploitation des régions périphériques : pillage des ressources naturelles, que la lutte récente des travailleurs de la SNPA de Lacq a mis en évidence. Les profits tirés du gaz n'ont jamais été réinvestis sur place et les travailleurs savent que demain ils n'auront plus d'emploi ; destruction massive de la paysannerie ; 2,5 millions de paysans ont dû quitter la terre pour devenir les ouvriers des trusts, les autres sont devenus la main-d'œuvre bon marché et à domicile des industries agro-alimentaires ; pillage de l'épargne locale et à ce point de vue, le Crédit agricole a été une gigantesque pompe pour financer les industries et l'urbanisation ; liquidation des industries autonomes locales et intégration aux trusts ; mise en coupe réglée des terres, de l'air et de l'eau. Ces régions ont une « vocation touristique » paraît-il. Alors, bien sûr, il faut garder quelques « indigènes » pour le folklore et le plus grand profit des promoteurs et profiteurs du tourisme ; il faudrait ajouter la suppression des lignes de chemin de fer, des écoles, des postes, etc.

Voilà tous les crimes perpétrés et la violence exercée contre les minorités nationales : Bretons, Basques, Catalans, Occitans, Corses, Alsaciens, etc.

Le PSU soutient le droit à la libre expression culturelle et politique des minorités nationales. Il se bat pour le droit de vivre au pays, il est solidaire des luttes ouvrières et paysannes (Joint-Français, grève du lait, Larzac, Corse, viticulture, etc.) contre l'Etat centralisateur.

Je tiens à souligner l'apport des luttes des minorités nationales dans la prise de conscience de la nécessité de l'autogestion socialiste. Notre Parti, d'ailleurs, a pris en compte les luttes des minorités dans ses propres structures : nous n'avons plus de structures départementales en Bretagne, mais une fédération bretonne.

En conclusion, j'aimerais citer un poète, Jacques Bertin, qui, dans une de ses chansons, dit :

*Ne parlez pas de pays inconnus  
ne parlez pas de vivre une autre vie  
ne vous hissez pas sur vos jambes  
pour voir un autre monde  
parlez de la douleur de ce pays amer  
où les corbeaux surveillent la  
semence  
et retenez votre épouvante...*

Nous savons qui sont les corbeaux, nous savons quelle est la semence. Et si nous pouvons retenir notre épouvante, c'est grâce aussi aux trois accusés. Ils montrent que, face à la multiplication des corbeaux, il y a des dizaines de milliers de gens qui ne l'acceptent pas et qui se battent pour un autre avenir...

**NB :** Pierre Loquet, Dominique Crochard et Gérard Coriton ont été condamnés à trois ans de prison, dont vingt-six mois avec sursis pour le premier et vingt-huit mois pour les deux autres. Vieil artifice pour couvrir la détention préventive. ■

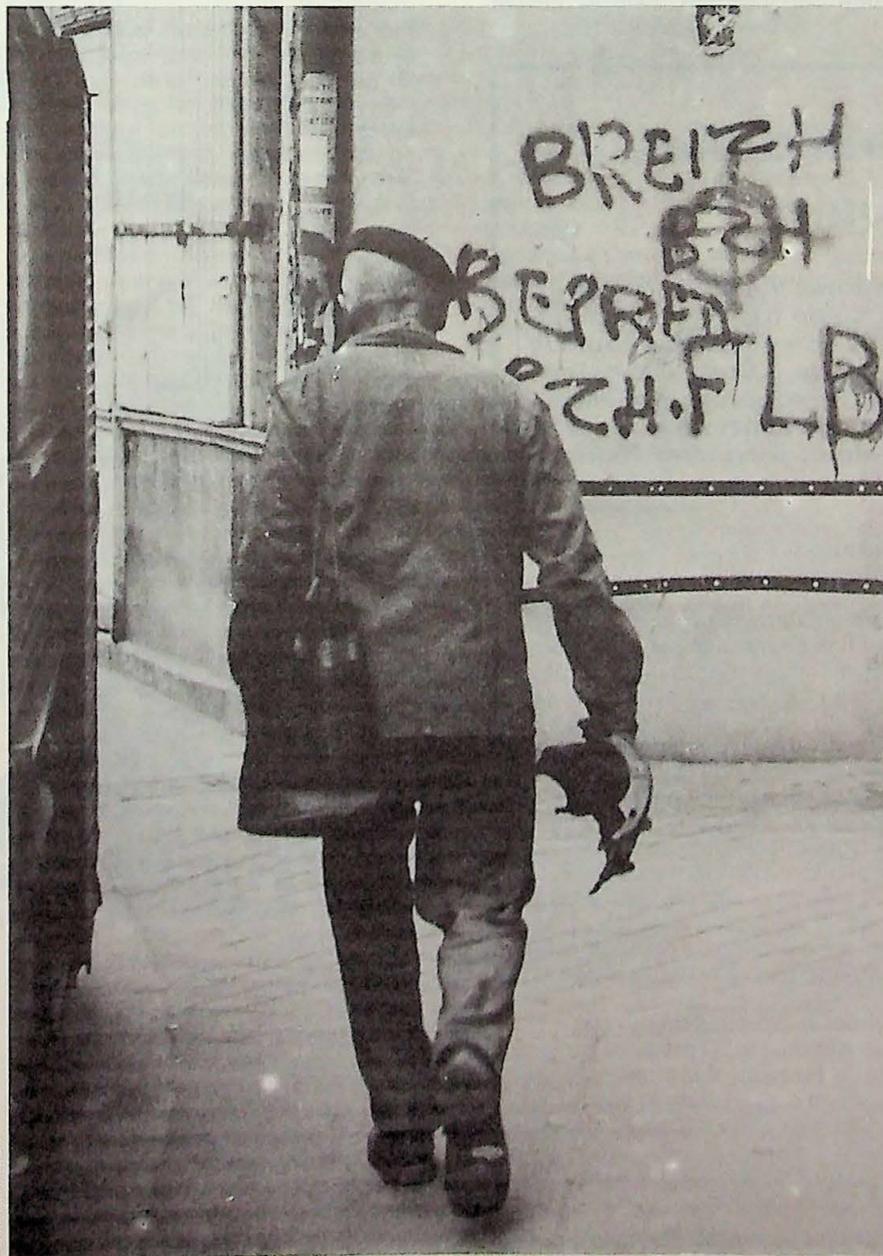


photo Collombert

# chronique des flagrants délits

Il y a les grands procès d'assises ou en correctionnelle. Il en est d'autres dont on ne parle presque jamais. Ceux-là relèvent de la banale chronique des flagrants délits jugés à Paris par la 23<sup>e</sup> Chambre du tribunal correctionnel. Les principaux pourvoyeurs des audiences de cette juridiction spécialisée sont le métro, les grandes surfaces, les magasins comme « Tati », des restaurants également.

Christian Hennion suit depuis des mois, jour après jour, pour *Libération* (1), le fonctionnement de cette 23<sup>e</sup> Chambre qui voit défiler des prévenus généralement jeunes, chômeurs, très souvent immigrés.

Imaginez une salle du Palais de Justice, trois messieurs drapés de noir assis sur une estrade (les juges : le président et ses deux assesseurs), un autre monsieur marqué de rouge et debout (le procureur de la République ou son substitut), un banc où se pressent pêle-mêle marginaux, pauvres hères et drôles de diables, encadrés par des gardes et livrés aux

regards d'un parterre de petits retraités venus là comme au spectacle, le *Parisien Libéré* sous le bras.

L'avocat, quand il est là, connaît le dossier de son client depuis quelques minutes. Débutant généralement dans la profession, il plaide comme il peut, espérant la clémence du Tribunal. Il arrive (très souvent) qu'il ne soit pas là. Cela ne change guère le cours des choses, je veux dire le sort des prévenus. Mais sont-ils autre chose que de simples choses ? Arrêtés par la police à l'occasion d'une rafle ou d'une dénonciation, déferés devant

Parquet au plus tard 48 heures après leur arrestation, ils comparaissent immédiatement après, devant le tribunal des flagrants délits, garant d'une justice rapide, pour ne pas dire expéditive. L'examen d'une affaire dure en moyenne entre cinq et quinze minutes. Le temps pour le président d'énumérer les faits rassemblés « en toute impartialité », cela va sans dire, par la police judiciaire, de rappeler s'il y a lieu le passé pénal du prévenu, d'entendre le procureur demander l'« application de la loi » puis l'avocat débiter des salades larmoyantes et de prononcer le verdict après quelques secondes de délibéré.

La chronique de Christian Hennion, c'est le compte-rendu de quatre-vingts audiences de ce Tribunal et plus de cent cinquante personnes mises à nu, jugées et « soignées » par la Justice. Un compte-rendu non exhaustif : en huit mois, la 23<sup>e</sup> Chambre correctionnelle de Paris a offert quatre mille journées de prison ferme à six mille prévenus. A ces villé-

pour un homme surpris par un gendarme en train de « livrer à des exercices solitaires » dans un lieu désert mais public. Commentaire d'un magistrat de la Cour de Cassation au sujet de cette affaire : « ils n'y sont pas allés de main morte » (sic !).

Autre exemple : quinze jours de prison avec sursis et cinquante francs d'amende pour un tunisien coupable d'avoir été roué de coups puis brûlé à la cigarette dans un car de police avant de recevoir en prime un récipient d'eau bouillante en plein visage, qui l'a horriblement défiguré ! Commentaire du Procureur : « ...quand on déclenche les violences, il ne faut pas s'étonner des réponses qui y sont données » (resic !).

Un livre glacé, sans larmes, ni fioritures. Un livre accablant qui ne réclame qu'une seule chose : la justice. C'est-à-dire l'abolition de cette juridiction.

Le moins est d'y souscrire. Il faut que le silence cesse. Le mieux est de suivre les débats de la 23<sup>e</sup> Chambre.

## Amnesty International à Strasbourg

Le IX<sup>e</sup> Congrès d'Amnesty International vient de se tenir au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Là où trois de nos camarades ont été inculpés pour tentative de démoralisation de l'armée devant la Cour de Sûreté de l'Etat. Rappelons qu'Amnesty International a critiqué le recours du gouvernement à cette juridiction d'exception. En son nom et en celui d'Armand Jung et de Jacques Talpin, Raymond Murer a remis au professeur Kastler la lettre suivante :

Messieurs les Délégués  
du IX<sup>e</sup> Conseil d'Amnesty International.

Au nom des trois militants syndicaux et politiques strasbourgeois, inculpés en décembre 1975 d'entreprise de démoralisation de l'armée par la Cour de Sûreté de l'Etat, j'ai le plaisir d'adresser aux membres d'Amnesty International, réunis en Conseil à Strasbourg, nos salutations de bienvenue, et de leur manifester notre estime pour leur action.

Nous voudrions saisir cette occasion pour vous témoigner combien nous avons apprécié vos prises de position et votre action auprès de l'opinion publique, lorsque la répression s'est abattue sur nous. Force nous est malheureusement de constater que nous restons toujours inculpés, et soumis à un éventuel jugement par un tribunal d'exception, partial et tributaire de l'exécutif, alors qu'il est à présent reconnu publiquement que seul un délit d'opinion peut être retenu contre nous. Les tribunaux d'exception restent d'ailleurs plus actifs que jamais en France, où la répression s'accroît, dans les unités militaires notamment, à l'encontre de tous ceux qui revendiquent les plus élémentaires droits démocratiques d'information, d'association et d'expression.

D'autre part, le pouvoir continue de réprimer impitoyablement ceux qui expriment les revendications des minorités nationales. C'est ainsi qu'en Corse, sous le couvert de la loi « anti-casseurs », on arrête des manifestants — dont notre camarade Murati — en amalgamant des revendications pacifiques avec des actes de terrorisme dont le caractère provocateur est évident.

Tout en vous renouvelant notre confiance, et en vous assurant nos encouragements, nous vous exprimons notre sympathie militante.



giatures il faut ajouter les peines assorties de sursis, les mises à l'épreuve. Sur six mille prévenus, trente relaxés en tout et pour tout, soit 0,5% du total. Les autres sont envoyés dans les « trois étoiles » de l'Administration pénitentiaire pour « vagabondage », « grivèlerie », vols de troisième zone, infraction à interdiction de séjour, outrages à la pudeur et violences à agents. Exemple : trois mois de prison ferme

Le spectacle est gratuit, les bons mots du Président et l'humour du Procureur garantis. Ça se passe au Palais de justice, 2 et 4 boulevard du Palais, à Paris.

Michel ETIENNE ■

(1) Christian Hennion, *Chronique des flagrants délits, Paris, Stocks, 1976, 30 F.*

# les exclus de l'intérieur

## les femmes et le pouvoir

« On parle beaucoup, ici et là, de la stagnation, voire du recul du mouvement des femmes. Il me semble à moi qu'il avance, mais son avance n'est pas spectaculaire, donc non mesurable. » En écrivant ces lignes, Evelyne Le Garrec (1) situe le mouvement des femmes non à travers telle ou telle manifestation parisienne, mais dans l'avancée des groupes, encore très informels, qui, en France, se retrouvent dans les quartiers des villes, dans les campagnes. Elle montre que ces groupes naissent souvent à partir des luttes sociales où les femmes découvrent, en même temps que la solidarité de classe, une autre solidarité contre les diverses formes d'oppression qu'elles subissent.

Choisir de privilégier dans l'analyse du mouvement des femmes la réflexion des travailleuses de Lip et les efforts de coordination des agricultrices du Lot-et-Garonne par rapport aux activités de manifestation publique et d'édition que montent d'ordinaire en épingle les mass-média est un choix politique qui nous paraît juste et qui est lié à la thèse que défend Evelyne Le Garrec. Pour elle, la lutte des femmes ne vise pas à faire « arriver » certaines d'entre-elles à la notoriété et au pouvoir des hommes ; mais à permettre à toutes de retrouver — ou de trouver — leur droit à s'exprimer, à exister, à n'être plus exploitées ou opprimées. Et par là à lutter contre les formes les plus enracinées du Pouvoir (d'autres diraient en termes plus classiques, de l'exploitation de l'homme par l'homme) : la division du travail, la hiérarchie, dans la production sans doute, mais aussi dans la vie quotidienne, dans la famille, et, pourquoi les oublier, dans les organisations mêmes de la classe ouvrière.

### élogieux et suspect

Ainsi les femmes ne contestent-elles pas seulement les pouvoirs injustement détenus par les hommes : pouvoir de définir l'avenir des femmes (la formation les « modèles ») pouvoir sur leur corps (le viol, la publicité...) pouvoir sur leurs choix économiques (sous-emploi, sous-qualification), mais elles annoncent un retournement radical concernant le problème du pouvoir. Il ne s'agit pas de se transformer en « femmes à la barre » mais de refuser tout détournement du pouvoir des uns au profit des autres. « Toute la lutte des femmes est une bataille contre le Pouvoir, quelle que soit la forme qu'il prenne : pouvoir de l'homme sur la femme dans le couple, du patron et des chefs sur les travailleurs dans l'entreprise, des leaders sur les militants de base et sur les militantes dans les organisations politiques et syndicales » écrit Evelyne (p. 157). Cette affirmation-là a du mal à

passer. Paul Noirot, rédacteur en chef de *Politique Hebdo* - où Evelyne Le Garrec est journaliste - a tenu lui-même à faire l'éloge des *Messagères* dans son hebdomadaire (2). Mais c'est pour contester l'affirmation centrale du livre selon laquelle les femmes sont porteuses d'une aspiration à détruire tous les pouvoirs. Paul Noirot ne croit pas « que toute la lutte des femmes est une bataille contre le pouvoir... Une lutte contre la hiérarchie et la division du travail, fondements de ce pouvoir ». Sans doute veut-il être compréhensif. Il reconnaît que les femmes, « si longtemps isolées au foyer, soumises aux valeurs d'un monde dominé par l'homme aient besoin de se regrouper entre-elles. Encore leur conseillait-il aussitôt d'en finir vite avec cette phase : ce n'est que « parfois » et

« temporairement » qu'elles doivent « s'isoler ». Mais surtout, il tourne très vite en dérision ce que pourrait être la lutte des femmes contre le pouvoir. En écrivant que « l'Homme et la Femme » ne sont pas des « entités abstraites » il laisse à penser que le livre d'E. Le Garrec les considère ainsi. Il lui est facile alors d'ajouter, en bon conseiller masculin, que ce sont « les rapports sociaux et interpersonnels » qu'il faut changer. Et d'ajouter — car les femmes sont toujours suspectes d'oublier les vérités premières — que « cette lutte ne saurait se développer avec efficacité de manière totalement indépendante de la lutte sociale que mènent actuellement hommes et femmes au travail ». Ici on reste coi.

Ou bien P. Noirot n'a pas relu dans le livre d'E. Le Garrec les reportages que la journaliste de *P.H.* a consacrés aux femmes de Lip, aux agricultrices du Lot-et-Garonne etc. ; on lui pardonnera alors d'avoir oublié que les « luttes de femmes » dont parle Evelyne dans son livre sont toutes liées à une lutte sociale d'ensemble : celle de Lip, celle du Larzac, celle des paysans-travailleurs, etc. Car il se trouve justement qu'à aucun moment Evelyne Le Garrec ne parle de luttes féministes qui partiraient d'une réflexion abstraite de quelque groupe d'avant-garde.

### même cette vie dite « privée »

Ou bien découvrir la dimension de remise en question du Pouvoir à travers les luttes, ce serait, selon Noirot, « évacuer peu à peu, en faits, la politique ». Faut-il entendre là que la politique n'est et ne peut être qu'une pour le pouvoir ? Mais ce pouvoir pour qui ? Vouloir le pouvoir pour les travailleurs cela veut dire, pour nous,

refuser à quiconque, fusse dans la pratique quotidienne de la vie dite « privée », le pouvoir discrétionnaire d'individus sur les autres.

Alors le contre-sens de Paul Noirot nous paraît grave ; dire comme le fait E. Le Garrec que la lutte des femmes est une bataille contre le Pouvoir ne peut signifier que cette lutte est a-politique. Cela signifie, au contraire, que l'objectif final n'est ni dans le triomphe d'un parti, ni dans une participation à un gouvernement, mais dans une transformation radicale des rapports sociaux où soit remise en cause et la hiérarchie gouvernants-gouvernés, et la division du travail sous toutes ses formes, et le rapport de domination homme-femme.

« La lutte des classes, si elle n'englobe pas réellement et totalement la lutte des femmes contre leur propre oppression, avec ce que cela comporte, ne détruira pas le système de classes et ne parviendra qu'à en reconstituer un autre puisqu'on ne se sera pas attaqué à la racine du mal qui plonge bien au-delà du capitalisme industriel. Le premier pouvoir fut celui exercé par l'homme sur la femme, et il sera sans doute le dernier à subsister. Il est illusoire d'attaquer les autres si on laisse celui-ci intact dans la famille et dans les organisations syndicales et politiques » (p. 178).

Nous pensons que la réflexion sur la révolution et l'autogestion doit passer par ce chemin-là.

Huguette BOUCHARDEAU ■

(1) E. Le Garrec, *Les Messagères*, Paris, éd. des femmes, 1976, 12 F. En vente : librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

(2) Du 3 au 13 juillet 1976, p. 29.

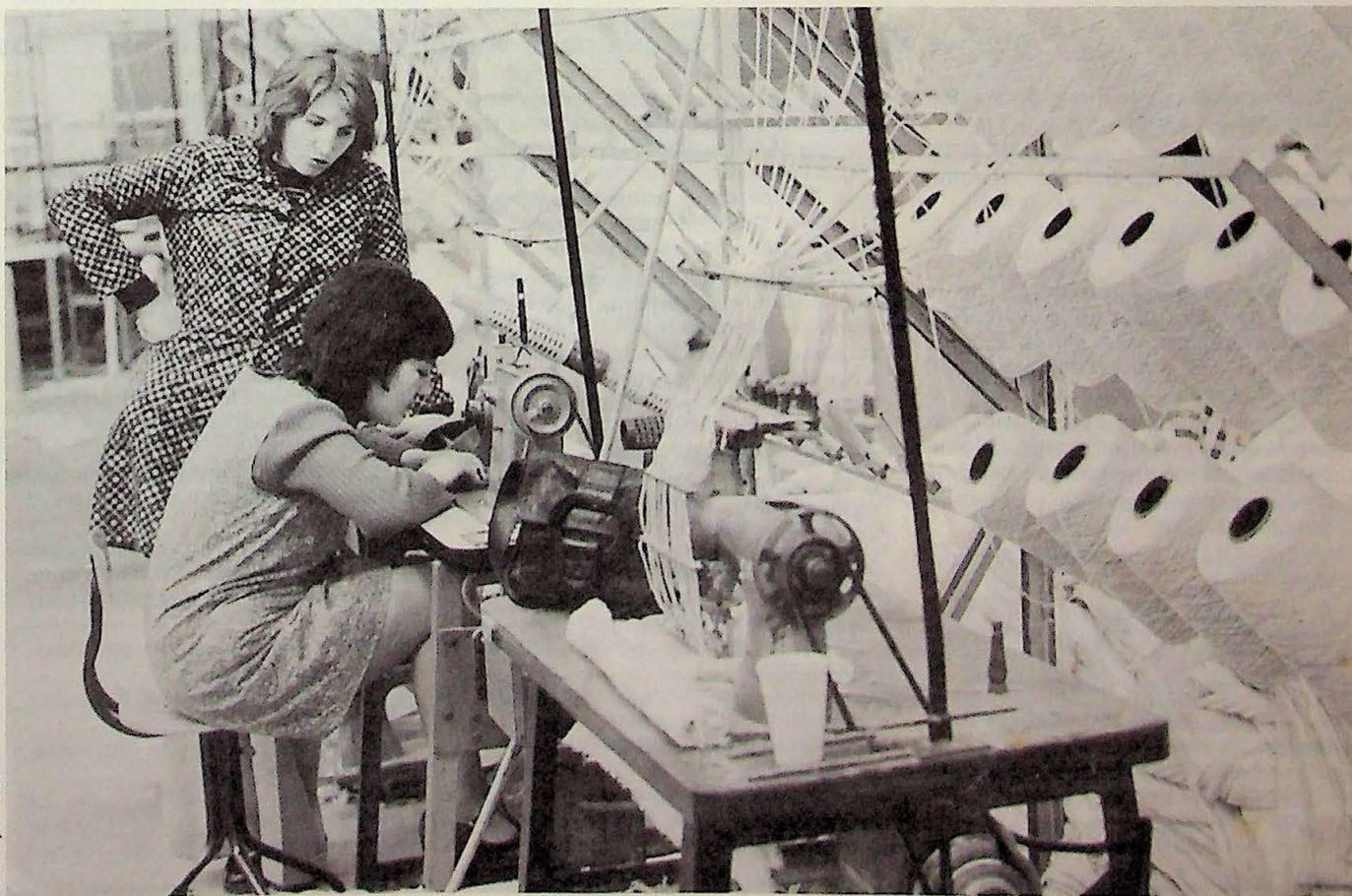


photo Adja-Weiss

# garde à vous-mêmes

## chronique des casernes

A la fin de leur service plusieurs dizaines d'appelés du 402<sup>e</sup> RA (contingent 75/08) se sont réunis pour tirer ensemble un bilan de leur année « sous les drapeaux ».

Ce document, transmis à TS, est intéressant à plus d'un titre. D'abord parce qu'il synthétise la vision qu'ont eu de nombreux soldats d'horizons différents de leur vie commune ; ensuite parce que leur récit transmet cette expérience, non dans un souci propagandiste, mais pour mieux faire connaître une réalité vécue par des centaines de milliers de jeunes débarqués dans cet univers étrange — voire étranger —, hostile souvent, que sont les casernes. Enfin parce que de cette expérience, ces soldats, qui n'ont pas formé de comité, tirent des conclusions qui rejoignent celles des appelés organisés à l'intérieur de leurs unités. L'intérêt de ce document a amené TS à le publier en feuilleton en espérant que cela donnera l'idée à d'autres groupes — militants ou non — de proposer, eux aussi, le récit de leur expérience. Qu'on se le dise !

Dans l'armée française, on réunit toujours les appelés d'un contingent à la fin de leur service, en présence d'un général qui dresse avec eux le bilan de leur année sous les drapeaux. C'est la « visite de libération » ; entrevue purement formelle entre un officier qui trouve réponse à tout et des « libérables » dont la seule préoccupation est le retour proche à la vie civile. Ils en repartent avec les paroles lénifiantes et la bénédiction d'un vieux militaire qui a essayé de les faire adhérer une dernière fois à une vision du monde commune, tout en ignorant superbement leurs problèmes et leurs aspirations. On doit y contrôler aussi la « formation militaire et humaine

reçue », mais c'est en fait la dernière occasion d'être tondus et passés en revue avec hargne par les petits chefs. Quant à la « formation militaire » et surtout « humaine », parlons-en, parlons-en même librement.

Car aujourd'hui nous sommes libérés, donc libres, en tant que citoyens, de prendre la parole pour exprimer ce que nous avons ressenti sans le dire pendant douze mois de notre vie. Le bilan que nous proposons est nécessairement succinct ; la place manque pour tout dire, et, de plus, nous étions loin d'avoir les mêmes idées. Certains engagés politiquement ou syndicalement, d'autres à la recherche d'une vérité personnelle,



Photo Pierre Le Gall, l'armée au quotidien, FEDEROP, 1975.

nous avons pourtant trouvé un accord complet sur un constat pratique, en quelque sorte dénominateur commun de nos réflexions, accord d'autant plus ferme qu'il s'est fait après six ou huit mois d'expériences individuelles. Ce n'est plus là unanimité de « bleus » pour dénoncer avec passion des règlements désuets ou la bêtise d'un adjudant-Ubu ; il ne faut pas non plus y chercher l'assurance d'« anciens » (combattants ?) ayant tout vu, tout subi et tout compris.

C'est ce que nous avons retenu, nous, soldats ordinaires dans un régiment ordinaire, ni baigne ni colonie de vacances. Soldats ordinaires, « bons » soldats même, ayant toujours fait le minimum pour échapper aux punitions (pourtant difficilement évitables en douze mois) ; c'est pourquoi nous voulons jeter le masque. Comme beaucoup d'autres de la majorité amorphe des casernes, nous nous sommes contenus une année durant, sans jamais être dupes, du moins sans jamais le vouloir. Peut-on mesurer de l'extérieur ce que représente pour des adultes de dix-neuf à vingt-cinq ans, responsables ou désireux de l'être, de garder si longtemps le silence et de jouer la comédie ? Quelle tension

insupportable que vivre en laissant son identité réelle à la grille d'entrée et en portant avec l'uniforme le masque de la soumission ! D'autres ne le supportent pas... Comme on les comprend les insoumis, objecteurs, déserteurs, réformés et autres « malades mentaux » ! Nous n'avons pas pu ou voulu suivre leur exemple, nous n'avons pas non plus osé former un comité. Mais on ne peut plus aujourd'hui nous empêcher de dénoncer aussi cette même réalité.

L'incorporation ! Nous avons aussi longtemps que possible ajourné ce moment. Reçigneux ? nous l'étions ! et le premier contact avec l'armée fut un « ordre de route » qui nous laissait mal augurer de l'avenir. L'avenir, tu penses qu'il sera dur, d'autant plus que tu es envoyé bien loin de chez toi... Mais alors que tu songes à cela, la machine fonctionne. Pour elle, implacable, méthodique, ce qui importe est l'immédiat. Déjà elle a exploité ton ingénuité, et en moins de deux te voilà incorporé comme tous les autres cheveux courts et uniforme. Tu n'as pas réalisé que tu as pris le train... malgré une nuit, la première, allongé comme une bête dans le couloir du train, faute d'argent. (à suivre...)

### voici, en vingt points, ce que nous voulons et ce pourquoi nous nous battons :

1. Réduction de la durée du service national à six mois ;
2. Libre choix de la date d'incorporation entre dix-huit et vingt-cinq ans ;
3. Libre choix du lieu d'incorporation ;
4. Augmentation immédiate de la solde de 500 F pour tous avec SMIC tout de suite pour les soldats soutiens de famille et SMIC progressivement pour tous les appelés ;
5. Double solde le dernier mois de service pour favoriser le retour à la vie civile (et garantie de réembauchage) ;
6. Gratuité totale des transports SNCF et RATP ;
7. Gratuité et inviolabilité du courrier ;
8. Droit réel aux permissions avec arrêt du chantage à la « perm » et une « perm » de soixante-douze heures de droit par mois pour tous ;
9. Liberté totale en dehors des heures de service :
  - réveil libre (la seule obligation étant d'être ponctuel pour prendre son service) ;
  - droit à être prévenu quinze jours

à l'avance pour toutes les permanences de nuit ou de week-end (la règle de disponibilité a quand même des limites !) ;

- récupération automatique des heures supplémentaires imposées par les nécessités de service ;

10. Amélioration des conditions de vie nourriture, logement, hygiène et sécurité (notamment pour les stages — commandos) et mise en place de délégués chargés de ces problèmes (cf. ce qui existe dans les entreprises) ;

11. Constitution de commissions d'enquêtes civiles ou au moins mixtes (civils-militaires) après un accident grave ;

12. Interdiction des brimades de toutes sortes :

- cessation des violences exercées sur les soldats (coups, bousculades...) ;
- droit à la coupe de cheveux de son choix ;
- abolition du salut (abrutissant et ridicule) ;
- suppression des punitions injustifiées et de la prolongation du temps de service ;

13. Arrêt de la répression arbitraire :

- suppression des tribunaux d'exception, où l'armée est juge et partie (cour de sûreté de l'Etat et TPF) ;
- dissolution de la sécurité militaire (police militaire ayant tous les droits, même pas prévue par le Code de justice militaire) ;
- libération immédiate des soldats emprisonnés, et levée des inculpations devant la cour de sûreté de l'Etat (pour civils comme pour militaires) ;

14. Libertés démocratiques d'information, d'expression, de réunion et d'association :

- droit de lire la presse de son choix sans aucune censure (et donc suppression de la liste des journaux interdits) ;
- droit d'affichage sur panneaux prévus à cet effet ;
- droit de se réunir dans des salles appropriées ;
- droit de pétition et de réclamation collective ;
- droit de s'organiser, de se grouper en comité, syndicat ou tout autre structure dont les formes

seraient décidées par les soldats eux-mêmes ;

- droit de grève (complément indispensable du droit syndical).

15. Election de représentants des appelés pouvant intervenir dans tous les domaines de la vie du soldat (plus clubs de loisirs, culture, études... gérés par les soldats) ;

16. Instauration d'un véritable droit à l'objection de conscience ;

17. Non utilisation de l'armée des tâches de répression intérieures (halte à l'armée de guerre civile) ;

Ou pour briser des grèves (halte à l'armée briseuse de grèves) ;

18. Retour des forces françaises stationnées hors de l'hémisphère occidental (notamment RFA, DOM-TOM et Djibouti (halte à l'armée de guerre coloniale) ;

19. Halte à la militarisation croissante de la société ;

- suppression de l'ordonnance de 1959 ;

- non extension des terrains militaires (ex-Larzac) ;

- contrôle de l'énergie nucléaire sous toutes ses formes.

20. Halte à l'armée ghetto de l'ennui et de la misère sexuelle.

## radioactifs demain ?

Le mouvement antinucléaire a acquis, ces derniers mois, dans différents pays, un poids politique considérable. Ainsi la social-démocratie suédoise a dû reconnaître que sa politique nucléaire avait été une des causes principales de son échec électoral. En Grande-Bretagne, une commission officielle vient de recommander au gouvernement de renoncer à construire des surgénérateurs étant donné l'impossibilité de garantir des conditions de sécurité satisfaisantes. Enfin, aux USA, malgré l'étouffement par les autorités officielles de l'affaire de contamination de cinq personnes après une explosion dans une centrale, les demandes de fermeture des centrales anciennes et de réexamen du programme nucléaire se font de plus en plus nombreuses.

En France, après les mobilisations de cet été, plusieurs mouvements viennent de remettre le nucléaire dans l'actualité. D'abord la grève de travailleurs du centre de retraitement

de La Hague suivie par celle d'autres centres de la CEA passés sous la direction de la COGEMA, filiale à 100 % du CEA, mais peut-être pas pour longtemps, étant donné les convoitises que suscite le secteur nucléaire. Les travailleurs de ces centres, trébuchés de société en société veulent, d'une part, que la sécurité de l'emploi et le maintien des avantages acquis leur soient garantis, d'autre part que les conditions de travail et de sécurité cessent de se dégrader comme c'est le cas depuis le début de l'été à La Hague.

Les travailleurs en lutte ne sont pas isolés; ils reçoivent de nombreux messages de soutien de travailleurs d'entreprises extérieures. Ceux de La Hague viennent de recevoir, en particulier celui du Comité régional d'information et de lutte antinucléaire de Basse-Normandie (CRIN) qui mène une dure lutte pour empêcher la transformation de la Basse-Normandie en région réservée au nucléaire. En effet, en dehors de la centrale de Flamanville, à quinze kilomètres de La Hague, une deuxième centrale est projetée à Euglesqueville, au pied de la presqu'île du Cotentin. Ajoutez à cela, l'extension perpétuelle du centre de retraitement des déchets, vous aurez une idée de l'importance du combat mené par le CRIN, tant au niveau du problème de la désertification du pays que celui de la pollution. Sur ce dernier point, il vient d'adresser une lettre ouverte au ministre de la Santé dénonçant l'augmentation considérable de la radioactivité dans l'air et dans l'eau ces trois dernières années.

### inactifs aujourd'hui, radioactifs demain

Par ailleurs, deux rassemblements importants ont eu lieu récemment. Celui de Braud-St-Louis, dont nous reparlerons, pour préparer le premier procès d'opposants au programme nucléaire et celui de Grenoble, les 17 et 18 septembre, contre la construction du surgénérateur Super Phénix à Malville.

Photo ADJA-Weiss

Ce sont plus de 3 000 personnes qui ont défilé dans Grenoble avec ce mot d'ordre le vendredi 17 septembre, à l'appel de 19 organisations dont l'UD CFDT, la FEN de l'Isère, les associations écologiques et de défense de l'environnement, le PSU. La manifestation a rencontré un accueil très favorable auprès de la population et c'est là un point important explicable par le travail fait par les organisations auprès des habitants de la région. Comme pour la manifestation de juillet une intense campagne d'information avait été entreprise et en particulier les interventions s'étaient succédées sur les marchés de la ville depuis plusieurs samedi. Le défilé s'est terminé place Vaucanssen; c'est là que fut fait le compte rendu des trois délégations envoyées à la mairie, au conseil général et à la préfecture, pour faire connaître les exigences des manifestants: suspension des travaux du surgénérateur, diffusion officielle des avis des différentes parties prenantes, publication du plan « Orsec Radiations ».

### les « retombées »... de la mobilisation

Le samedi 18 au matin, un groupe d'antinucleaires, composé de 30 personnes, pénétrait sans difficulté, malgré la présence de plusieurs cars de CRS autour des bâtiments, dans les locaux de la protection civile, situés dans une aile de la préfecture. Il s'est emparé d'un certain nombre de documents: plan Orsec radiations, dossier du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG), celui de la Société industrielle de combustibles

Le syndicat national CFDT du Personnel de l'énergie atomique a édité une brochure: *L'Usine de la Hague, situation industrielle, conditions de travail, sécurité*, qui permet de comprendre l'ampleur des problèmes qui sont en jeu et les répercussions possibles des changements de structure sur la sécurité des travailleurs et des populations. Pour se la procurer écrire à: SNPEA-CFDT, BP n° 2, 9190 Gif-sur-Yvette.

nucléaires (SICN) de Veuvrey, ainsi que des dossiers sur la sécurité dans les usines chimiques ou sur la pollution de Pechiney-Ugine-Kuhlman dans le Rhône. La fédération PSU de l'Isère réclame la publication de tous ces documents pour que la population sache enfin ce qui est prévu, au niveau de la sécurité, en cas d'accidents nucléaires ou chimiques. Il s'agit d'éviter que les habitants de la région fassent la triste expérience de la population de SEVESO.

Le plan Orsec radiations vient d'être rendu public par les écologistes et il est très révélateur sur deux points: des mensonges du gouvernement et de la militarisation de la société impliquée par le nucléaire.

Alors que le plan date d'une dizaine d'années, époque où seules les centrales nucléaires graphite-gaz, c'est-à-dire les moins dangereuses, fonctionnaient, il est écrit que « des accidents peuvent avoir une ampleur telle que l'on est amené à prévoir un plan de sécurité et de protection valable pour une zone comprenant plusieurs départements ».

Depuis cette époque, la France construit des réacteurs à eau légère qui augmentent déjà considérablement les risques, et se lance dans l'escalade des surgénérateurs, les réacteurs les plus dangereux. C'est pourquoi nous devons combattre, par tous les moyens, la propagande mensongère d'EDF et du gouvernement sur le caractère hypothétique d'accidents et sur le fait que s'il y en a un il sera circonscrit au cœur de la centrale, les barrières de sécurité étant suffisantes pour protéger la population environnante.

Les risques décrits précédemment amènent les auteurs du plan à prévoir un dispositif d'intervention capable de contrôler de grandes populations: c'est donc un dispositif militaire, très hiérarchisé: le préfet doit prévenir le ministre, qui prévient le préfet de région, qui prévient l'armée (ne pas oublier qu'une réforme récente a fait coïncider les zones militaires avec les circonscriptions administratives régionales). Après quoi, le préfet prévient la gendarmerie qui prévient les médecins. Une fois l'alerte déclenchée, il faut délimiter « une zone d'insécurité et une zone de contrôle » où seront effectuées les interventions de l'armée, de la gendarmerie et de la police.

### première victoire

Après deux jours de délibérations, malgré la propagande des « experts » du gouvernement et d'EDF, le conseil général de l'Isère a voté une motion des représentants socialistes demandant au gouvernement de surseoir à la construction de super-phénix. Cette orientation devrait éviter à l'avenir les zigzags du PS de l'Isère qui, présent à toutes les réunions préparatoires de la manifestation du 17, étant absent le jour de l'appel commun. Le PCF s'est abstenu sur cette motion après avoir expliqué que la seule chose à exiger était l'utilisation des techniques nucléaires françaises sous contrôle gouvernemental. L'élargissement du mouvement antinucléaire continue: ainsi la fédération alsacienne du PS vient de se prononcer « contre toute tranche nucléaire tant que les problèmes de sécurité n'auront pas été résolus. Aussi nous serons présent dans toutes les manifestations antinucléaires régionales ».

La construction de l'unité populaire sur le nucléaire est toujours à l'ordre du jour. Il faut continuer à développer les objectifs anticapitalistes unifiants, à articuler la critique du choix nucléaire avec la problématique du choix de société, du gaspillage capitaliste, de celui du travail dans une société socialiste autogestionnaire.

J.-F. THORAVAL ■

# et pourtant elle tourne...

## Espagne : l'héritier aux mains sales

Après un simulacre de procès, le samedi 27 septembre 1975, malgré l'indignation et les pressions européennes, Franco, rejetant leur grâce, fait fusiller cinq jeunes militants révolutionnaires.

Deux mois plus tard, le 20 novembre, après une agonie prolongée artificiellement, Franco meurt. Toute la presse fait de l'événement ses gros titres : « Il n'était pas l'Espagne, il était son boureau » (*l'Humanité*) ; « Le général Franco est mort » (*Le Monde*) ; « Revive l'Espagne ! » (*Quotidien de Paris*). C'est la fin du règne du Caudillo commencé dans un bain de sang, clos par cinq fusillades !

Juan Carlos, héritier du régime franquiste, prend la succession, accède au trône « De par la Grâce de Dieu », dit-il à son couronnement ; notons que le seul chef d'Etat à assister à ce « moment historique » est Giscard d'Estaing.

Pour se donner une image de marque « libérale » J. Carlos, usant de ses droits, proclame un « *Indulto* » si restreint dans les termes et l'application que les peuples d'Espagne le considèrent comme un « *Insulto* » et réclament l'amnistie générale.

Après le limogeage d'Arias Navarro en juillet 1976, avec la venue d'Adolfo Suarez au gouvernement, Juan Carlos

propose, à St-Jacques-de-Compostelle, une amnistie partielle.

Certes, malgré la mauvaise volonté des instances juridiques et des tribunaux, des militants politiques recouvrent la liberté. Mais la restriction mise à cette amnistie : à savoir qu'en sont exclus tous les prisonniers accusés de « crimes de sang », fait qu'il reste encore à ce jour dans les prisons espagnoles 250 à 300 militants et militantes, pour la plupart de mouvements d'extrême gauche et nationalistes, sur lesquels pèse, sans preuve aucune, cette accusation de « terrorisme », ce sont les marginaux de l'amnistie. Parmi eux se trouvent Eva



Manifestation illégale à Barcelone.

Forest, M.-L. Fernandez, A. Duran, arrêtés en 1974, mis en cause dans l'assassinat de Carrero Blanco (décembre 1970) et l'attentat de la Calle del Correo (septembre 1974), affaires que l'on considère aujourd'hui en Espagne comme des provocations d'extrême droite.

Aucune preuve n'étant jamais venue étayer cette accusation de « terrorisme » contre l'ensemble de ces détenus, l'amnistie générale et totale est, pour l'opposition ainsi que pour tous les Espagnols, un mot d'ordre qui ne supporte aucune négociation.

L'entretien de cette suspicion de « terrorisme » n'est-il pas entre les mains du gouvernement actuel un moyen de rassurer la droite et l'armée en gardant à sa disposition et à toutes fins utiles l'appareil répressif franquiste toujours en place (décret loi, T.O.P...) depuis la mort de Franco.

La clameur des peuples d'Espagne « les prisonniers dans la rue » est une exigence de simple justice.

La manifestation populaire de Fontarrabie, où fut tué le jeune J.-M. Zabala, et ses suites expriment bien le profond désir et la détermination des peuples de toute la péninsule.

La même exigence est posée pour des milliers de travailleurs face au patronat, bien que l'amnistie laboral ne soit pas de la compétence directe du gouvernement et encore ! Elle est au premier plan des revendications des syndicats et des partis politiques de l'opposition.

Cette amnistie concerne les travailleurs qui ne trouvent aucun travail parce qu'inscrits sur les listes noires du patronat après leur licenciement pour avoir : pris la parole en A.G. de travailleurs, distribué des tracts dans l'entreprise, animé ou participé à une grève, été présentés par leur camarades de travail aux élections du syndicat vertical... Cette brève analyse souligne combien les peuples d'Espagne ont toujours besoin de la solidarité internationale.

A ceux qui, trompés par la béatitude de la grande presse française, croient à la pseudo-libéralisation du gouvernement Suarez, il faut rappeler que la droite espagnole n'a pas désarmé.

— Création le 1<sup>er</sup> octobre par les franquistes d'une Fondation Francisco Franco, marche ce même jour de toutes les parties du pays vers la Vallée de los Caídos.

— Voyage officiel de Juan Carlos le 27 octobre, qui vient chercher auprès de Giscard d'Estaing une caution démocratique vis-à-vis du reste de l'Europe.

Nous qui avons été à l'initiative de ce que l'on a appelé le Collectif Eva Forest qui entendait se battre pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques en Espagne disons aujourd'hui que nous aurons renouveler toutes les formes d'action pour que l'Etat espagnol cède. Juan Carlos tu devrais être attentif à ce propos.

F. MORENO ■

## ce qu'il y a derrière l'assassinat d'Orlando Letellier

L'assassinat d'Orlando Letellier perpétré à Washington ressemble fort au premier dénouement d'un roman policier. C'est qu'en effet, derrière la personnalité de l'ancien ambassadeur de l'Unité populaire à Washington et de l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Allende, Pinochet a visé un des hommes clefs d'une manœuvre politique d'envergure qui le vise personnellement.

La junte militaire dirigée par Pinochet a réalisé la tâche principale que lui avait assigné l'impérialisme américain : *le danger révolutionnaire est aujourd'hui écarté au Chili*.

Mais ce « sale boulot » effectué, il faut maintenant administrer le pays, assurer son développement industriel, permettre donc l'investissement étranger. Pour réaliser cette « deuxième phase » de l'opération contre-révolutionnaire, l'équipe Pinochet, « brûlée » par sa physionomie répressive, n'a qu'un maigre bilan à présenter. Les investissements étrangers sont quasi inexistantes, les « couches moyennes », principales forces sociales sur lesquelles il s'est appuyé pour son coup du 11 septembre 1973, se détachent de plus en plus de la bureaucratie militaire en qui elles avaient fondé leurs espoirs, la crise économique interne est galopante et les perspectives bouchées. Dans ce contexte certaines forces politiques liées avec la fraction « démocratique » de l'impérialisme cherchent une solution de rechange. Mais une solution à froid, et sans crise

majeure de l'armée, dangereuse pour tous.

C'est ainsi qu'est né le projet d'une élimination de la fraction Pinochet des Forces armées, et de la mise en place toujours sous la forme d'un régime militaire, de nouvelles relations politiques internes capable de créer un « consensus » entre la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme américain.

Derrière ce projet on trouve deux forces internationales et un certain nombre de courants chiliens. D'abord, une large fraction du Parti démocrate américain, en particulier les anciens de l'administration Kennedy et certains conseillers de Carter. Letellier, par exemple, travaillait au « Transnational Institut » dont le directeur Richard Barnett n'est autre que le conseiller de Carter en matière « syndicale ». La centrale américaine AFL-CIO (qui soutient Carter) joue aussi son rôle dans cette affaire : une délégation est allée par deux fois au Chili tenter, avec succès, de « retourner » certains responsables syndicaux de la démocratie-chrétienne (au départ favorables à Pinochet), tandis que des

contacts ont été pris avec certains syndicalistes PS, notamment dans le cuivre. Travaillé aussi dans ces eaux troubles Gabriel Valdez, ancien ministre des Affaires étrangères de Frei et actuel fonctionnaire des Nations unies à Washington.

L'impérialisme européen, mené par la social-démocratie allemande, ne chôme pas non plus. Ses intérêts, nombreux au Chili (Bayer, Fiat, Hoechst, Nestlé...) lui commandent de participer à cette opération.

C'est à Caracas, capitale de la social-démocratie latino-américaine, que l'affaire se trame. Un Institut d'étude politique, financé par le gouvernement allemand, a déjà organisé deux réunions. La première (il y a environ six mois) réunissait autour de la même table : Clodomiro Almeyda (dirigeant d'un courant droitier du PS et secrétaire de l'UP), Aniceto Rodriguez (leader de la tendance social-démocrate du PS), Fuentealba (ancien président de la DC), Bernardo Leighton (dirigeant de la « gauche » de la DC). Cette réunion en préparait une seconde, plus large, à laquelle participait un représentant du parti radical. Un accord a été réalisé entre ces forces pour rechercher cette fameuse solution de rechange.

Au Chili même, une autre force participe à ce projet. Et pas la moindre. L'Eglise, en effet, à travers la conférence épiscopale pour les droits de

l'homme, dirigée par l'archevêque Camus, est liée à cette tentative. Monseigneur Camus a d'ailleurs été accusé devant la Cour suprême d'avoir voyagé dans le même avion vers l'Equateur (pour la conférence des évêques « progressistes ») avec Castillo Velasco (membre de la direction et théoricien de la DC) et l'avocat radical Velasco Letellier. Ces deux personnalités viennent d'ailleurs d'être expulsées du Chili par Pinochet qui inaugurerait ainsi sa contre-offensive.

Celui-ci se sait isolé, mais il sait aussi que les hommes capables de permettre la réalisation de cette opération politique sont peu nombreux. C'est pourquoi, aujourd'hui, ils s'attaquent à eux.

L'assassinat de Letellier ne peut se comprendre que dans ce contexte. Ce n'est pas un acte inconsidéré de la part de Pinochet, mais au contraire un acte réfléchi et lucide. C'est pourquoi cet attentat n'est pas le dernier. Et malgré l'émotion à Washington, qui renforce la possibilité du projet (240 représentants au Congrès s'apprêteraient à proposer des mesures contre la junte ; Carter a rendu un vibrant hommage au « plus éminent des exilés chiliens » qu'il devait rencontrer le 26 septembre) il faut s'attendre à de nouvelles agressions.

Maurice NAJMAN ■

# Liban : la guerre de mouvement

Depuis mardi, la guerre de tranchée qui, tant bien que mal, avait depuis l'offensive syrienne du printemps, abouti à un partage politique et militaire du Liban, a pris fin.

Dans la journée de mercredi, face à la forte pression des Syriens à l'Est et des Chrétiens conservateurs à l'Ouest, les Palestiniens évacuaient leur position avancée dans la montagne (en pointillé sur la carte). Ils entendaient surtout sauver hommes et matériels devant un ennemi beaucoup plus fort.

La tactique syrienne est d'amener les Palestiniens à négocier et à capituler, en faisant l'économie devant le monde, et en particulier le monde arabe, d'une victoire militaire sur les Palestiniens.

Mais la droite chrétienne s'est ressaisie et surtout réarmée ; réarmée non seulement par la Syrie, mais par les USA, puisqu'elle dispose maintenant de chars Super-Sherman. Elle a envie d'en découdre. « Nous libèrerons tout le Liban », déclarait vendredi Ammin Gemayel.

Dès samedi, la pression des Syriens étant maintenue à l'Est, les armées phalangistes et chamounistes remontaient la route de Damas à l'Ouest (flèches sur la carte).

Les palestino-progressistes, qui tiennent encore ce samedi le nœud

roucier de Aley, ne semblent pas pouvoir résister longtemps. Le Nord de Tripoli conserve une poche que Syriens et Conservateurs régleront plus tard.

## quelles divergences ?

L'entrée en fonction du président Sarkis avait été assez bien accueillie par le mouvement national libanais ; n'était-ce pas le dernier trait d'union légal entre toutes les parties ?

En fait, cette légalité ne s'affirmait qu'à l'ombre de Damas et la gauche a été amenée à boycotter la réunion du parlement tenue à Chtoura, en zone syrienne. La situation politique dans



Photo A.F.P.

chacun des deux camps n'est pas toujours claire.

Récemment, des accrochages sanglants entre phalangistes et chamounistes ont illustré à quel point des divergences importantes traversent le camp de la droite chrétienne. Les divergences, pour l'instant secondaires entre les intérêts des Syriens et des Chrétiens conservateurs, peuvent rapidement devenir importantes. C'est pourquoi, dans une certaine mesure, certains peuvent être d'autant plus tentés par une fuite en avant militaire que le rapport de forces leur est favorable. Mais une partie de la droite, dont le président Sarkis, semble tentée par la recherche de quelques compromis politiques.

Dans l'autre camp aussi, des différenciations se font jour. Kamal Joumbatt a été surpris et fâché d'apprendre, le lendemain de l'entrée en fonction du président Sarkis, que l'OLP avait décrété un cessez le feu unilatéral. Le caractère hétérogène du front palestino-progressiste, la nature centriste de nombreuses organisations ne peuvent que s'affirmer face à une pression militaire soutenue.

La situation dépend aussi de la situation inter-arabe et internationale. Dans une interview au journal *le Monde*, Nayef Hawatmeh, secrétaire du FDLP, s'est plaint de l'abandon, de fait, de toutes les nations arabes, sauf

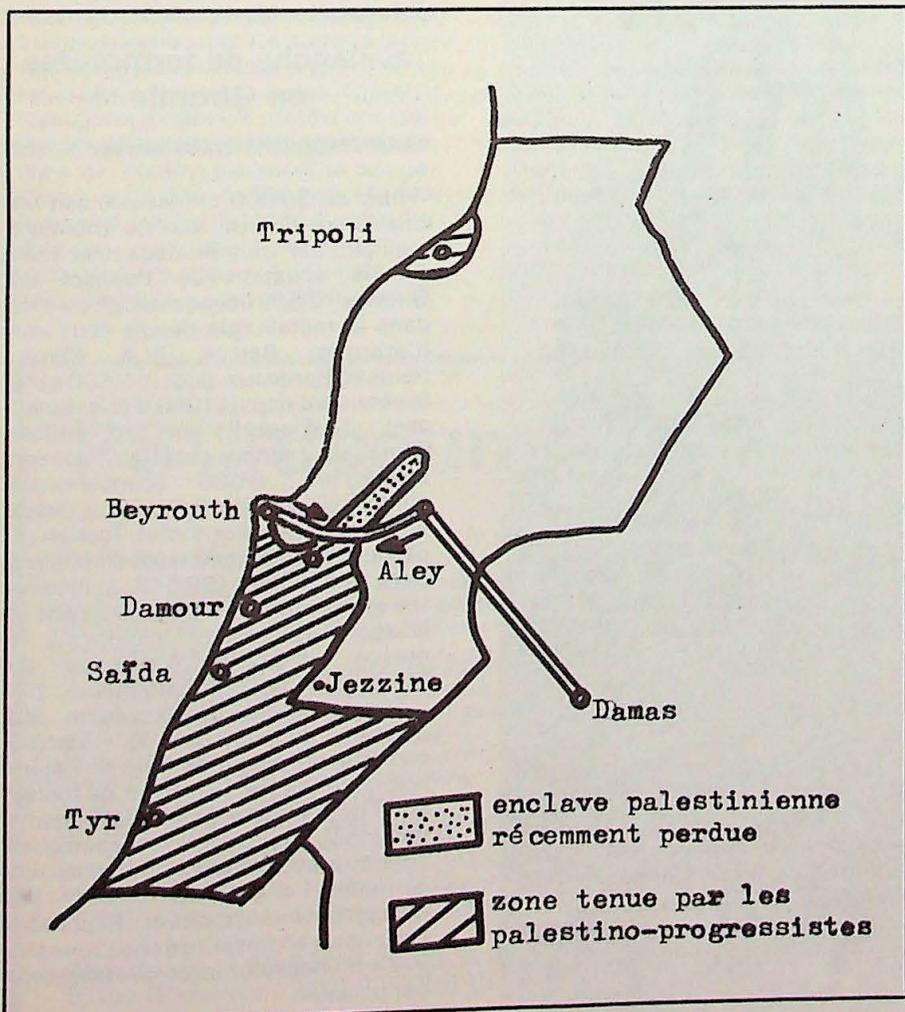
de la Libye — abandon illustré par l'incapacité de réunion au sommet de la ligue arabe.

## derrière le conflit

L'évolution de la situation dépend de Damas et, par son intermédiaire, des capitales occidentales. Celles-ci prendront-elles le risque de laisser Damas, si elle le veut, liquider la résistance palestinienne et occuper le Liban ? Car aujourd'hui, à travers les pions libanais, c'est évidemment le conflit israélo-arabe dont on veut esquisser, sans les Palestiniens, les premières solutions. Damas a choisi le camp impérialiste ; la résistance palestinienne de l'extérieur traverse une épreuve difficile (1) ; mais que Assad et Kissinger se rappellent que le peuple palestinien existe aussi en Cisjordanie occupée. Ce peuple, par la mobilisation lors des dernières élections municipales, a montré son niveau élevé de conscience politique de classe. Aucun règlement du conflit du proche-orient ne pourra se faire sans la participation des représentants authentiques du peuple palestinien.

De notre correspondant :  
Jean JULLIEN ■

(1) Rappelons que l'Association médicale franco-palestinienne se charge d'envoyer les nombreux médicaments dont les forces de gauche ont besoin au Liban.



## un bateau pour le Liban

Le Liban et son peuple sont aujourd'hui déchirés. L'existence même du peuple palestinien est gravement menacée. Devant cette situation, il est urgent de tout mettre en œuvre pour que la paix revienne au Liban, dans le respect de son indépendance et de son intégrité territoriale, pour que cessent les interventions étrangères et que soient reconnus les droits nationaux du peuple palestinien.

Les populations, victimes de la guerre, sont privées des moyens de subsistances les plus élémentaires. Il faut des vivres, des vêtements, des couvertures, des hôpitaux de campagne, des médicaments, du matériel chirurgical.

La SOILIDARITE du peuple français doit répondre très vite à l'immensité des besoins.

C'est pourquoi les organisations soussignées appellent tous les Français et Françaises à participer au BATEAU DE LA PAIX POUR LE LIBAN qui sera le messager de cette SOLIDARITE avec les forces progressistes du Liban et la résistance palestinienne.

Que dès maintenant la collecte de fonds s'organise afin de préparer le chargement de ce bateau.

### Première liste de signataires :

Association française des juristes démocrates ; Association nationale des familles de fusillés et massacrés de la résistance française ; Association républicaine des anciens combattants ; C.I.M.A.D.E. ; Comité français d'initiative pour une paix juste au Proche-Orient ; Conférence chrétienne pour la paix (comité français) ; Conférence des catholiques des états européens ; TC ; Fédération espérantiste du travail ; Front progressiste ; Jeune république ; J.O.C. ; J.O.C.F. ; Mouvement mondialiste anti-impérialiste ; MDPL ; MJC ; Mouvement de la paix ; PCF ; PSU ; Pionniers de France ; Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique ; UNEF ; UFF ; UJRP ; Union progressiste.

# on ne peut pas tout dire

## peugeot à peur...

Par une note du 15 septembre, la direction informe le personnel qu'elle traduit devant le tribunal de grande instance de Montbéliard les élus CGT et CFDT du comité d'établissement qui ont voté pour l'embauche d'un économiste. En clair, c'est le patronat français (CNPF) qui réagit politiquement : il ne veut pas que les travailleurs soient mieux informés, donc plus aptes à se défendre, voilà le fond du problème.

D'après les propres informations de la direction, Peugeot SA, c'est : automobiles Peugeot — cycles Peugeot — aciers et outillage Peugeot (AOP) — et c'est la participation active dans 113 sociétés industrielles, commerciales, financières, etc, réparties à travers le monde dont 63 en France, 23 dans le reste de l'Europe, 14 en Amérique, 12 en Afrique, 1 en Asie. C'est aussi depuis cette année la prise en charge de Citroën avec l'argent des contribuables, Combien d'économistes a-t-elle à son service pour organiser tout cela et en tirer le maximum de profit ?

Un économiste au service des travailleurs, c'est péu, très peu, mais pour Peugeot, c'est encore trop. ■

## l'assistance publique licencie

L'administration de l'Assistance publique vient de licencier 170 travailleurs à la Pitié-Salpêtrière, sous prétexte de non reconduction de contrat. Ces personnes engagées depuis le mois de mai dernier et n'ayant pas travaillé assez longtemps à l'hôpital se retrouvent à la rue sans indemnité ni de licenciement, ni de chômage.

D'autre part, 32 agents (d'après les chiffres de la direction) ayant passé l'examen pour devenir aide-soignant vont être mutés dans d'autres hôpitaux de banlieue souvent loin de leur domicile afin d'être peut-être titularisés. En cas de refus, ces personnes seront gardées à l'hôpital à qualification d'agents hospitaliers donc à paye inférieure ! Plus de 2 000 travailleurs seront ainsi licenciés sur l'AP d'ici fin septembre et ce n'est probablement qu'un début.

Le personnel proteste contre ces mesures qui mettent en péril la vie des malades. Une délégation de travailleurs que le directeur a refusé de recevoir s'est entendue répondre que de toute manière il y avait assez de personnes auprès des malades. ■

## témoignage d'Uruguay

W. Perez, au cours des mois de juin et juillet derniers, a été enlevé à plusieurs reprises à Buenos Aires par des militaires et des policiers uruguayens. Des informations ont permis d'identifier les principaux responsables uruguayens des opérations de répression en Argentine. Il s'agit du commissaire Campos Hermida, du lieutenant-colonel Barrios, de l'officier supérieur Cordero et du lieutenant Silveira.

Les enlèvements de Perez devaient le conduire à servir d'intermédiaire entre Gerardo Gatti, fondateur de la Convention nationale des travailleurs uruguayens, (enlevé le 8 juin à Buenos Aires) et des camarades de son organisation, pour obtenir d'eux une forte somme d'argent contre la mise en liberté de prisonniers détenus en Uruguay. Une photo de Perez en présence de G. Gatti a été prise afin de prouver

que le dirigeant syndical était encore vivant. Le document montre cependant qu'il a été sauvagement torturé. Le même chantage a eu lieu sur la personne de Léon Duarte — dirigeant politique et syndical (ROE et CNT) dont on avait signalé la disparition le 13 juillet 1976 à Buenos Aires.

La corruption et la complicité des polices et des armées latino-américaines fait peser une menace d'extermination systématique sur les réfugiés politiques en Argentine. Cette menace risque d'ailleurs de s'étendre à l'Europe, puisque l'on signale l'arrivée d'un important effectif de policiers sud-américains.

Ici et partout luttons contre la division capitaliste du travail et contre la répression qu'elle implique : sauvons Gatti, Duarte, et tant d'autres camarades ! ■

*Le témoignage est intégralement publié par le Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay, 67, rue du Théâtre, 75017 Paris.*

## Rhône-Poulenc-Textile : péage ferme

La situation est particulièrement grave à RPT où 1 200 emplois ont été supprimés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976. Plusieurs centaines de suppression d'emploi sont faites à Gauchy et prévues à Bezons et Lyon-Vaise. Tout dernièrement, la direction de RPT vient d'annoncer la fermeture au 30 septembre de l'usine de fil acétate de Péage de Roussillon, qui entraînera au total près de 600 suppressions d'emplois.

Le chômage et le refus du patronat d'augmenter les salaires ont entraîné une baisse du pouvoir d'achat. Le patronat veut utiliser la situation de l'emploi pour faire accepter les changements de postes, de rythmes, l'augmentation des charges de travail.

La Fédération Hacuitex CFDT dénonce la direction qui prenant prétexte d'un débrayage limité le 23 septembre à Péage-de-Roussillon, a décidé le lock-out complet de l'usine. ■

## avalanche de fermetures en Gironde

Plus de 30 000 chômeurs, soit un salarié sur dix. Un taux de chômage multiplié par trois en deux ans. Telle est la situation de l'emploi en Gironde : 2 500 licenciements connus dans la métallurgie depuis deux ans (Cazenave, Barbot, ELA, Miroir, Pérusat, Bordeaux-Sud...), 1 400 dans le vêtement depuis 1968 (Faret, Beauvais, Herribery...) et un millier d'emplois menacés à Saint-Joseph aujourd'hui, 8 000 licenciements dans la chaussure, les cuirs et peaux en dix ans (Chabrot, Pellet, Tachon...), plusieurs autres centaines ou milliers dans le bâtiment (SOCAE...), l'industrie alimentaire et le négoce de vins et boissons (Blanchard, Lichine...), la grosse viticulture (Châteaux du Médoc...) et la Forêt (gemmeurs...).

L'éloignement de la région des centres industriels du Marché commun européen, le choix de nature coloniale fait par le pouvoir de fonder son « développement » sur le tourisme industriel, les complexes chimiques polluants totalement automatisés, les centrales nucléaires n'ont fait qu'aggraver la situation. Reprendre l'offensive en faisant de chaque entreprise menacée un pôle de résistance est possible. ■



photo X

# entre nous pour vous

## la politique d'Amiens

**Enfin des positions claires ! A travers les variations de rédaction du texte B, s'éloignant puis se rapprochant du texte A — tout en le rendant strictement inapplicable —, chacun pourrait se demander quelle interprétation on pouvait y déceler de la stratégie de la minorité. Nous disposons maintenant d'une « lecture » (TS de la semaine dernière) claire de son texte : il s'agit, ni plus ni moins, du rejet total de la stratégie adoptée à Amiens.**

C'est le droit strict de chaque militant de la critiquer et nous serons les premiers à dire qu'elle doit être précisée au prochain congrès. Encore faut-il s'appuyer sur une argumentation honnête. Ce qui n'est pas le cas lorsque l'on affirme que le Parti a mené une politique « au fil de l'eau », conduisant à une sorte de débâcle organisationnelle. Outre qu'il est assez scandaleux de donner, pour les besoins de la cause, une image du Parti catastrophique et sans rapports avec la réalité, c'est exploiter des problèmes que personne ne cache (cf. le rapport d'activité de la DPN) sans tenir aucun compte de la situation qui les a engendrés.

Le PSU vient de connaître l'une des périodes les plus difficiles (*sinon la plus difficile*) de son histoire. Pour peu qu'il sache effectuer des choix réalistes qui décuplent sa capacité d'intervention sur ses positions, il va en sortir. Condamné par les uns à la marginalisation, par les autres à la satellisation (ou les deux à la fois), il va se retrouver, deux ans après Orléans, sans perte d'effectifs ; doté d'une présence militante, insuffisante certes, mais qui souffre aisément la comparaison avec les meilleures années (avec des hauts et des bas selon les endroits, évidemment) ; et surtout, capable de faire preuve d'une homogénéité dans son intervention que, de

mémoire d'anciens militants, on ne connaissait guère (et cela malgré le débat sur les municipales).

Que ce parti doive être plus politique, plus grand, plus transformé, bien sûr il faut le dire. Mais pas en niant le tour de force qu'il a collectivement réalisé en s'affermissant alors que c'est tout simplement son existence qui était en jeu. Est-ce que l'on parle bien de la même organisation lorsqu'on oublie la bataille menée sur nos positions sur l'armée ; la ligne adoptée sur le plan de l'université, qui sert de référence aujourd'hui ; l'impulsion à la lutte anti-nucléaire ; la bataille incessante pour une action offensive des travailleurs face à la crise, qui a placé nos militants au cœur de la majorité des conflits ; la première rencontre des militants autogestionnaires depuis longtemps ; et, pour finir, la possibilité d'accords non assujettis à la signature du Programme commun, c'est-à-dire la levée de dix-huit mois de blocage ?

Rien de tout cela n'est le fruit du hasard ou de l'adresse des responsables. C'est le résultat d'une politique articulant étroitement le développement du courant autogestionnaire, le renforcement du PSU, et la pratique unitaire avec les autres forces du mouvement ouvrier, comme autant d'éléments indissociables. C'est la politique d'Amiens. Au lieu de cela, on

nous propose une hiérarchie d'objectifs : d'abord le Parti révolutionnaire, puis le courant autogestionnaire comme un moyen, enfin l'unité d'action comme une éventualité. Avec une telle subordination des éléments les uns aux autres, nous sommes certains de n'arriver à rien : nous l'avons expérimenté après 1968 ; d'autant plus qu'on nous sert la vieille tactique d'unité-dénonciation, mise au pied du mur des réformistes, puis rupture devant les masses. A rien, ou à la politique d'Avignon.

Le PSU ne se développera lui-même, et ne parviendra à rassembler l'essentiel des militants qui partagent son orientation révolutionnaire et autogestionnaire que s'il montre sa capacité à saisir toutes les occasions d'apporter sa propre contribution à l'unité populaire anticapitaliste, ou alors il les rejettera une fois de plus du côté réformiste. Les municipales sont une de ces occasions à ne pas laisser

passer. C'est la capacité des autogestionnaires à peser de façon autonome sur les prochaines batailles politiques, probablement décisives, qui est en jeu. Or, pour être autonome, il faut être, dans la pratique, confronté aux autres... faute de quoi on est « ailleurs », comme dirait Jobert, c'est-à-dire loin de ce que ressentent les travailleurs. Dans un scrutin comme celui des municipales, où un accord se traduit par des personnes présentes sur une liste, et non par l'appui au représentant d'une autre organisation, l'autonomie est totalement garantie.

Mieux vaut alors un accord clair (y compris dans les divergences qui subsistent) que des ralliements tardifs et piteux : notre proposition, c'est exactement le contraire de cette forme de suivisme déguisé qui conduit certains révolutionnaires à exiger des réformistes qu'ils prennent leurs responsabilités. **Michel MOUSEL ■**

## le vrai débat

**La majorité de la DPN considère comme acquis que l'accord éventuellement conclu avec l'union de la gauche pour les municipalités « n'entravera pas notre autonomie stratégique ». Or si PS et PCF envisagent avec nous des accords locaux, c'est précisément pour entraver notre autonomie stratégique.**

Dans *Le Monde* (31/VIII) Pfister explique : « Les dirigeants socialistes ont tendance à penser que si des membres du PSU se trouvent associés à la gestion des municipalités contrôlées par l'union de la gauche, ils finiront par rejoindre à leur tour le PS. » Quant aux communistes, ils « espèrent d'une part limiter le risque de voir se créer à leur gauche un pôle révolutionnaire organisé, d'autre part contenir, au moins partiellement, la progression du PS. »

Bien entendu, nous ne renonçons pas à notre politique unitaire parce que nos partenaires veulent l'utiliser pour nous paralyser ou nous faire disparaître. Mais nous devons être conscients du danger : nous ne devons ni devenir des otages, ni renoncer à « créer un pôle révolutionnaire organisé ». Toute la presse l'a bien compris : nous ne pourrions pas l'éviter si en échange de quelques strapontins — voire de quelques concessions verbales — le PSU rompt avec le mouvement révolutionnaire. Le débat est donc le suivant : quelles garanties peuvent permettre au PSU de participer à l'alliance tout en poursuivant ses objectifs ?

La première est de créer un rapport de forces favorables en rassemblant d'abord les militants révolutionnaires pour l'autogestion, tous ceux qui conçoivent l'action dans le sens de notre charte municipale : militants

des organisations de masse ou groupes révolutionnaires.

La seconde est d'obtenir pour les autogestionnaires la garantie de l'autonomie d'expression et d'action : nos élus feront leurs propositions, en liaisons entre les travailleurs concernés, soutiendront toutes les mesures de la municipalité qui iront dans le sens de notre programme, garderont leur liberté d'action à l'égard de celles qui iraient à l'encontre.

Là où l'accord s'avéra impossible, les autogestionnaires constitueront leurs propres listes.

C'est là l'application d'une stratégie générale pour construire une force politique autogestionnaire capable de peser demain sur l'événement. Cet axe stratégique, nous l'avons, théoriquement, défini en commun. Mais rien pratiquement n'a été fait pour l'appliquer. Publiquement, la direction du parti n'en souffle mot. Elle se contente de parler de ses négociations avec PS et PCF et des conditions de notre participation au gouvernement. Une fois de plus la routine continue. J'espérais que le parti tout entier s'engagerait dans une réflexion collective sur ce problème dont dépend notre capacité d'intervention. Le Conseil national montrera s'il en est capable.

**Yvan CRAIPEAU ■**  
membre de la Direction  
politique nationale

## PSU documentation

### Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 100-101 1970-73 Les femmes dans l'unité populaire	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats	4,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS  
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

## trois exigences pour les municipales

Le Conseil national qui doit fixer la position du Parti pour les municipales arrive avant que le Parti n'ait débattu de « problèmes importants » et que son congrès ne les ait tranchés : « Nature de la crise, stratégie du PS et du PC, Unité populaire et Unité d'action, affrontement avec la bourgeoisie et dualité du pouvoir, recomposition du mouvement ouvrier et construction d'une force politique révolutionnaire, etc. » (Commission de la DPN pour le Conseil National). Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que le débat sur les municipales dépasse la simple tactique et traite, même succinctement, des aspects stratégiques.

Conscients de l'importance du débat en cours, les signataires du texte « *Consolider l'autonomie du mouvement autogestionnaire* » ont voulu sortir du couple « minorité »-« majorité » où la DPN semblait enfermer le débat, refuser la satellisation ou la marginalisation, et proposer une orientation qui maintienne toutes les chances de développement d'une force politique autogestionnaire et révolutionnaire. A ce titre, le texte « C », comme les deux autres, engage déjà le débat du congrès.

L'application de cette orientation au niveau des municipales implique trois exigences :

1° On ne peut intervenir dans les élections, tout particulièrement au niveau municipal, sans faire une analyse des forces en présence et de leur programme, celles auxquelles on s'oppose et celles avec lesquelles des accords peuvent être passés. Or, actuellement, face à la bourgeoisie qui tente de profiter de la crise pour se renforcer, le Programme commun et la pratique des forces qui le soutiennent n'apportent pas d'autres réponses qu'électorales. Le PSU ne peut se satisfaire de ce jeu, ni d'une dénonciation prophétique des solutions du PC, du PS, du MRG.

2° On ne peut avoir une pratique électorale en rupture avec notre pratique habituelle dans les luttes. Comment envisager un *accord national* avec ceux-là mêmes qui s'opposent à nous sur tous les fronts de la lutte des classes : refus de la coordination des luttes et des comités de soutien, main mise bureaucratique sur les conflits en cours, refus du soutien à la lutte des appelés, etc. On ne peut non plus faire sienne une pratique qui consiste à plaquer sur la réalité de la lutte des classes des schémas politiques tout faits. Le PSU ne peut se renier l'espace d'un scrutin.

3° On doit prendre en considération le faible poids électoral du PSU à côté des forces du Programme commun, et le caractère marginal des autres forces d'extrême gauche. Ne pas tenir

compte des rapports de forces, c'est s'exposer à toutes les aventures suivistes ou volontaristes.

C'est en tenant compte de ces trois exigences qu'il appartient au Parti de se déterminer, et c'est au niveau local qu'elles peuvent le mieux être prises en considération.

En attendant que le congrès décide des questions fondamentales qui sont : « Quel Parti pour quelle autogestion ? » « Quel programme pour quelle transition ? », nous proposons que la tactique à appliquer soit laissée à l'appréciation des sections. Mais le choix doit être fait sur la base de la Charte municipale et dans la perspective du renforcement de l'autonomie du PSU et du développement de la dynamique autogestionnaire.

Jean-Yves ROY,  
Secrétaire fédéral de la Mayenne ■

### Grande Soirée MRAP

120, rue Saint-Denis  
75001 PARIS « Tél. : 231-09-57 »

au  
Théâtre de Chaillot  
(Salle Gemier)

« Solitude la Mulâtresse »  
vendredi 22 octobre, 20 h 30

Prix des places : 30 F,  
soutien : 40, 50, 60 F

à partir du 8 octobre

# MÈRE COURAGE

Bertolt Brecht

adaptation Guillevic  
musique Paul Dessau

mise en scène  
José Valverde

 **THEATRE GERARD PHILIPPE  
DE SAINT-DENIS**  
59 Bd Jules Guesde - 243.00.59  
loc. théâtre - agences FNAC - COPAR

métro saint-denis basilique

## INSCRIVEZ-VOUS AU CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Créé l'an dernier à l'initiative du PSU, le Centre s'adresse à tous ceux, ouvriers, intellectuels, étudiants, lycéens, militants syndicalistes et politiques... qui éprouvent le besoin d'une réflexion approfondie, d'une formation placée sous le signe du marxisme et orientée vers le combat pour l'autogestion socialiste.

### 1975/76 : PLUS DE 400 INSCRITS

ont suivi les quatre cycles de 12 séances chacun organisés par le Centre :

- histoire du mouvement ouvrier ;
- analyse marxiste de l'économie ;
- marxisme et philosophie ;
- critique des pratiques sociales.

Pour l'organisation de discussions, de séances de formation, le Centre a édité en CASSETTES les cours des quatre cycles 1975/76 (12 cassettes par cycle).

### 1976/77 : DEUX SERIES DE CYCLES DE FORMATION

Cette année le Centre populaire de formation socialiste organise deux séries de cycles de formation, permettant de répondre tant à la nécessité d'une formation « de base » qu'au besoin d'une formation et de discussions plus approfondies.

Première série (octobre, novembre et décembre 1976)

TROIS CYCLES DE FORMATION DE CINQ SEANCES CHACUN.

#### • histoire du mouvement ouvrier

- formation de la classe ouvrière, développement du mouvement ouvrier (mardi 5 octobre) ;
- les Internationales ouvrières jusqu'en 1914 (mardi 19 oct.) ;
- les Révolutions et la III<sup>e</sup> Internationale (9 nov.) ;
- les grands courants du mouvement ouvrier en France entre les deux guerres (23 nov.) ;
- le mouvement ouvrier depuis la 2<sup>e</sup> guerre (7 déc.).

#### • théorie marxiste :

- les modes de production (mardis 12 et 26 oct.) ;
- la lutte des classes (mardi 16 nov.) ;
- l'Etat (mardi 30 nov.) ;
- l'idéologie (mardi 14 déc.).

#### • l'économie capitaliste :

- capital, travail et plus-value (vendredi 15 oct.) ;
- division du travail et classes sociales (5/19 nov.) ;
- l'accumulation du capital (3 déc.) ;
- l'impérialisme (17 déc.).

DEUXIEME SERIE : 12 séances, 3 thèmes (tous les mardis)

- L'expérience soviétique (janvier 77, 4 séances) ;
  - la crise de la société bourgeoise (février 77, 4 séances) ;
  - les problèmes de la transition socialiste (mars 77, 4 séances).
- Les séances auront lieu le mardi, 44, rue de Rennes, Paris (6<sup>e</sup>), et le vendredi (économie), 83, bd Arago, Paris (14<sup>e</sup>).

### Bulletin d'adhésion au Centre populaire de formation socialiste

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Je m'inscris :

— A LA PREMIERE SERIE (cocher le(s) cycle(s) correspondants)  
**HISTOIRE                      THEORIE                      ECONOMIE**

Droit d'inscription : un cycle 25 francs, deux cycles 40 F, trois cycles 50 F.

— A LA DEUXIEME SERIE                      12 séances-inscription : 50 F.  
— A L'ENSEMBLE DES SEANCES                      (inscription : 100 F)

Libellez les chèques au nom de Pierre Garrigues  
CCP 23 412 64 PARIS. Retournez ce bon au Centre populaire  
de formation socialiste, 9, rue Borromée, Paris (15<sup>e</sup>).

(1) Les prix ont dû être « révisés », en fonction de l'augmentation des frais de salle et de timbres.

# c'est aussi politique

## la tribu Gatti « sous le signe du canard sauvage »

« Le canard sauvage vole *contre* le vent. Sa vitesse de croisière étant de 300 km/h, s'il vole dans le sens du vent, l'air glacé lui entre à rebrousse plumes, il tombe gelé et s'écrase. »

Gatti + Boukovsky + Saint-Nazaire : une triple alliance explosive et gratuite. Explosive, parce que St-Nazaire, dans l'histoire du mouvement ouvrier, n'est pas un lieu indifférent ; parce que Armand Gatti, dans l'histoire du théâtre c'est déjà une façon de canard sauvage. Il n'en est pas à sa première tentative de création éclatée, c'est-à-dire à la fois collective et très différenciée : à partir d'un thème et d'un projet communs, favoriser la multiplicité des initiatives (spectacles, films, réalisations plastiques ou graphiques, etc.). Cela a eu lieu dans le Brabant-Wallon avec trois mille paysans, à Montbéliard avec les ouvriers immigrés de chez Peugeot, à Ris-Orangis l'année dernière avec élèves et professeurs du C.E.S. ; Gatti c'est aussi, entre autres, *V comme Vietnam* et *La passion du Général Franco* (1).

Cette fois, un thème central a été retenu : « Les hôpitaux psychiatriques sont les camps de prisonniers des guerres civiles que nous n'avons jamais déclarés. »

### l'opposition comme maladie mentale

La Maison des jeunes et de l'éducation permanente de St-Nazaire s'est mise d'emblée dans le coup — un coup de force qui a quatre mois pour déboucher — espérant faire tache d'huile jusqu'aux chantiers navals... et hors la région. Avec pour objectif prioritaire d'informer et de remuer la population nazairienne sur le sort des dissidents soviétiques Boukovsky et Glouzman qui, du fond même de leur ghetto (le camp de Perm où ils se rencontrèrent



Photo X.  
Armand Gatti

avant d'être très vite séparés) ont réalisé l'exploit d'écrire ensemble un « Guide de psychiatrie à l'usage des dissidents soviétiques » (2) dédié à L. Pliouchtch (lequel est attendu à St-Nazaire). Gluzman, lui-même psychiatre, paye cher une conscience professionnelle qui lui a fait affirmer que Grigorenko, ce général interné à la suite de ses prises de position en faveur des Tatares de Crimée n'était pas fou. Quant à Noukovsky, il est devenu pièce à conviction de son propre dossier. C'est en effet pour avoir mis à profit une liberté qu'il savait éphémère (à 33 ans il a déjà dix ans de camp, d'asile, de prison derrière lui) à la constitution d'un dossier accablant sur les internements abusifs : *Une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition* (3) que Boukovsky fut arrêté en 1971 « pour expertise » avant d'être incarcéré en janvier 72 à la prison Vladimir (qui, par une ironie atroce porte son prénom) près de Moscou.

Alors que vient de se tenir à Bruxelles le Congrès des psychiatres, congrès dénonçant, en particulier au Chili, l'utilisation de plus en plus perfectionnée de la torture psychologique, alors que le GIA (Groupe information asile) et « psychiatrisés en lutte » lancent une campagne d'action sur l'internement arbitraire en France, il devient urgent de s'interroger sur ce qui a fait de la psychiatrie une arme terrible entre les mains des pouvoirs.

### loi de la normalité = normalité de la loi

C'est toute la question de la manipulation idéologique de la science au nom de l'intérêt d'Etat. Manipulation rendue possible — dans le cas de la psychiatrie — par toute une conception métaphysico-religieuse de la « nature humaine » qui enferme l'homme dans un ensemble de principes, de définitions, de normes à prétention universelle. Une idéologie parle toujours le langage d'une certaine normalité, en ce qu'elle est instauration d'une référence suprême d'une Loi (celle de Dieu ou celle de la Nature, celle de la Patrie et de l'Etat, celle du Profit, ou encore, celle du Parti ou de la Race, etc.) qui prétendra englober la réalité, y introduire sa rationalité (son ordre) propre, et elle seule. Ce qui s'en écarte, aussi peut-il mettre en péril le système dans son métier, est nécessairement exclu comme perturbation de la normalité, identifié à l'ordre établi.

Ainsi jadis de l'hérésie religieuse ; ainsi du non-respect de la propriété et de la logique productiviste ; ainsi de l'homosexualité et de toutes les formes de marginalité (le terme est par lui-même significatif) ; ainsi de l'« hérésie » idéologique dans les régimes totalitaires (hôpitaux psychiatriques en URSS, camps de « rééducation » chinois, camps de concentration chiliens, etc.).

Tout pouvoir, pour se maintenir, a besoin d'un modèle de normalité. Le

meilleur moyen de discréditer, de frapper une parole de stérilité n'est-il pas de l'invalider comme non-sensée, comme folle ?

S'il fut un temps où la parole du fou était remplie d'un sens inquiétant, annonciatrice d'une vérité impersonnelle et diabolique, avec l'idéologie bourgeoise, sa psychiatrie et sa psychologie, elle s'est vidée de tout sens.

Auparavant affaire du Diable, désignant alors la face noire de la vérité, la folie n'est plus que l'affaire du psychiatre et de l'Etat. Non plus la face dangereuse de la vérité mais ce qui échappe à l'ordre même du vrai et du faux, cet ordre ayant fini par se confondre avec l'ordre du rationnel et du conscient. Vidée de son sens comme maladie (elle qui était possession) elle condamne au mutisme, à l'incroyable,

### canard sauvage : en péril ?

C'est pourquoi l'hôpital psychiatrique (ou le camp de « rééducation »), ce n'est pas seulement la privation de la liberté physique (comme la prison) c'est la privation de l'identité et l'imposition d'un simulacre d'identité (les catégories psychiatriques dans lesquelles les individus sont rangés). La psychiatrisation étant parfaitement réussie lorsque le simulacre parvient à tenir lieu d'identité-refuge.

L'hôpital psychiatrique, il est aussi *intérieur* : c'est la petite cour où chacun (se) fuit. Pour Gatti l'écrivain ce peut être les mots, pour le travailleur ce peut être le quadrillage de ses journées en tranches horaires intouchables. Ce peut être aussi la vie de famille... ou un certain militantisme. D'où la face plus intimiste, existentielle du même thème fondamental. « Votre hôpital psychiatrique à vous, c'est quoi ? »

Un canard sauvage peut-il mettre en péril l'union de la gauche ? On s'en persuade à lire tracts et articles communistes nazairiens. Nous qui avons encore la naïveté de croire que l'anticommunisme se caractérisait par le repliement sectaire, individualiste, patriotard, calculateur plutôt que par la solidarité par-delà les frontières et les mythes, avouons notre difficulté à nous adapter à la logique très particulière des camarades de St-Nazaire qui, au nom de la défense des libertés, se démènent pour faire échouer le projet Gatti, c'est-à-dire la levée de l'apathie (larmoyante) envers les victimes de la répression politique en URSS (cela s'appelle, paraît-il, « diviser la classe ouvrière »).

Mais l'essentiel, c'est ce qui va naître, avec ou sans ces camarades, ce qui va s'inventer de tous côtés (du côté des dockers, du côté des jeunes, du côté de la Tribu) pour un même objectif : la libération des Boukovsky et des Gluzman.

Marion LAY ■

(1) Cf. TS, n° 701, Interview de Gatti.

(2) Publié par la revue Esprit, n° 9, sept. 75.

(3) Seuil, Coll. « Combats ».

PUBLICITÉ

## THEATRE DE LA VILLE

ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE

9<sup>e</sup> saison

ouverture mardi 19 octobre  
dès maintenant

souscrivez votre abonnement

LA VISITE DE LA VIEILLE DAME de Dürrenmatt - LES BRIGANDS de Schiller - JACQUES OU LA SOUMISSION et L'AVENIR EST DANS LES ŒUFS de Ionesco - L'ECHANGE de Claudel  
LOUIS FALCO DANCE COMPANY - THEATRE DU SILENCE  
LONDON CONTEMPORARY DANCE THEATRE

4 spectacles : 3 dramatiques et 1 ballet

abonnement collectivités (10 personnes minimum) 66 F  
spectacle supplémentaire : 16,50 F

abonnement individuel : 80 F - spectacle supplémentaire : 20 F

CHANSON - DANSE - MUSIQUE - MIME... à 18 h 30

22 spectacles d'une heure sans entracte - prix 12,50 F

RENSEIGNEMENTS ABONNEMENTS - ADHESIONS

dans le hall du théâtre de 11 h à 20 h, 2 pl. du Châtelet - 887.35.39  
par correspondance, 16, quai de Gesvres, 75180 Paris Cedex 04

M \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

**Vendredi 1<sup>er</sup> octobre à 20 h 30 sur FR3 : Ailleurs : le complexe allemand.** 36 % des Français selon un récent sondage n'aiment pas les Allemands : on leur reproche leur passé ; même s'il ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui. Mais la chasse aux communistes, à l'extrême gauche, la présence d'anciens nazis à des postes importants sont des signes inquiétants. On leur reproche aussi leur puissance actuelle, économique qui leur permet d'intervenir politiquement pour maintenir le *status quo* en Europe : le Portugal, l'Italie en sont des exemples.

**A 22 h 47 sur Antenne 2, Ciné-club : « Une femme est une femme ».** Troisième film de Jean-Luc Godard.

**Samedi 2 octobre à 20 h 30 sur FR3 : Nouvelle-Orléans bien aimée,** première partie. Écrit et réalisé par J.-C. Averty. « Programme uniquement réservé aux fanatiques inconditionnels et sectaires de la musique de jazz Nouvelle-Orléans » selon Averty.

**Dimanche 3 octobre à 20 h 30 sur FR3 : L'affaire Dreyfus.** Extraits du film de Chérasse « Dreyfus l'interorable vente » sur le récit de l'affaire proprement dite. A l'aide de films de Melies Capellari, de caricatures et de chansons satiriques de l'époque. Henry Guillemain et Marcel Thomas nous présentent « L'Affaire ».

**A 21 h 20 : Le Grand Magic Circus** (première mondiale à Ville-neuve-sur-Lot). Film présenté sous forme de reportage.

**A 22 h 30, Cinéma de minuit : L'Evangile selon Saint-Mathieu** de Pier Paolo Pasolini.

**A 22 h 30 sur Antenne 2 : Signe des temps. Côte d'Ivoire n° 1.** Ce documentaire est la première partie d'un tableau de l'Afrique noire vue à travers l'histoire de Paul, un jeune ivoirien de 18 ans qui incarne la jeunesse, l'avenir de l'Afrique. Quelle voie choisir, quand tout est remis en cause par la confrontation de deux civilisations : la traditionnelle et celle du progrès économique véhiculée par l'Occident ? Cette dernière représente-t-elle un progrès réel ? Peut-on concilier les deux, quelle est la responsabilité des Européens ?

**Du lundi 4 au vendredi 8 octobre à 8 heures sur France-Culture : Punir ou guérir : injustice ou psychiatrie.** L'expertise psychiatrique est aujourd'hui devenue omniprésente. On s'attache moins au délit qu'au délinquant : on veut jauger les chances de réadaptation à la vie sociale « normale ». Dans cet univers de la norme, les institutions dépendant de la médecine, tiennent la première place. Est-ce une libération ou une oppression nouvelle, d'autant plus grave qu'elle est moins spectaculaire ?

**Mardi 5 octobre à 20 h 05 sur France-Culture : Dialogues franco-allemands : syndicalismes.** Les syndicats français et allemands mènent-ils le même combat sous des formes différentes ? Les syndicats allemands sont-ils des organes de collaboration de classe ?

**Jeudi 7 octobre à 22 h 30 sur Antenne 2, un documentaire : Nous parlons... vous écoutez.** La nouvelle lutte des Indiens en Amérique pour le respect des traités acquis mais aussi pour la reconnaissance de leur culture, de leur développement démographique et pour le maintien de l'indianité.

## Buffalo Bill parmi les hommes

Pourfendeur des grands mythes et des valeurs américaines, Altman, après s'être attaqué — avec plus ou moins de succès — à l'héroïsme guerrier (*MASH*), au miroir aux alouettes qu'est *Nashville*, à l'image du héros bogartien (*Le Privé*), s'en prend maintenant au héros national qu'est Buffalo Bill.

De celui-ci, on sait qu'après s'être vaillamment battu contre les Indiens, il se retrouve vedette d'un spectacle itinérant qui mettait en scène les épisodes les plus marquants de la guerre entre les blancs et les indiens, avec des personnages aussi prestigieux que Sitting Bull ou Custer. Triste fin pour un héros déchu, pourrait-on penser. Et les films américains qui évoquent ou mirent en scène Buffalo Bill, soit omirent cet épisode, soit le traitèrent sur un mode tragique et pitoyable.

Or, l'image que nous présente Altman est loin et de la légende et de l'attendrissement facile sur la difficulté de gagner sa vie quand on est un héros. Homme d'affaires, plus préoccupé de rentabilité que d'héroïsme, de belles cantatrices que de la chasteté propre au héros américain, tel est le Bill Cody que nous présente Altman.

C'est un type de démarche auquel le cinéma nous a habitué depuis quelques années, et qui consiste à traquer la réalité par-dessous le mythe. Mais le propos d'Altman ne se limite pas à nous montrer un Buffalo raciste, coureur, vénal, vaniteux et tenu en échec par Sitting Bull (qu'il recherche sans succès dans les montagnes).

Par la représentation à deux niveaux de la légende de Buffalo Bill — le show et les événements qu'il relate — Altman atteint le nœud crucial, celui du passage de la réalité au mythe. Et ce passage s'effectue par l'intermédiaire d'une mise en scène de l'histoire. Mise en scène orientée, partielle, manipulatrice, et qui décide du sens à donner.

Mais si les spectateurs du show de Buffalo Bill sont pris au piège, les spectateurs du film d'Altman, eux, sont au contraire tenus à distance et informés de la facticité des faits et de leur symbolisme. Introduits qu'ils sont dans les coulisses du spectacle, ils ne peuvent à aucun moment mettre en doute la vision qu'Altman leur propose.

Les héros sont bien fatigués, l'Amérique aussi, et la notion d'héroïsme n'a guère plus cours. A l'époque des anti-héros, des anti-westerns, le grand souffle épique de la légende de l'Ouest ne balaie plus que des cendres. Buffalo Bill, descendu du tableau où l'avait figé sa légende, reprend place parmi les hommes.

Cette destruction du mythe par Altman ne relève pas d'un parti pris gratuit, mais concourt à une meilleure

compréhension historique de l'Amérique, celle des pionniers et, du même coup, de celle d'aujourd'hui : l'Amérique du Watergate (1), l'Amérique de Gerald Ford et des parades électorales.

Stéphane SOREL ■

(1) On peut voir ces jours-ci Les Hommes du président d'Alan J. Pakula sur ce sujet.

### THEATRE DE DIX HEURES

#### OFFRE SPECIALE AUX LECTEURS DE 7S

On n'arrête vraiment pas le progrès !

« La démocratie est (toujours) avancée »

au Théâtre de Dix heures  
36, bd de Clichy, 75009 Paris  
tél. : 606-07-48.

● 20 h 15 : les inséparables Font et Val.

● 22 h 15 : Marianne Sergent, Alain Scoff, Jacques Canselier, Françoise Pavy, avec au piano (toujours) : Paul Castanier.

Les lecteurs de 7S paieront 15 F (pendant huit jours seulement)

— une offre spéciale ! (puisqu'après on paiera 25 F.

### Les amoureux de Goldoni

Il faut y regarder à deux fois avant de convoler. Caroline Huppert, qui est un jeune metteur en scène dont le talent s'affirme et une femme d'aujourd'hui, consciente des pièges tendus à la condition féminine, choisit de nous montrer celui dans lequel tombe finalement (on l'épousera sans dot) l'Eugénie des *Amoureux* de Goldoni. Eugénie, amoureuse de Fulgence, ne cesse de réagir contre tout ce que son éducation de fille du XVIII<sup>e</sup> siècle (et pourquoi pas d'aujourd'hui) lui a appris : qu'une fille doit n'être qu'un ange de douceur et de compréhension vis-à-vis du mâle, réputé avoir raison sur tout, qui l'entretiendra. Il faut aller voir Brigitte Rouan (Eugénie), griffes et frisons dehors, se heurter à cet être plein d'amour mais buté dans son incompréhension de tout ce qui n'agit pas selon ses normes que joue, de façon constamment inventive, Patrick Chesnais (Fulgence).

Didier Saïnderichin propose là son premier décor : la familiarité d'un intérieur XVIII<sup>e</sup>, avec une très bonne distribution des lumières.

D. N. ■

Théâtre Daniel Sorano, 16, rue Charles-Pathé, 94300 Vincennes.



photo E. George

# vous êtes concernés

## TS : nous gagnerons ensemble

Il est trop tôt pour faire même un premier bilan de la campagne engagée pour sauver TS. Nous le ferons dès la semaine prochaine. Mais les premières réactions sont encourageantes. Les abonnements commencent à arriver. Les prises de vente militante sont en nette progression. Les sections commencent à débattre du problème. Le courrier des lecteurs comporte beaucoup de propositions, que nous étudions attentivement, et qui nous permettront dans les semaines qui viennent de prendre ou de susciter de nouvelles initiatives.

La situation de la presse militante est telle que ses lecteurs ne sont que trop habitués à recevoir périodiquement des appels à souscrire pour sauver leur journal. Nous n'avons pas manqué, à TS, de le faire. Mais cela ne nous satisfait pas, et nous voudrions, dans l'avenir, éviter définitivement ce procédé.

Pour cela, il n'y a pas de mystère, il faut gagner un nombre de lecteurs suffisant pour que la situation du journal soit définitivement assainie.

En lançant le mot d'ordre d'un nouvel abonné à TS par adhérent du PSU, nous poursuivons un triple objectif :

- augmenter considérablement le nombre de lecteurs du journal, ce qui aura le double effet d'assurer une assise financière satisfaisante, et de lui donner une audience et une autorité qui lui manquent actuellement, et le privent de collaborateurs, qui préfèrent écrire dans d'autres supports ;

- solidariser le journal et ses lecteurs, en particulier, les militants du PSU. Depuis sa création, TS a fait l'objet de multiples discussions au sein du Parti. Mais trop souvent, le « y a qu'à » concernait le voisin, la section, la fédération, le national, la rédaction et l'administration du journal. Cette fois-ci, nous le disons nettement, nous gagnerons ou nous perdrons ensemble.

- obtenir de nouveaux moyens pour améliorer la qualité du journal et lui permettre d'expérimenter de nouveaux systèmes de diffusion.

Mais si la bataille est commune et concerne chacun d'entre nous, il est vrai que les responsabilités propres de la rédaction et de l'administration du journal sont écrasantes dans la bataille engagée.

En prenant l'initiative de la nouvelle formule, nous savions que nous répondions à une aspiration générale de nos lecteurs qui souhaitaient un profond renouvellement du journal. Cela a été fait.

Mais la pire des choses serait de s'endormir sur ce qui a été réalisé. L'imagination est plus que jamais nécessaire pour que, semaine après semaine, le journal remplisse le rôle qui est ou qui doit être le sien.

A l'effort qui vous est demandé doit correspondre un effort tout aussi important de la rédaction de TS.

*Dans les semaines qui viennent nous espérons faire apparaître cette continuité dans le renouvellement du journal :*

- en couvrant mieux l'actualité politique, économique, sociale et culturelle. Plus d'articles plus courts, plus directs, disant l'essentiel de l'événement et du commentaire qu'il appelle ;

- en ouvrant nos colonnes au travers d'interviews ou de « tribunes libres » à tous ceux qui ont une expérience importante dans les domaines les plus divers de la vie quotidienne sous tous ses aspects ;

- en publiant des dossiers réguliers, qui soient un outil de documentation et de réflexion, que l'on souhaite garder, qui servent de référence.

Tout cela est déjà commencé. Mais il faut encore approfondir l'effort, rechercher de nouveaux rédacteurs, compléter l'équipe. Car pour gagner définitivement la bataille, il ne suffit pas d'acquiescer de nouveaux lecteurs, il faut aussi les garder. Pour obtenir le premier résultat, il nous faut l'appui militant de tous nos lecteurs. Pour atteindre le deuxième, cela dépend, nous le savons bien, pour l'essentiel, de la rédaction et de l'administration du journal.

Nous refuserons donc désormais de nous abriter derrière les difficultés de rédaction et de fabrication que rencontre une équipe trop petite, à qui il est demandé beaucoup, et en permanence. C'est d'abord avec nous-mêmes que nous devons être exigeants.

Christian GUERCHE ■

**ABONNEMENTS :**  
**150 en 10 jours**  
*il en faut 300 par semaine*  
**les fédés en tête :**  
**Dordogne, Isère, Rhône**

### Pour Tribune socialiste, une grande première !

C'est vrai :

TS sera présent pour la première fois au Salon International de la Nature du 30 septembre au 10 octobre à Paris-Le Bourget. (Tous les j., 10 h à 19 h - samedi et dimanche, 9 h à 20 h.)

TS présentera à son stand les actions menées partout sur l'Écologie, le Nucléaire, le Larzac, Naussac, le cadre de vie.

Pour venir au salon, on peut prendre les moyens habituels (la voiture, l'autobus n° 152 de la Porte de la Villette, n° 350 des gares Est et Nord, ou bien votre vélo (véhicule non polluant) - Parking (Aut. A1).

**TS VOUS ATTEND  
AU SALON INTERNATIONAL  
DE LA NATURE**

## LIBRAIRIE

### Liste n° 8

#### « LE PETROLE »

EDITIONS ALAIN MOREAU

- DOSSIER « R »  
Comme Racket pétrolier  
C. de Brie - M. Etienne - M. Mousel - F. Turquan  
et la commission économique du PSU 39,50
  - LES SEPT SŒURS  
A. Sampson  
Exxon - Shell - Texaco - Mobil  
BP - Socal & Gulf  
Prix international de la presse 1976 54,00
  - LE COMLOT PETROLIER  
Philippe Simonot 36,00
- Pris réel ... 129,50

NOTRE PROPOSITION : F. 115,00 FRANCO

Adresser commande & règlement à :  
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS, CCP 19 706 28 Paris

## ABONNEZ-VOUS

### Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - Six mois : 60 F

avec en prime un livre au choix :

Avec l'abonnement d'un an :

Servitude et grandeur du P.S.U.  
(E. Depreux).

Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).

L'Etat-patron (Ph. Brachet).

Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion).

L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).

Avec l'abonnement de 6 mois :

Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili).

Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).  
Le mai des Banques (militants CFDT).

Le Marché commun contre l'Europe.

Le Manifeste du P.S.U.  
Critique socialiste n° 23 ou 24.

Pour l'Unité Populaire.  
Pour le Socialisme autogestionnaire.

#### Bulletin d'abonnement

à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.  
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

### SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

# GISCARD

## et la RÉGION..

GARDAREM LOU POUVOIR!

